Jean-Paul Damaggio

La baronnie de Jean-Michel Baylet 1975-2015

Sur la photo de couverture:

Le 20 juillet 2012 Le Tour de France passe devant l'Abbaye de Belleperche joyau de Jean-Michel Bayet qui ne pouvait qu'être au rendez-vous avec Sylvia Pinel, la jeune et nouvelle ministre.

Sommaire

Introduction

I - Construction de la baronnie

1975 : Mauvais début pour la gauche unie.
1977 : Jean-Michel Baylet maire.
1977 : Détour par le journal ***Sud-Ouest*.**
1978 : J-M Baylet député.
1982 : Mme Baylet battue.
1983 : Avancée du système Baylet.
1984 : J-M Baylet secrétaire d'Etat.
1985 : La première revanche de Baylet.
1986 : Nouvelle débâcle de Baylet.
1986 : Revanche par les sénatoriales (septembre).

II - Vie de la baronnie

1988 : Baylet, Ministre délégué.
1989 : La baronnie est en place.
1990 : Détour par Golfech.
1991 : Détour paysan en octobre à Moissac.
1992 : La colère de Jean Bonhomme.
1993 : Le baron dépité n'est plus député.
1994 : Coup de génie Baylet-Tapie.
1995 : Détour par René Bousquet.
1995 : Soulagement, le baron est sénateur.
1997 : Jospin bloque Baylet.
1998 : Baylet met un pied à la région.
2001 : La surprise Brigitte Barèges.
2002 : Baylet bloque Jospin.
2004 : En finir avec Roland Garrigues ?
2005 : Baylet président d'un prix littéraire.
2006 : Détour par les récits d'un préfet.

III - Mort de la baronnie

2007 : Sylvia Pinel, la dauphine.
2008 : Premières fissures dans l'édifice.
2010 : Régionales, Barèges sort des clous.
2010 : Le lundi 22 mars
2011 : Sylvia Pinel, la dauphine en rade.
2012 : Un sursaut pour la baronnie.
2012 : Collin-Baylet, la guerre.
2014 : La baronnie s'étiole.
2014 : La réserve parlementaire de J-M Baylet.
2014 : Baylet n'est plus sénateur.
2015 : Baylet perd le Conseil général.

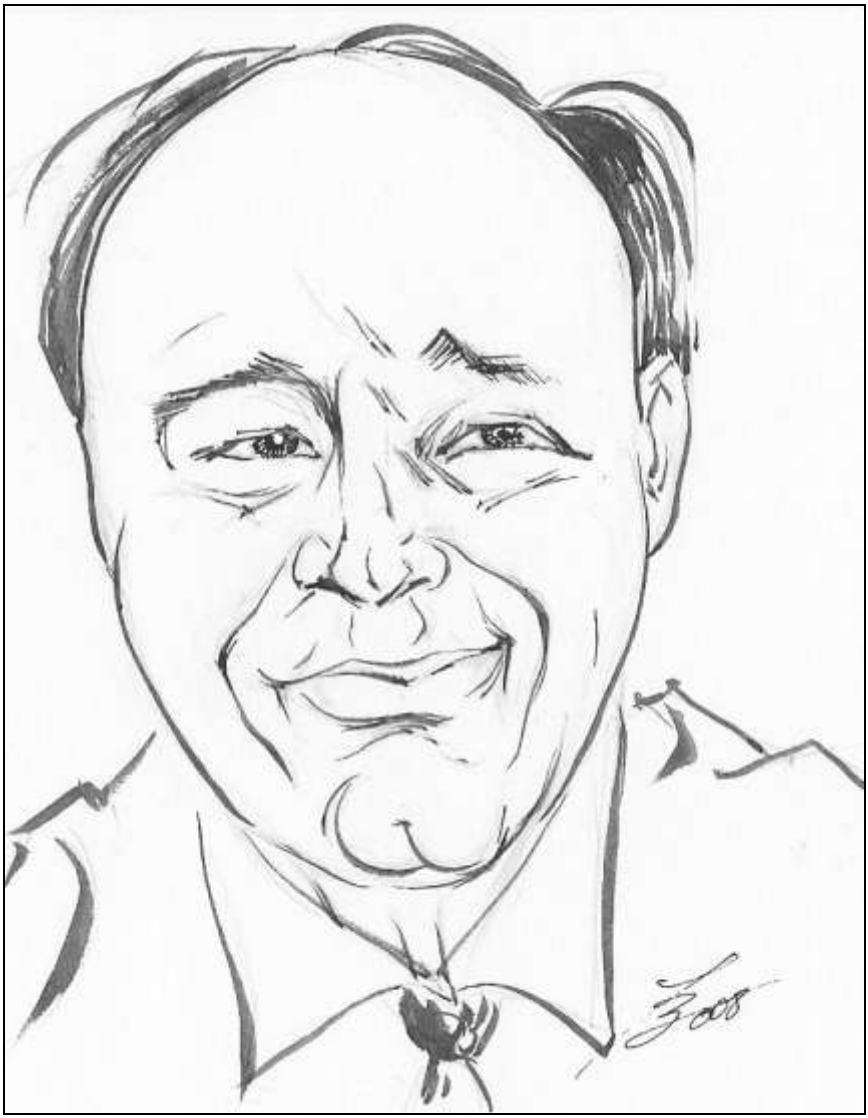
Documents

1 – Les sénateurs du Tarn et Garonne (1959-2015).
2 – Les députés du Tarn-et-Garonne (1967-2012).
3 – Elus régionaux du Tarn et Garonne (1986-2010).
4 – Résultats aux Régionales, en Tarn-et-Garonne.
5 – Texte PCF en 1982 : sur l'union.
6 – Le cas Nègrepelisse : 1983.
7 – Le cas Castelsarrasin : 1983.
8 – PCF : sur le succès de Baylet en 1985.
9 – PS : sur le succès de Baylet en 1985.
10 – Les candidats à Castelsarrasin en 1989.
11 – Considérations postélectorales, Guy Bedel (1988).
12 – *Nouvelles du Tarn et Garonne* et Bousquet 1990.
13 – L'affaire de Moissac par Philippe Montaud.
14 – Gérard Tartanac et La Dépêche (1992).
15 – *La Dépêche* et la mort de Louis Delmas en 2002.
16 – Proposition de loi : les patrons de presse (J. Briat)
17 – *La Dépêche* et Valérie Rabassa en 2007.
19 – *La Dépêche* : Portrait chinois, B. Barèges (2008).

19 – Les candidats de droite et sans étiquette, en 2011.
20 – Etienne Astoul et les sénatoriales de 2014.
21 – *Le Petit Journal*, lundi 30 mars 2015.
22 – Carte communale du Tarn et Garonne.

Illustrations :

Jean-Michel Baylet : par Rosendo Li
Jean-Michel Baylet : caricature par Jean Brun
Photo de Jean-Paul Albert et Roger Rignac (1983)
Brigitte Barèges : une caricature de Jean Brun
Denis Roger : Dessin de Jean Brun
Jean Cambon : Dessin de Jean Brun
Marie-Claude Nègre : Dessin de Jean Brun
Une de ***Changer la vie*** (1986)
Bulletns de vote
Le livre de Baylet : L'audace à gauche.
Dessin de Prada (1992).
Une de ***l'Action agricole*** *(1991)*
Photo des candidats PS-PRG 1992
Une de Tout Toulouse.
Première affiche de Barèges, Une de La Dépêche 2001.
Dessin de Roger.
Dessin de Jean-Marie Courtot : le code de déontologie.
Une de l'Express, Caricature de Barèges
Une page pour Barèges dans La Dépêche
Le bulletin de vote perdant
Affiche de Christian Astruc aux départementales de 2015



Dessin de Jean Brun

Introduction

Nul n'est prophète en son pays, voilà la maxime populaire que Jean-Michel Baylet (JMB) a décidé de faire mentir et nous pouvons dire à sa gloire qu'il y a réussi (il ne manquait pas de moyens). Des communistes le rencontrant dès 1977, dans un café de Valence, prédire cet exploit en découvrant son air débonnaire, à un moment où les socialistes pensaient que la vieille génération radicale n'aurait aucune relève. Le PS d'Epinay avait été capable d'avaler l'essentiel du PSU, une tendance de la LCR, beaucoup de maoïstes et pouvait encore plus aisément avaler les radicaux. Localement certains ne voyaient que le côté « enfant gâté » du futur leader et maître de lieux. Or le passage de témoin de la mère au fils ne fut pas sans tempêtes, à cause de vents très défavorables de 1978 à 1986, tempêtes éphémères pour qui sait prendre le sens du vent !

Pour maîtriser la météo, JMB a côtoyé les grandes sommités, tutoyé les présidents de la République et le bilan de ses mérites devrait porter par exemple sur ses huit années dans les ministères, mais appartenant plutôt aux souterrains de la réalité, je ne vais braquer le projecteur que sur la vie locale à travers les exploits électoraux du baron.

Précisons d'abord que le lien entre JMB et le Tarn et Garonne est ordinaire car pour la période concernée

(1975-2015), d'autres départements de France connaissent des cas équivalents dans tous les partis : François Fillon pour la droite dans la Sarthe, Emmanuelli pour le PS dans les Landes, Guerini pour lui-même dans les Bouches du Rhône etc.

Comme d'autres, JMB est devenu un baron (avec au-dessus le duc d'Aquitaine et le Comte de Toulouse) dans le contexte d'une avancée générale du féodalisme capitaliste, qu'en langage moderne on appelle, décentralisation. Pour la justifier, les commentateurs ont invoqué des conditions spécifiques (la centralisation réelle et mortifère de notre pays, que je dénonce aussi), comme on a trouvé des raisons locales en Equateur, en Espagne ou ailleurs. Or, à observer les mondialisateurs, le phénomène est global, dans le cadre de ce que certains appellent en langage moderne, le néo-libéralisme.

Depuis vingt ans, cette formulation de féodalisme capitaliste que j'utilise n'a aucun un sens moral (ou péjoratif). Tout jugement socialement négatif porté sur le Moyen-âge est un lieu commun détestable en France (je ne sais ailleurs), cette période ayant été aussi fabuleuse que les autres (merci les troubadours). Dire féodalisme me semble mieux désigner les mutations du capitalisme que le terme néo-libéralisme trop strictement économique.

Après les Etats, considérés comme point d'appui au développement capitaliste, leur démantèlement est devenu pour les maîtres du monde, une nouvelle stratégie. Bref, nous vivons le temps des barons mais, en tant qu'héritier, JMB a su dépasser le moule premier pour s'adapter avec génie, aux temps actuels, d'où l'intérêt que mérite son histoire.

Un contexte local

JMB, produit de l'époque et d'une famille, est aussi une anomalie en concentrant entre ses mains un double pouvoir politique et médiatique devenu un double monopole. Beaucoup condamne sa façon personnelle d'utiliser cette force de frappe. Cette étude de la personne (en particulier son rapport avec les femmes) serait une façon de juger les effets, et non les causes et ne concerne pas cette étude. Plutôt que d'évoquer la fonction de PDG de ***La Dépêche***, ou les éventuelles affaires judiciaires, je me limite à ce que je peux prouver : sa stratégie électorale[1] de construction de la baronnie entre sa première élection en 1977 et sa défaite en 2015. Les barons modernes peuvent perdre !

Nous découvrirons que JMB a su allier les facteurs locaux et nationaux, les facteurs politiques et médiatiques, le particulier et l'universel.

Pour le local, la nouvelle ère ouverte en 1945, équilibre en Tarn-et-Garonne, les trois courants de gauche : PS, PCF et Radicaux. A Montauban, le chef-lieu, décision est prise alors, entre les trois tendances, d'élire le premier maire PS de Montauban. Très vite, les Radicaux, long-temps maître de la ville décident de s'allier avec la droite pour éviter de se faire avaler par le PS. Le PCF, pour qui le PS est le concurrent le plus proche, hésite dans ses alliances.

Nationalement, De Gaulle bouscule la proportionnelle qui va petit à petit laisser place à un mode de scrutin opposé aux combinaisons au centre, chères au Radicaux, mais aussi au PS, là où le PCF est fort.

[1] Ce livre complète mes études de politique locale.

De Gaulle souhaite en finir avec le « ventre mou » de la France, l'obstacle majeur de l'accès au pouvoir de la droite. Sa Constitution tend à imposer un face à face, droite contre gauche. Nous y reviendrons (voir chapitre 1995).

Après 1958, la gauche va donc devenir une gauche autrement, une gauche obligée de s'unir si elle veut reprendre le pouvoir. Aux gauches (en 1924 et 1936) se substitue l'union de LA gauche avec le PS comme pilier longtemps divisé : Gaston Deferre à Marseille sera la figure la plus marquante du choix de l'alliance au centre. Pour le Tarn-et-Garonne le socialiste Alary jouera ce rôle à Castelsarrasin, la deuxième ville du département (sous-préfecture). Inversement, à Montauban le socialiste Louis Delmas sera un pionnier de l'Union de la Gauche.

Castelsarrasin / Montauban, les deux circonscriptions avec en leur sein d'un côté Valence d'Agen pour le radicalisme et de l'autre Caussade pour la droite. Un billard à quatre bandes.

Dans le mensuel du PS, ***Changer la vie*** de 1986, où il soutient Jean-Michel Baylet, Albert Cavaillé, un socialiste majeur de l'époque, explique le contexte des législatives de 1962, les premières dans le nouveau cadre :

> *« Notre Congrès fédéral désigne en temps voulu deux candidats, un par circonscription : Delmas à Montauban et moi-même à Castelsarrasin ; à la dernière minute avant le dépôt des listes, une réunion de quatre socialistes et de quatre radicaux s'entend pour une candidature commune dans les deux circonscriptions ; Antonin Ver à Castelsarrasin et Delmas à Montauban. La procédure était certes, douteuse, mais le résultat a justifié cette initiative… »*

Ainsi Montauban, la circonscription la moins à gauche élit un député PS, et l'autre, Castelsarrasin, la plus à gauche, un Radical. A Castelsarrasin, face à des candidats Radicaux, le PCF peut rassembler une part de l'électorat socialiste, et prendre donc plus de poids dans la Fédération, par rapport à Montauban, où inversement la domination est celle du PS.

JMB arrive en la politique avec la naissance du program-me commun de 1972 qui unit PS et PCF et qui entraîne la scission du Parti radical. Sous l'impulsion de Robert Fabre de Villefranche de Rouergue se crée le Mouvement des Radicaux de Gauche (MRG) qui deviendra Parti Radical de Gauche (PRG) en 1998.

Contrairement à un lieu commun, le pouvoir dont hérite JMB en 1975 n'est pas une voie royale. Etape par étape, il va devoir constituer une baronnie exceptionnelle, adaptée aux temps nouveaux, qui, en tant que fabrication de l'opinion, me semble un modèle du genre.

Tel est le parcours qui sera reconstitué à travers ces pages, parcours électoral accompagné de quelques détours.

I

Construction de la baronnie

1975 : Mauvais début pour la gauche unie

En 1975, Giscard est devenu président et l'histoire radicale commence à se faire oublier, si bien qu'il a fallu deux tours, même en Tarn et Garonne, pour remplacer l'un des sénateurs décédé, Jean Lacaze.

Sur 534 exprimés (inscrits 541), surprise, le socialiste **Louis Delmas**, maire de Montauban, battu comme député en 73, se trouve en tête au premier tour avec 195 voix, le radical **Tajan** n'a que 185 voix, et le républicain indépendant (la droite) **Gondalma** 110 voix. **Jean-Louis Demeurs** adjoint à Moissac rassemble pour le PCF, 44 voix.

Logiquement, le candidat radical, comme le candidat communiste auraient dû se désister pour le socialiste arrivé en tête mais Pierre Tajan se maintient : au second tour avec 268 voix il bat Louis Delmas qui en a 256. Le radicalisme départemental frôle la défaite malgré le soutien de **Jean Bonhomme,** le député de droite, trop heureux de jouer un mauvais tour à son opposant de toujours. Douze voix qui vont compter dans l'histoire locale mais cette fois en défaveur de Louis Delmas alors qu'aux municipales de 1965 ce furent quelques voix qui le firent maire.

Pourquoi, « logiquement » ? Car depuis 1972 et la signature du programme commun entre socialistes, communistes et radicaux, l'aile gauche des radicaux (Le MRG) se doit de jouer la carte de l'union. En Tarn-et-Garonne, sous l'impulsion du jeune Jean-Michel Baylet qui est à la direction nationale du parti dès 1975, ce choix de gauche ne pouvait impliquer le retrait d'un radical devant l'allié socialiste.

Pierre TAJAN né le 27 septembre 1928 à Toulouse (Haute-Garonne) décède le 20 mars 1984 à Auterive (Tarn-et-Garonne) reste donc sénateur de 1975 à 1984.

En parallèle à son métier d'arboriculteur-viticulteur, il s'engage très tôt dans la vie politique locale : il est ainsi responsable avec Jean Baylet des Jeunesses radicales du département de Tarn-et-Garonne. En mars 1953, il est élu maire de Fabas et devient le plus jeune maire de France. A partir de 1954, il occupe également les fonctions de vice-président de l'association des maires du Tarn-et-Garonne. En septembre 1973, il est élu conseiller général de Grisolles au deuxième tour. Président de la section radicale socialiste puis de la Fédération des radicaux de gauche du Tarn-et-Garonne, il accède à la présidence de l'Association des maires du département.

En 1977. **Pierre Tajan**, étant maintenant bien installé dans son fauteuil, est réélu dès le premier tour avec 300 voix sur 527 exprimés (541 inscrits). Les rondeurs chères à cet homme semblent lui avoir donné le profil idéal. Les radicaux conservent le deuxième siège avec l'apparition du Montalbanais **Marceau Hamecher**, conseiller général élu dès le premier tour avec 264 voix. Pour **Louis**

Delmas, la « chance » avait tourné puisqu'il ne fera pas les voix de 1975, tombant à 180. Son ami **Henri de Marsac** a 145 voix. Pour le PCF, **Marcel Guiche** avec 54 voix et **Pierre Juge** avec 53 voix augmentent le score de leur parti en voix et en pourcentage (de 7,8 à 9,7%). **André Bessières** soutenu par les radicaux valoisiens, maire de Nohic, fait moins que les communistes : 35 voix !

L'élection brillante des radicaux tient à l'échec de la droite qui n'avait présenté personne. Jean Bonhomme a fait connaître ainsi son point de vue :

> «Dans cet acte éminemment politique du vote du premier tour, il n'est pas concevable que nous apportions notre concours au parti socialiste qui est et reste notre adversaire. Les radicaux de gauche s'affirment dans notre département en désaccord profond avec les socialistes (...).
>
> C'est pourquoi je vous demande instamment de n'apporter vos suffrages au premier tour à aucun des candidats de la gauche, même démunis. »

Pour préparer le second tour une réunion interne à la droite est annoncée à la Maison du Peuple mais son appel à l'abstention a été sans suite (13 personnes) et la réunion prévue, inutile. La disparition brutale de Tajan, à l'âge de 55 ans, permet à son suppléant, Jean Roger, maire et conseiller général de Saint-Sardos, de lui succéder au Palais du Luxembourg.

Ce double échec du PS aux sénatoriales de 75 et 77 va être lourd de conséquences mais voyons d'abord comment JMB s'installe au pouvoir.

1977 : Jean-Michel Baylet maire

Entrons au pays de Baylet non par Valence d'Agen mais par une petite ville du Tarn-et-Garonne, située à l'opposé, Monclar de Quercy. Là, depuis 1945, un serviteur fidèle, dévoué et relativement compétent du système radical officiel, affronte en 1977 une élection municipale difficile. Si, jusqu'à présent, il a eu contre lui une droite ordinaire, c'est-à-dire assez paisible, dirigée par un simple commerçant époux d'une institutrice, l'arrivée d'un jeune loup venu directement de la droite dure, change la donne : avec l'aide d'hommes de gauche, il veut faire tomber le colosse. Fils de notaire, journaliste à Sud Radio, il pense avoir l'envergure nécessaire pour gagner.

Roger Rignac face à Jean-Paul Albert dans le cadre d'une bataille classique : un khalife voulant remplacer un khalife, ou quand bonnet blanc rencontre blanc bonnet ! Face à l'ancêtre, le nouveau invoque un besoin de démocratie qui a bon dos… comme le démontrera la suite.

Un ancien adjoint au maire, garagiste sympathique de son état, un peu aviateur sur les bords, un homme qui connaît bien Roger Rignac, expliquait que quand il avait une suggestion à formuler il disait : « Roger, il y a un an tu avais proposé de rénover le chemin de la gare, peut-

être serait-il temps de le faire ? » et l'idée venant ainsi du maître, pouvait espérer une réalisation prochaine.

Roger c'était donc Roger Rignac ancien candidat aux sénatoriales de 1968. Le nombre d'exprimés était de 522 (528 inscrits). Dès le premier tour les deux radicaux emportent le morceau sous l'étiquette FGDS (Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste) avec 318 voix pour **Lacaze** et 290 pour **Laplace**. **Roger Rignac** fait 146 voix et **Vidalot** (maire de Dunes) 133 voix. La caractéristique des opposants, c'est qu'ils étaient … radicaux… mais de l'aile droite. Le Tarn-et-Garonne a toujours été ainsi : un radicalisme aux mille visages…

Pour la droite, sous l'étiquette républicain indépendant, **Tauziac** obtint 49 voix. Les deux communistes, **M. Fontanier**, adjoint à Montauban, 42 voix et **Clamens**, le maire de Verdun sur Garonne, 40 voix.

Petit à petit Roger Rignac, fort de son pouvoir au Conseil général, avait été pris par une certaine folie des grandeurs dont l'école avait été le modèle ! Au début des années 1960, à l'époque des Cours complémentaires - première étape du développement des collèges - il avait décidé que son chef-lieu de canton comme tous les chefs-lieux aurait une école avec les classes de 6ème et 5ème donc il fit construire un bâtiment en conséquence. Quand en juin 1972, j'ai passé une semaine dans cette école, j'ai découvert quatre classes inoccupées ! Autant dire qu'à Monclar aucun enfant n'a connu les classes préfabriquées si nombreuses au collège de Caussade par exemple ! A ce moment là, le directeur de l'école était dans les normes : il était dans le camp du rugby ! Localement, le rugby c'était la gauche et le football, la droite, football sous le

contrôle de l'abbé Laurens, autre personnalité du village et soutien permanent du maire en tant que correspondant de La Dépêche.

Les lois du mouvement des instituteurs ont fait qu'en septembre 1976, ma compagne d'alors est nommée dans cette école, moi officiant comme titulaire remplaçant. Nous habitons à deux pas de la maison du maire. Nous sommes membres de la cellule communistes longtemps animée auparavant par le docteur Escobar.

Donc aux municipales de 1977, une liste incomplète animée par les communistes vient troubler le face à face Rignac-Albert.

Surprise : au soir du premier tour, la liste de droite est en passe de gagner. Elle a quatre élus dont Jean-Paul Albert.

Même Rignac, 338 voix, n'est pas élu, il lui manque 30 voix. Cinq adversaires ont plus que lui.

La troisième liste fait entre 81 et 53 voix sous l'étiquette Liste de gauche pour une gestion démocratique…

Le lundi à midi, à la Fédération du PCF, Maurice Souleil et Guy Catusse m'étonnent : Guy Catusse m'invite à soutenir Roger Rignac ! J'y mets alors trois conditions car c'est plutôt la guerre avec le maire (inutile d'indiquer les insanités qu'il pouvait faire circuler sur notre compte) :

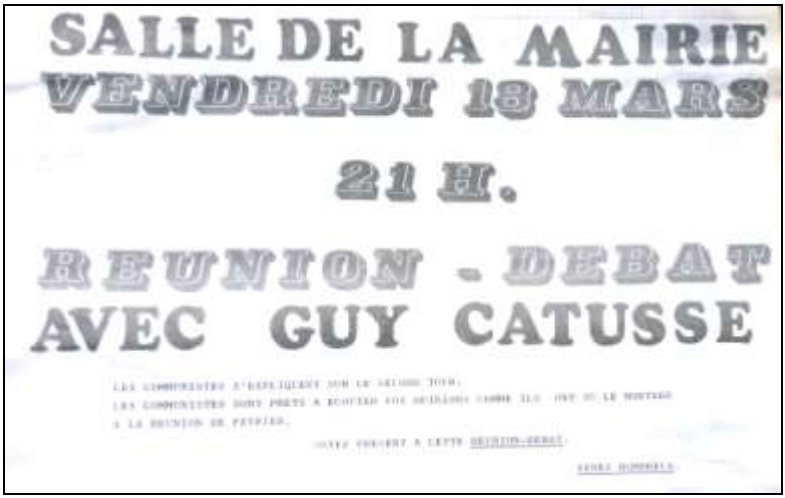
-Que la cellule du PCF en soit d'accord.

-Que deux communistes soient sur la liste de Rignac au second tour.

-Qu'une grande réunion publique soit organisée le vendredi soir pour expliquer ce choix.

Guy Catusse, conseiller régional grâce à Evelyne-Jean Baylet, accepte de prendre en main ces trois questions en venant le mardi soir à la réunion de cellule, et en animant le vendredi la réunion publique.

Rignac accepte un communiste sur sa liste (l'ami Auréjac qui avait eu le plus de voix refuse et c'est moi qui m'y retrouve), qui inclut le titre « liste de gauche pour une gestion démocratique », prête la salle pour le vendredi soir et sera présent à la réunion. Pour la réussir, la fédération du PCF et la cellule de Monclar battent tous les records : le tract est rédigé et tiré le mercredi. Le soir même, les étiquettes sont collées et à minuit, par la grille de la poste de Montauban, le paquet est remis à un communiste qui y travaille, et permet une distribution le jeudi matin par le facteur. Réunion exceptionnelle où J-P Albert fait une apparition rapide au fond de la salle.


SALLE DE LA MAIRIE
VENDREDI 18 MARS
21 H.
REUNION - DEBAT
AVEC GUY CATUSSE

Bilan : Roger Rignac l'emporte. Huit candidats sur neuf restants sont élus (il me manque 12 voix).

Un bel exemple où, sur demande de J-M Baylet le PCF vole au secours du « MRG » malgré les positions à droite de son candidat.

Cette expérience aurait dû me servir de leçon mais je l'ai classée parmi les épiphénomènes. Sauf que par la suite ils vont se répéter et devenir une stratégie : le PCF vole au secours du MRG pour en retour bénéficier de quelques menus avantages dont un qui est classique : le PS étant ainsi pris en tenailles, il devrait y laisser des plumes, que le PCF pense récupérer.

De Roger Rignac il reste quatre réalisations importantes et toujours visibles : le barrage ayant donné le lac, l'école primaire prévue pour un collège, la route Montauban-Monclar cent fois plus améliorée que la route Montauban-Albi et enfin la cité au-dessus du lac.

Le maire de Villebrumier, canton proche, était bien placé pour savoir que l'essentiel des subventions allaient sur Monclar quand lui n'avait que des miettes, et il était aussi bien placé pour savoir que Roger Rignac n'avait jamais eu la moindre idée de gauche.

Le cas de Castelsarrasin

Si à l'époque j'avais compris que toute la vie politique locale des années futures se jouerait à Castelsarrasin peut-être aurai-je été plus intelligent. Mais là n'est pas la question, consacrons-nous à la construction de la baronnie de Baylet.

En 1977, Monclar reste en effet un épiphénomène : l'événement du Tarn-et-Garonne s'est déroulé à

Castelsarrasin, avec la fin de règne d'un socialiste, en fait un Alariste du nom du maire de la ville qui s'était fait socialiste pour être dans le vent de l'histoire après 1945. Pas socialiste au point de s'allier avec des communistes tout en ayant de bons rapports avec la figure locale Marcel Guiche. !

Le journal ***Sud-Ouest*** existait encore et j'aurai dû lire le compte-rendu suivant :

« La foule qui, de 18 heures à 23 heures a piétiné, dimanche soir, sur la place de la mairie et dans les locaux de l'hôtel de ville, a prouvé, si besoin en était, que pour ce second tour des municipales de Castelsarrasin, était devenu le « point chaud » du Tarn-et-Garonne.

L'annonce des résultats, retransmise à l'extérieur par haut-parleur a donné lieu dans l'assistance à des manifestations de joie parmi lesquelles les communistes se taillèrent une large part. »

Mais que se passait-il donc ?

Au second tour, Le radical Boé, devenait le nouveau maire, après union avec les communistes. Il avait aussi réussi à convaincre quatre socialistes aussitôt exclu de venir sur sa liste.

Sud-Ouest était un journal peu sectaire car s'il était plutôt représentant de la droite, localement il avait dans sa direction des socialistes :

« M. Boé (MRG) va donc succéder à M. Alary (socialiste) qui fut maire pendant trente sept ans et

qui laissera à Castelsarrasin une empreinte que même ses adversaires ne cherchent pas à nier. »

Maurice Bonnal avait rassemblé les socialistes et d'autres pour remplacer Alary mais sans succès.

Parmi les sept communistes qui entrent enfin dans la mairie, une seule femme et six hommes que j'ai bien connus car ils seront au cœur de l'histoire communiste de toutes les années futures.

Bilan : Si en 1973 Jean-Michel Baylet entre dans la politique par "le haut" avec la fondation du MRG (Mouvement des Radicaux de Gauche), dont il deviendra presque aussitôt le secrétaire national, en 1977 il entre aussi dans la politique par le bas en héritant du poste de maire de Valence d'Agen. A 31 ans tout s'annonce bien pour lui. Nègrepelisse, Monclar, Moissac conservent des maires radicaux. Montauban reste socialiste.

Castelsarrasin passe aux radicaux.

Caussade reste à droite.

1977 : Détour par le journal Sud-Ouest

La mention du journal ***Sud-Ouest*** que vous venez de lire m'oblige à ce premier détour.

La bataille entre Toulouse et Bordeaux est une vieille histoire du sud-ouest qui en matière de presse s'est matérialisée par l'affrontement historique entre ***La Dépêche de Toulouse*** et ***La Petit Gironde***. La gauche toulousaine contre la droite bordelaise. Le Languedoc contre la Gascogne.

Après la guerre nous avons eu ***La Dépêche du Midi*** (qui a eu le privilège de pouvoir conserver l'essentiel de son titre) contre ***Sud-Ouest***.

En Tarn-et-Garonne cet affrontement prenait une tournure originale puisque y résidait le propriétaire de ***La Dépêche***.

Ma famille étant communiste je n'ai jamais pris la peine d'acheter ou de lire ***Sud-Ouest***, (pour la vie locale ***La Dépêche*** était la référence et pour le vie nationale ***L'Humanité*** et ***La Terre***) jusqu'aux années 2000 quand mes enquêtes historiques m'obligèrent d'aller voir ce qu'était le « journal de droite » et j'ai découvert une qualité que je ne soupçonnais pas !

Le 31 octobre 1977 les lecteurs de ***Sud-Ouest*** en ont eu la confirmation, leur cher quotidien perdait son édition départementale et ne serait donc plus dans les kiosques. Le communiqué est extrêmement émouvant aussi je le reprends en entier.

« A NOS LECTEURS

A partir de demain 1er novembre, l'édition de « Sud-Ouest » du Tarn-et-Garonne sera supprimée. Nous avons pris cette décision après avoir soigneusement analysé une situation de jour en jour plus préoccupante, sur le plan départemental dans le domaine de la vente et mis en balance la fidélité de lecteurs dont l'attachement à notre titre n'empêchant pas le nombre de décroître et que nous allons fatalement décevoir.

Car tout compte fait, notre retrait pour autant qu'il nous coûte sur le plan affectif et sentimental est dicté à la fois par la sagesse et par le poids croissant que la loi économique fait peser sur la presse. Le caractère industriel de celle-ci s'accentue, entraînant des investissements de plus en plus coûteux si l'on veut rajeunir et moderniser l'outil de fabrication et exigeant, par voie de conséquence, une gestion rigoureusement équilibrée.

Alors il nous faut vous quitter au moins six jours sur sept, car « Sud-Ouest Dimanche » demeure [cette édition n'avait pas de rubrique locale]. Nous avons passé ensemble depuis trente-trois ans, bien des jours heureux et bien des heures sombres. Vous nous avez été fidèles au-delà même de ce que, depuis des années déjà, nous pouvions vous apporter. Au fond de notre cœur, nous ne vous oublierons pas.

Sud-Ouest. »

Jean-Michel Baylet pouvait sabrer le champagne. Au moment où il devenait maire, il devait seul à pouvoir informer !

Le photographe Jean Jacques Saubi n'hanterait plus les festivités diverses et Philippe Ducos cesserait de faire connaître ses fines analyses politiques. Il y avait à ce moment là un journaliste pilier de ***Sud-Ouest***, ***Pierre Ysmal***, qui deviendra par la suite une figure de ***L'Humanité*** !

Sud-Ouest était en fait un journal de journalistes et en feuilleter les pages aujourd'hui, suscite chez moi, bien des regrets de ne pas l'avoir soutenu comme il le méritait. Pourtant les bureaux de journal étaient bien placés et auraient pu m'inciter à en pousser la porte.

Juste pour le plaisir je mentionne cette retrouvaille avec Benedetto annoncé pendant trois jours à Montauban pour y préparer un spectacle lié à celui d'Avignon : «***la ville à vif***». Le 24 octobre dans la salle de Notre dame de la Paix, le lendemain à la FOL, ensuite dans la salle de l'église réformée côte de Sapiac et enfin le dernier jour à L'Ancien Collège. Benedetto souhaitait une rencontre avec les habitants pour y puiser la matière de sa pièce. Le titre de l'article : ***« A l'initiative du Festival d'Occitanie, Un interville théâtral Avignon-Montauban ». L***a rubrique locale était très réduite, consacrée surtout au sport, et cet article comme un autre de Jean Guilhem prouve l'attention que la rédaction voulait porter tout de même à la culture. Si les éditions Tarn-et-Garonne et Haute-Garonne avaient pu continuer la baronnie en aurait été différente !

1978 : J-M Baylet député

Dès l'année suivante Jean-Michel Baylet est élu député dans un contexte où la gauche a le vent en poupe.

Grâce au droit de vote à 18 ans, dans la circonscription de Castelsarrasin le nombre d'inscrits passe de 60 812 en 1973 à 67 884, le nombre d'exprimés de 48 149 à 55 738.

Il a manqué 1800 voix au candidat communiste pour passer devant J-M Baylet. Trente ans après, il accusera encore le candidat PSU (2420 voix) de lui avoir volé ce poste de député (Raymond Récoché Front autogestionnaire occitan) car être en tête de la gauche c'était la victoire assurée. Victoire qui est donc revenue à JMB.

Le PCF devait son succès à l'absence de candidat PS dissident (17% en 1973 quand le MRG avait fait 24%).

JMB avait pu s'éviter le risque de ne pas être en tête de la gauche, une gauche où l'extrême-gauche a doublé son score (de 1,5 à 3%). Alain Jean candidat écologiste (6%-3702 voix) complète le tableau, avec le candidat de droite qui ne pouvait au second tour espérer beaucoup plus que le 37% du premier.

Aussi paradoxal que cela paraisse, cette victoire, JMB l'a doit plus aux pouvoirs nationaux qu'aux électeurs de sa circonscription. En effet dans ***Sud-Ouest*** d'octobre 1977, suite à une réunion des délégués du département,

nous apprenons que les deux candidats socialistes ont été désignés à savoir Hubert Gouze et Jean-Paul Nunzi (JPN).

L'entretien est clair :

« S.O. : Une fois n'est pas coutume vous êtes les premiers à faire connaître vos candidats. Une candidature unique aurait-elle pu être envisagée ?

JPN : Le passif entre le PS et le MRG est tel dans ce département qu'il ne nous a jamais fait envisager de proposer, nous socialistes une candidature unique. »

La Conférence s'est tenue à Castelsarrasin ce qui n'est pas anecdotique. Après la bataille des législatives de 1973, Robert Descazeaux (le PS dissident) et ses amis, ont tous été exclus du PS or, à cette conférence, ils sont réintégrés. L'objectif des socialistes est donc formulé ainsi pour les législatives de 1978 :

« Conserver un élu de gauche quel qu'il soit dans la circonscription de Castelsarrasin. »

Malgré la décision locale, la candidature de Nunzi est remise à la prochaine fois, Baylet ayant obtenu le soutien du PS national en faisant valoir sans doute, qu'une division PS-MRG pouvait placer en tête de la gauche le candidat communiste, ou en menaçant Hubert Gouze d'une candidature radicale dans sa circonscription.

Bilan : les deux circonscriptions voient arriver en même temps, une nouvelle génération de députés, Jean-Michel Baylet d'un côté et Hubert Gouze de l'autre pour le PS.

Malheureusement pour le nouveau député, le MRG perd la même année, une figure d'avenir du radicalisme local Marceau HAMECHER né le 29 août 1929 à Valenciennes (Nord) et décédé le 27 août 1978 à Montauban (Tarn-et-Garonne). Fils de réfugiés du Nord installés à Montauban au terme de l'exode de mai-juin 1940, Hamecher apprend avec son père le métier de mécanicien automobile, puis il devient l'un des piliers de l'entreprise familiale.

Concessionnaire Mercédès, il est élu à la Chambre de commerce et d'industrie. En octobre 1977 son garage sera plastiqué dans le cadre d'actions radicales contre les intérêts allemands.

Il rejoint les milieux radicaux tarn-et-garonnais en devenant vice-président du Cercle des travailleurs de Montauban, puis vice-président de la Fédération départementale des Radicaux de gauche.

Elu au conseil municipal de Montauban en mars 1971, il assure la fonction d'adjoint au maire chargé des travaux publics, puis devient second adjoint au maire en mars 1977. Son implantation locale est parachevée par son entrée au conseil général du Tarn-et-Garonne, en tant que représentant du canton de Montauban IV (30 septembre 1973).

Comme nous l'avons vu, élu sénateur au premier tour (264 voix sur 527) il succède à Adrien Laplace ce qui permet aux radicaux d'avoir une figure majeure à Montauban. Mais il meurt subitement en août 1978 ce qui permettra à son frère d'entamer une carrière politique sans cependant avoir les mêmes talents.

1982 : Mme Baylet battue

Dès avant le vote, en 1982, Evelyne Baylet sait qu'elle va perdre le poste de présidente du Conseil général qu'elle occupe depuis 1970, en conséquence le MRG présente son serviteur de toujours… **Roger Rignac**.

Au cours de ces cantonales, les candidats PS face au candidat MRG font de bons résultats, suite à la victoire de Mitterrand en 1981. A Moissac le PS arrive à 33% et le PRG à 14% ; à Bourge de Visa 27 contre 14 ; à Montech 19 contre 8 ; à Castelsarrasin II 25 contre 24 ; à Saint Nicolas 62 contre 6 (Robert Descazeaux qui avait été le candidat PS dissident en 1973 n'est pas désavoué) ; à Nègrepelisse 27 contre 21 ; à Caylus 22 contre 14 ; à Montauban III 34 contre 17 ; à Montauban II 33 contre 17. Il est resté pour le MRG : Molières de justesse, Auvillar, Montauban IV et Verdun.

Avec le cas exceptionnel de Villebrumier : 29% pour le PCF, 19% pour le PS et 15% pour le MRG ! Le communiste est élu au second tour.

Louis Delmas ayant réussi à "retourner" le maire de Lauzerte, Monsieur Dalquier, devient le gagnant annoncé, prenant une revanche sur le mauvais coup de 1975.

Cette fois, côté droite, Jean Bonhomme, malgré la pression de Rignac qui lui rappelle qu'il a toujours voté pour lui aux législatives, décide de s'abstenir donc le score est connu 13 à 13. 11 PS + 1 apparenté ; 11 MRG + 1 apparenté ; 2 indépendants (un pour chaque parti).

Au bénéfice de l'âge Louis Delmas l'emporte.

Pour sauver le MRG, le maire de Villebrumier est en position d'arbitre. Les pressions ne manquent pas mais Aimé Vigouroux connaît trop bien son voisin Roger Rignac pour voler à son secours.

La Fédération du PCF va finalement prendre une position intermédiaire (voir document). Pas besoin d'être fin limier pour comprendre que c'est surtout le PS qui est visé par les critiques : il risque d'étouffer la diversité, il est le parti dominant, au nom du pluralisme bien compris il aurait dû laisser la direction du Conseil général au MRG suivant un principe que le PCF utilisera beaucoup pour les municipales suivantes : la prime au sortant. Pour le dire autrement, les évolutions dans le rapport de force, électoral ne doit pas effacer les acquis anciens, le PS risquant d'écraser le PCF ou les Radicaux.

Dans le récit que Jean-Louis Franceries fait de la journée dans ***Les Nouvelles*** n°56 du 25 mars 1982, il met en cause René Souleil adjoint de Delmas au nom du PCF, et qui a été écarté de la direction de son parti en 1977 :

> *« René Souleil a décidé de n'être plus communiste. C'est devenu un fait public mais encore trop ignoré. En tout cas ça n'autorisait pas Sud Radio à se prévaloir de son attitude véhémente pour affirmer*

que des "communistes présents dans la salle souhaitaient un vote socialiste de la part d'Aimé Vigouroux. " »

René Souleil est accusé de "manœuvrer au sein de la municipalité pour monnayer son passage dans les ranges socialistes." Il n'a jamais cherché à monnayer quoi que ce soit, se contentant de défendre ses idées, et il n'était pas le seul communiste à penser que Vigouroux aurait dû voter pour le candidat PS.

Ce récit accuse le PS de « combinazione » quand la victoire de Louis Delmas n'est que le résultat des élections. En matière de « combinazione », le champion sera toujours JMB.

La Dépêche du 26/03/2002, à la mort de Louis Delmas, ne mentionne qu'une fonction de vice-président du Conseil général ! (voir document). Même vingt ans après, ce poste de Président du Conseil général n'a pas été digéré par les radicaux, et en de très nombreuses occasions j'ai été conduit à rappeler ce fait historique. Dernièrement sur la biographie Wikipédia d'Evelyne Baylet il était écrit qu'elle avait été présidente jusqu'en 1985, passant le relais à son fils ! J'ai introduit la modification.

Cet échec de Madame Baylet prouve que JMB va construire lui-même sa baronnie. Il a un héritage, certes important, avec le pouvoir de ***La Dépêche*** (surtout depuis la disparition locale de ***Sud-Ouest***) mais il ne fait pas tout, d'autant que les ennuis ne font que commencer pour le MRG.

1983 : Avancée du système Baylet

Salle de la mairie à Monclar pour l'installation du nouveau maire : Jean-Paul Albert debout, juste derrière lui avec un petit sourire Roger Rignac et à côté le battu MRG Eric Brand. Toute une histoire dont nous ne sortirons qu'en 2015 !

Le cas Monclar

Nous revenons à Monclar car le maire sortant MRG, sauvé par le PCF en 1977, refuse de soutenir… la liste conduite par Eric Brand, MRG, qui a pourtant réussi à rassembler socialistes, communistes, radicaux et autres personnes de gauche. Cette forme de radicalisme, absolument différente de celle de Roger Rignac, fait que plusieurs de ses amis conseillers sortants rejoignent l'adversaire d'hier, l'homme de la droite authentique, la liste de Jean-Paul Albert !

Jean-Paul Albert n'était un adversaire de Rignac que pour prendre sa place et occuper le pouvoir COMME lui ce qui n'est pas original. Il en appelait à la démocratie, au refus du cumul des mandats, à une autre façon de faire la politique qu'à condition que ce soit… sous ses ordres. Cette fois, Jean-Paul Albert l'emporte avec l'appui de quelques personnes de gauche qui ont pensé plus judicieux de soutenir « un enfant de la commune » plutôt qu'une liste composée surtout de nouveaux arrivants. D'où le slogan de la liste Albert : « Monclar aux Monclarais» d'autres disant «La France aux Français ».

Cette entente entre Albert et Rignac devait se sceller par de beaux discours le jour de l'investiture du nouveau maire, que ***La Dépêche*** s'est fait un plaisir de relayer :

> *« M. Jean-Paul Albert devait rendre hommage à M. Rignac qui a œuvré pour Monclar-de-Quercy avec passion et laisse de sa longue gestion une œuvre considérable que l'on ne saurait contester. M. Albert soulignait encore que s'il avait pu avoir des*

divergences de méthode ou de forme avec son prédécesseur, il le rejoignait totalement sur le fond, dans un souci constant en faveur du bien-être des Monclarais et du rayonnement de Monclar-de-Quercy. »

Des divergences de méthodes qui firent que trois ans avant les conseillers d'opposition dont Albert, démissionnèrent avec fracas pour prouver leur colère ! Comment après ça ne pas être écœuré par la politique ?

L'injuste défaite de la liste Eric Brand a été un tournant dans l'histoire de Monclar. Comme son prédécesseur, le jeune J-P Albert était installé au pouvoir pour longtemps (maire il devient conseiller général à la mort à son poste de Roger Rignac en 1989). Il se contentera d'en gérer les réalisations. Par exemple, combien de fois avait-il dénigré le hangar construit pour une foire du cheval ? Il continuera la foire. Quant au lac, que de dénigrements là aussi ! Il continuera la promotion du lac. Il se coulera même dans le moule Baylet sans avoir le talent de Roger Rignac. Revirement spectaculaire n'ayant cependant rien d'original car au même moment à Nègrepelisse se joue un autre affrontement éclairant.

Toujours en poste en 2015 il va battre le record de longévité de son prédécesseur avec seulement quelques réalisations à son actif. Aux municipales de 2014, son opposant a été le fils d'un des élus de la liste Brand en 1983 !

Le cas Nègrepelisse

Contrairement à Monclar, secteur de droite du départe-ment, Nègrepelisse la protestante est depuis longtemps dévouée à la gauche. Radicaux, socialistes et commu-nistes participent à la gestion de la commune sous la direction d'André Jouany MRG, chez qui il m'arriva souvent d'aller acheter des chaussures.

En 1951, Jean Fleury, fonctionnaire des finances, est élu Conseiller général du canton de Nègrepelisse, institution dont il devient le président de 1952 à 1970. Charles Bourdarios, le maire de Nègrepelisse depuis 1959 le remplace au poste de Conseiller général et cède l'année après le fauteuil de maire à André Jouany tout aussi radical.

Aux cantonales de 1982, dans le cadre de la fameuse poussée du PS dans le département, Jean Cambon bat celui qui était à la fois conseiller général, maire et sénateur ! Donc en 1983 le jeune Jean Cambon est décidé : pour le bénéfice du PS, il va supplanter le monopole local des radicaux. Le PCF est entre les deux feux.

En tant que responsable de la section je relaie fidèlement le mot d'ordre national : « L'union partout, dans toutes les villes autour du maire sortant ». En 1977 le PCF avait gagné beaucoup de mairies et il voulait les conserver donc le premier critère c'était d'accepter d'office le maire sortant. Ensuite il y avait la question de la répartition des sièges entre les trois partis. Je donne en document le bilan de cette sauce politicienne toujours peu digeste et pourtant inévitable. Même dans les dictatures il n'y a de politique possible que par des ALLIANCES. En démocra-tie ces alliances doivent faire

l'objet de débats publics et pour ce faire les communistes se distinguaient par la production de nombreux journaux de cellules, de sections, et de fédérations qui venaient compléter leurs vastes publications nationales.

> Bilan : comme le souhaitait Jean Cambon, une primaire au premier tour voit s'affronter la liste MRG et la liste PS-PCF (les militants locaux préfèrent le PS). Au second tour Jean Cambon compose une liste d'union à sa manière en choisissant lui-même les radicaux (donc sans Jouany) et les communistes refusent. Ils ont servi de marchepied au premier tour pour faciliter le premier succès de Jean Cambon ! En reprenant les documents de mon intervention dans les négociations je note cette phrase : *« Cette répartition proposée indique-t-elle que le PCF voulait faire le jeu du MRG ? Les communistes font la politique de l'union de la gauche et ils feront tout, pour qu'à Nègrepelisse cette union permette la victoire. »*

Bilan, cette guerre ente PS et PRG profite à la droite : le pépiniériste Lucien Kothé enlève la mairie jusqu'en 1995. Il y aura six élus de la liste Cambon mais pas… Cambon car c'était l'heureux temps du panachage où les citoyens n'étaient pas tenus à élire les candidats choisis par les partis.

Cette défaite d'André Jouany aura des conséquences sur les sénatoriales. Né le 24 novembre 1925 à Nègrepelisse où il décède le 4 janvier 2003, il était devenu sénateur en tant que suppléant du jeune Marceau Hamecher décédé peu après son élection en 1977. Son échec municipal après celui des cantonales, va faire

doublement la joie de.... J-M Baylet : **une place de sénateur se libère, et Jean Cambon en déduit que pour gagner il doit s'aligner sur le MRG, ce qu'il fera dès 1985** !

La lutte pour le pouvoir est en fait plus importante que la lutte pour les idées. C'est ce que JMB va mesurer en fabriquant une nouvelle génération radicale d'hommes seulement obsédés par les places à prendre.

Le cas Castelsarrasin :

Dans la sous-préfecture du Tarn-et-Garonne les élections municipales continuent d'être un imbroglio. Le PCF qui joue un rôle central décide que le maire sortant radical Boé n'est plus digne de confiance (à moins que ce ne soit l'inverse) et poussent pour recoller les morceaux avec le PS afin d'aboutir à une liste PS-PCF... MRG dirigée par un soutien du PS, M. Montet. (voir document). Les radicaux sont ainsi : on les trouve sur toutes les marches de la politique ! D'un côté avec Boé le maire sortant qui se représente et de l'autre avec Montet pour la nouvelle génération politique.

Baylet avait-il envie d'éliminer Boé ? Mystère.

La liste Montet l'emporte aisément dans le cadre d'une triangulaire. Mais nous ne sommes pas au bout de nos surprises sur ce point.

Le cas Montauban

Guy-Michel Empociello explique dans ***La Dépêche*** (il est alors éditorialiste du journal avant de venir s'installer à Moissac), le cas de Montauban à la veille du second tour :

« [A Montauban] Le député socialiste Gouze, qui porte les couleurs de la gauche (44,9%) au premier tour, bénéficiera de l'apport de la liste d'extrême-gauche (4,57%) pour vaincre l'opposition (40,45%). Avec l'incertitude qui pèse sur les 10,04% des suffrages qui allèrent au premier tour sur la liste du conseiller général de Montauban, M. Hamecher, classé dans les « divers modérés ». Il s'est retiré, sans consigne, après avoir témoigné pour une troisième voie. »

Le même journaliste pointe ce bilan régional :

« L'exemple le plus marqué d'une réussite du centre gauche vient des Hautes-Pyrénées où le MRG s'est franchement posé comme l'alternative possible, comme une autre gauche. La majorité absolue à Lourdes, 18% à Tarbes. Il n'y avait pas dans cette démarche une simple opportunité politique. On peut se demander aujourd'hui si elle ne correspond pas à un besoin profond de l'électorat que la proportionnelle laisse s'exprimer.»

M. Empociello en théoricien du centre gauche se veut à l'offensive en vue des élections européennes de l'année d'après. Il démontre que l'opération Hamecher à Montauban (le frère de Marceau) n'était pas une affaire strictement locale mais qu'elle correspondait à l'objectif de renforcement du centre, point crucial dans la stratégie de JMB… et de Mitterrand. Vu que Mitterrand a annoncé la marginalisation du PCF, il fallait une option nouvelle. Mais en même temps, à Montauban, Yvon Collin est, pour le MRG, dans la liste Gouze, suivant un principe

cher à JMB : ne pas mettre tous ses œufs dans un même panier.

Le cas Moissac

Moissac passe au PS (pour 30 voix). Là encore un document qui vaut le détour. Comme à Nègrepelisse, le maire sortant étant PRG, le PCF étant pour que l'union se fasse autour des maires sortants, ***La Dépêche*** du 5 février 1983 publie un communiqué du PCF qui dit ceci :

« A Moissac le MRG fait connaître sa volonté de constituer une liste d'union autour des élus sortants. La Fédération du PCF ayant pris connaissance de cet appel et conformément donc à ses engagements nationaux, précise la volonté des communistes de participer à la liste d'union autour de la direction municipale sortante de Moissac. La Fédération du PCF convaincue que le souci de l'union l'emportera à Moissac, souhaite que cette démarche unitaire soit partagée par toute la gauche. Pour la Fédération du PCF : Alain Raynal secrétaire fédéral. »

Encore fallait-il que cette démarche unitaire soit partagée par tous les communistes de Moissac ! En fait le communiqué s'adresse autant à Nunzi qu'à la cellule du PCF ! Et il est publié car il va dans le sens de JMB. Si l'appel avait été en faveur d'une liste Nunzi, il aurait été censuré !

Dans son livre Nunzi écrit :

« L'élection de 1983 n'a pas été facile pour moi. La liste d'union de la gauche que je conduisais connaissait des tensions dans chacun des Partis qui la

composaient. Au sein du PRG, on acceptait mal que la tête de liste soit un socialiste après avoir eu un radical pendant deux mandats. Le PCF avait des membres influents qui n'avaient pas voulu être candidats pour cette raison là et parce que la vieille garde avait été bousculée par de nouveaux venus. »

Les nouveaux venus au PCF ont « oublié » les ordres de la direction et l'emportent de justesse avec Nunzi.

Bilan : Premier maire PS à Moissac, Beaumont reste à gauche pour 7 voix ; Castelsarrasin aussi ; Montauban reste PS et la candidature Hamecher du premier tour n'a rien donné. A Valence d'Agen Baylet gagne mais il a une épine dans le pied qui va longtemps l'inquiéter : le pharmacien Jacques Briat, dont la liste arrive à 47%. Pour gagner, Baylet a fait un peu de place au PS et au PCF.

Le système Baylet s'installe petit à petit par la mise au point d'un réseau qui contourne les grands centres mais en cette année 1983 JMB domine encore très peu le département, base logistique sans laquelle il n'a pas d'avenir. Devenu le grand dirigeant du MRG, il sait pouvoir compter sur Paris… pour gagner à Montauban.

1984 : J-M Baylet secrétaire d'Etat

En juillet 1984, quand Pierre Mauroy est remplacé par Laurent Fabius, et que les communistes quittent le gouvernement, François Mitterrand fait appel au député J-M Baylet comme secrétaire d'État auprès du ministre des Relations extérieures. La politique ayant horreur du vide procède donc par le principe des vases communicants. L'alliance à gauche flanche alors il faut tourner les regards vers l'alliance au centre.

Cet événement se produit suite aux élections européennes où le PCF s'effondre et où par contre le FN fait une apparition historique.

Si on compare avec les résultats de la précédente élection européenne de 1979, en Tarn-et-Garonne, la liste PS perd 3% (de 27 à 24) mais le grand perdant est le PCF : de 18,6 à 9,3% soit en terme de voix de 15033 à 7734. Peut-on imaginer pire dans une élection à la proportionnelle sur liste nationale ? Mais pour le PCF c'est presque une victoire !

On a peut-être oublié une opération plus discrète, celle dite de «centre gauche» conduite par Olivier Stirn et à laquelle le MRG a apporté son soutien ce qui explique sans doute que, de 3,3% de moyenne nationale, la liste fasse 6,2% en Tarn et Garonne.

Olivier Stirn mérite qu'on s'y arrête un peu. Quittant en 1984, le Parti radical pour créer l'Union centriste et radicale (UCR), il lance donc sa liste de l'Entente radicale

écologiste pour les États-Unis d'Europe (ERE), unissant l'UCR, le MRG et des écologistes, dont Brice Lalonde.

Aux élections législatives de 1986, l'UCR, rebaptisée après 1985 Union centriste et républicaine, participe à des listes d'alliance avec le PS puis fusionne avec ce dernier.

Stirn reste député de 1986 et 1988 mais quitte son mandat parlementaire lorsqu'il devient Ministre du Tourisme sous le premier gouvernement Michel Rocard (1988-1990). Ayant recruté des auditeurs payés, afin de faire nombre, dans un colloque sur l'avenir de la gauche (les recrutés avaient tous quitté la salle à 18 h, heure de fin de leur contra, sous la pression de la majorité socialiste, il est obligé de démissionner, au bénéfice de JMB qui le remplace ! Quant au cas de Brice Lalonde nous le retrouverons. Disons seulement que l'opération, ouverture au centre prendra des formes inédites.

Pour le moment, en 1984, il s'agit d'une promotion phénoménale du jeune député qui va changer totalement et pour longtemps la vie politique du Tarn-et-Garonne. Par tradition, les radicaux tenaient l'essentiel de leur pouvoir par la base (d'où la diversité des cas de figure) mais Baylet, modernité oblige, va totalement inverser le rapport. Ce n'est plus la base qui conditionne le sommet mais le sommet qui décide de la base !

Là aussi, JMB ne fait pas preuve d'originalité mais saisi, peut-être sous les conseils de Mitterrand, la nature de la Vème République qui procède par le sommet et va tuer à petit feu… la politique, d'où par la suite, pour masquer le phénomène, l'usage inflationniste du mot citoyen.

Entre les amitiés nationales de JMB et la puissance de ***La Dépêche,*** JMB fabrique en Tarn-et-Garonne un moule radical dans lequel tout un chacun est, soit invité à y entrer, soit obligé d'y entrer. Cette mutation sera courte et difficile pour le nouveau maître des lieux (en 1986 la gauche perd) et les ennuis de JMB vont durer encore pendant trois ans !

Pour deviner la suite, voici comment la nouvelle de la promotion ministérielle a été évoquée dans le mensuel du Parti socialiste en date d'octobre 1984 sans signature :

«Le tonton du village

Dans un premier temps, comme Tarn-et-Garonnais, je me suis senti fier d'avoir un ministre comme pays. D'autant que cela faisait longtemps que l'on y travaillait du côté de VALENCE. Je me suis dit : tê on verra moins le « pitchoun » dans la DEPECHE.

On peut être vieux et avoir des illusions. On ne voit plus que lui dans le journal, depuis qu'il est au QUAI d'ORSAY. C'est vrai que maintenant c'est maman qui est PDG. Mais moi, qui donne mes sous au Gouvernement, je pensais qu'un Ministre des Relations Extérieures [en fait secrétaire d'Etat] c'était toujours en voyage à l'étranger et que ça allait coûter cher. Et bê, pas du tout, le nôtre de Ministre, il voyage que dans le Département. Il doit avoir le mal du pays. On aurait dû plutôt le mettre à l'Intérieur, comme ça, au moins, même ici, on pourrait croire qu'il travaille. »

Trop longtemps JMB a été sous-estimé dans les rangs du PS ! A l'heure des comptes, il saura s'en souvenir !

1985 : La première revanche de Baylet

Pour contrôler les élections cantonales de 1985, le PS propose au MRG de désigner par avance les candidats qui représenteront au 2ème tour de scrutin les deux formations.

Malgré le refus du MRG de soutenir les candidats PS de Caussade, Lafrançaise et Saint Antonin, le PS soutient dès le premier tour, Raymond Massip à Montpezat.

Pourquoi ces trois cantons sont mis à part ?

A Lafrançaise, le MRG va soutenir dès le premier tour un candidat centriste capable de battre le socialiste sortant.

A Saint-Antonin, le MRG compte sur l'appui du sortant centriste qu'il n'est pas question de faire battre.

Enfin à Caussade, il serait regrettable de voir gagner le candidat socialiste plus connu pour inviter Chevènement que pour être un ami de JMB.

Donc, le 12 mars, le MRG refuse un accord départemental de désistement et de soutien pour le second tour.

Le 17 mars, les résultats du 2ème tour confirment la stratégie du MRG : éliminer des socialistes au profit de la droite, Castelsarrasin étant l'exemple le plus surprenant.

Bilan : PS 10 -MRG 9 – PC 1 - divers droite 7

Les 18 et 20 mars au cours de rencontre PS/MRG, le MRG revendique la présidence du Conseil général.

A cette époque là, les Conseillers régionaux sont élus pas les Conseillers généraux et il y a un accord PS/MRG pour cette répartition : 1 PC / 1 PS / 1 MRG

Puis début avril, c'est l'annonce du changement du mode de scrutin pour les législatives ce qui va relancer les négociations.

Une élection partielle à Montauban vient encore troubler les débats. Le 14 puis le 21 avril le PS y récupère un siège : Hubert Gouze remplace son père.

Le PS passe alors à 11 élus.

Résultats du premier tour de la partielle :

Albinet (RPR) : 874 voix 16,38%

Gomila (UDF) : 1087 voix 20,38%

Dufief (FN) : 445, 8,33%

Cerciat (PSU) : 124 voix, 2,32%

Gouze (PS) : 2030, 38,03%

Gonzales (MRG) : 415, 7,78%

Bouyssi (PCF) : 362, 6,70%.

L'élection du président du Conseil général est cette fois fixée au 23, 24, et 25 avril 1985.

Voici la proposition du PS au MRG :

- Présidence du Conseil général : PS
- Législatives de 86 tête de liste MRG et aux Régionales tête de liste PS.
- Sénatoriales : 1 PS et 1 MRG.

Le 25 avril c'est le vote :

1er tour : Candidat PS : 11 voix ; Candidat MRG : 12 voix

Trois conseillers généraux de droite votent pour Baylet.

Personne n'a la majorité.

Le PS change ses propositions : il accepte Baylet comme président du Conseil général mais en 86 la tête de liste sera PS, et toujours une répartition aux sénatoriales. Avec une déclaration politique de Baylet. Refus du MRG.

2 ème tour : MRG seul candidat, 12 voix

Personne n'a la majorité.

3 ème tour : (la majorité n'est plus nécessaire)

Baylet : 10 voix élu

Refus de vote : 11 voix (le groupe PS)

Blancs et nuls : 7 voix. Le PCF s'est abstenu.

Pour le PS c'est « une abstention coupable ».

Le PCF et le PS vont s'affronter quant à l'analyse du scrutin (voir documents).

Baylet revient au pouvoir du département avec, pour la gestion, l'appui de la droite. Il y restera 30 ans.

La suite de l'histoire à Castelsarrasin

Parmi les élections cantonales de 1985 il y avait celle de Castelsarrasin avec les résultats suivants pour la gauche :

Montet (PS) 30% ; Bonnevie (radical) 14% ;

Métais (PCF) 11%.

Pour le second tour, le PCF refuse d'appeler à voter Montet car il ne peut appeler à voter pour un candidat socialiste puisqu'il n'approuve plus ni la politique du

gouvernement, ni celle du Conseil général. Une rare fois dans l'histoire locale depuis 1962, où le PCF n'appelle pas à battre la droite en votant pour le candidat de gauche arrivé en tête ! Bonnevie refuse aussi de soutenir le maire.

Deuxième tour : la droite gagne !

Voyons l'ambiance de cette union PC-MRG pour battre les socialistes.

Journal socialiste *Changer la vie* de juin 1985 :*« Les élections cantonales de mars 1985 en Tarn et Garonne pourraient servir de thème à un nouveau téléfilm. Tout y est. Les intrigues, les trahisons, le héros ambitieux et sans scrupules.*

Le scénario pourrait se résumer facilement ainsi : Comment prendre le pouvoir quand les électrices et les électeurs ne veulent plus de vous ?

Les acteurs : d'un côté, les socialistes majoritaires en voix et en élus au Conseil Général. De l'autre, J-M. Baylet, le héros pour qui tous les coups sont bons, les communistes qui sortent leurs deux pistolets dès qu'un socialiste se pointe au bout de la rue, la bande de droite qui trafique dans l'ombre dans l'espoir de quelque récompense au moment du partage.

L'action se déroule à Castelsarrasin, à Lafrançaise, dans les coulisses du Conseil Général.

A Lafrançaise, J-M. Baylet, discrètement soutient un candidat ex-radical devenu UDF pour la circonstance, M. Roset, contre le socialiste H. Sabatié. Cela malgré la demande répétée des socialistes d'avoir un candidat commun comme à Montpezat.

H. Sabatié est battu de peu et M. Roset est récompensé en devenant membre du bureau du Conseil Général.

A Castelsarrasin, le Maire, M. Montet, soutenu par les socialistes arrive largement en tête des candidats de gauche au premier tour. Montet 30 %, Bonnevie radical 14 %, Métais communiste 11 %. Soit pour la gauche 55 % !

Logiquement, les électeurs socialistes s'attendaient à l'élection de M. Montet.

Mais, les responsables communistes locaux expliquent qu'ils ne peuvent appeler à voter pour un candidat socialiste car ils n'approuvent plus ni la politique du gouvernement, ni la politique du Conseil Général où pourtant leur seul élu siège au bureau avec les socialistes. Même revirement chez le radical M. Bonnevie qui refuse de soutenir le Maire avec qui pourtant ses amis siègent au Conseil Municipal. M. Bonnevie fera même le porte à porte avec quelques uns de ses fidèles pour appeler à voter contre le maire, donc en clair pour voter pour le candidat de droite.

Pendant ce temps, les socialistes respectueux de la discipline républicaine, feront voter Baylet à Valence, Arbeau à Grisolles, Violle à Moissac. Naïveté ? Non, simple respect de la parole donnée publiquement.

A l'issue du deuxième tour, M. Montet est battu avec une perte de 10% sur le total des votes de gauche.

Peut-être M. Montet, en bon démocrate, avait-il été trop franc en annonçant qu'il démissionnerait s'il n'avait plus le soutien clair et franc de ses partenaires de la majorité présidentielle. Cela a du faire germer des ambitions chez certains.

Pour la fin du téléfilm sur le Conseil Général, se reporter aux résumés publiés dans ce journal.

*Le public peut s'attendre à une suite dans les mois viennent car les tricheurs ne s'entendent pas toujours longtemps.***Puis, M. Montet fait ce qu'il avait annoncé**, il démissionne de ses fonctions de maire mais reste conseiller municipal. Légalement, ses adjoints sont aussi démissionnaires. On entre dès lors dans une phase de négociations entre les trois groupes constituant la majorité. Ceux-ci demandent à M. Montet de reprendre ses fonctions de maire. M. Montet accepte à condition que l'on revienne aux accords de 1983 qui prévoyaient l'égalité du nombre d'adjoints. Dans un esprit de conciliation, le poste de premier adjoint est proposé aux radicaux. Après de multiples tergiversations, communistes et radicaux refusaient cette proposition. Alliés pour la circonstance ils parachevaient leur mauvais coup et éliminaient de la gestion de la ville M. Montet et les socialistes. En définitive, qui est trompé dans cette triste affaire ? Ce sont bien les électrices et les électeurs de Castelsarrasin qui, en 1983, avaient élu M. Montet à la tête d'une liste de majorité présidentielle et qui se retrouvent, sans avoir été consultés, avec un maire radical élu avec l'appui des responsables communistes. Puisque désaccord il y avait, entre le Maire et certains de ses colistiers, ne fallait-il pas revenir devant les électeurs pour que la démocratie soit respectée ? M. Bourgarel, conseiller socialiste, a exprimé publiquement le désaveu de tous les socialistes face à ces manœuvres de politiciens de bas niveau. Les encouragements, le soutien que lui et ses amis ont

depuis reçu en masse les confortent dans la voie qu'ils ont choisie. Ils continueront à travailler pour la mise en œuvre de la politique de modernisation et de progrès et pour que Castelsarrasin prospère. »

Quand pour le PCF, ***Les Nouvelles*** n° 204 du 17 avril 1985 rendent compte de l'événement plus question de parler d'empoignade politicienne comme au moment de l'élection de Baylet au poste de président du Conseil général :

« CONSEIL MUNICIPAL DE CASTELSARRASIN
L'ELECTION DE LA NOUVELLE EQUIPE

Foule des grands soirs ce lundi dans la salle du Conseil municipal, foule arrivée très tôt pour ne rien manquer d'une séance qui devait élire le maire de la ville.

Et d'entrée personne ne fut déçu. L'ultime rebondissement de la valse-hésitation entreprise par M. Montet au soir de sa défaite des élections cantonales venait de se produire. A la stupéfaction générale, M. Montet annonçait sa candidature au poste du Maire.

Evidemment il lui fallait tenter de justifier ce revirement de dernière minute. Pour cela il avançait essentiellement deux arguments qui méritent qu'on s'y arrête un peu.

Le premier d'abord : « J'ai demandé aux partis de la majorité municipale de reconsidérer la répartition des adjoints ». Langage codé à l'usage des initiés qui signifie en clair que M. Montet considérait comme nul l'accord passé entre le PS, le MRG et le PCF en 1983.

Accord qui leur avait permis d'être ... élu maire ! L'objectif poursuivi (et avancé en coulisses) étant de réduire le nombre d'adjoints communistes ! Au-delà de la stricte ingratitude, on sait où se terminent ces petites manœuvres politiciennes : l'affaiblissement des forces dévouées aux travailleurs et le renforcement de la droite.

Deuxième argument : « j'ai appris qu'un accord liait le MRG et le PC ; le PS que je représente ici n'étant pas partie prenante de cet accord je reconsidère ma position et je suis donc à nouveau candidat ! ».

Raisonnement d'autant plus surprenant que personne n'a jamais demandé à M. Montet de démissionner. Au contraire même, les élus communistes lui ont demandé à maintes reprises de rester à son poste.

La ville de Castel connaît suffisamment de problèmes comme cela, sans en ajouter un, totalement artificiel et obscur quant aux motivations réelles.

Il ne tenait qu'à M. Montet et au PS de rester à leurs postes de responsabilités : il leur suffisait pour cela de respecter l'accord passé en 1983.

On ne peut à la fois torpiller un accord passé, s'en retirer et crier au scandale envers ceux, comme le MRG et le PC qui lui sont restés fidèles.

Comprenne qui pourra. La population castelsarrasi-noise ne pouvait admettre plus longtemps de voir sa mairie plongée dans le vide du pouvoir au moment où la crise du capitalisme la frappe si durement.

Les élus radicaux et les élus communistes ont pris leur responsabilité d'élus.

Ils géreront conformément au mandat que les électeurs leur ont accordé en 1983.

M. Molina a donc été élu maire. La valse à mille temps est heureusement finie. Beaucoup de travail est à faire. Pour cela huit adjoints ont été élus 4 adjoints radicaux et 4 adjoints communistes. Dans l'ordre il s'agit de : Guiche (communiste Premier Adjoint), Benech (radical, 2ème adjoint) Metais (communiste 3e adjoint), Pech (radical 4e adjoint), Assemat (radical 5e adjoint), Bonnet (communiste 6e adjoint), Bertrand (communiste 7e adjoint) Villeneuve (radical 8e adjoint).

Il est difficile de terminer ce bref compte-rendu sans dire un mot de la « sortie » théâtrale de M. BOURGAREL qui, au nom des élus socialistes a fait une déclaration où le dépit le disputait à l'irresponsabilité.

En fait de magouilles le PS est passé, orfèvre en la matière. Les exemples ne manquent hélas pas : du vote pour Chaban-Delmas à Bordeaux, au vote socialiste en faveur de l'UDF à Nîmes en passant par les belles promesses envolées de Mitterrand ... M. BOURGAREL et les élus socialistes devraient, à défaut de sens des devoirs municipaux, avoir celui de la retenue.Jean-Louis FRANCERIES »

Plus question de dénoncer la politique du Conseil général et du gouvernement auquel appartient son président car dans l'intérêt de Castelsarrasin, PCF et

MRG peuvent bien gérer contre le PS marginalisé pour toujours.

Electrices et électeurs auront leur mot à dire en 1989 aux élections municipales suivantes et les trois listes de gauche seront battues par le centriste Dagen qui restera au pouvoir jusqu'en 2014 !

Parlant dans son livre de cette période de la vie du Conseil général 1985-1988, Jean-Paul Nunzi pointe une question très importante, page 159 :

> *« Il nous est arrivé souvent d'être solidaires, et de voter les propositions du Président qui nous paraissaient aller dans le bon sens. Nous nous sommes aussi opposé si vigoureusement à certaines propositions que le micro nous était coupé… De toute manière, avec ou sans micro, le débat restait confiné dans l'enceinte de l'Assemblée, puisque la presse (la Dépêche du Midi) n'en faisait pas état… Cette situation nous était insupportable: on pouvait débattre, protester, afficher nos différences, la population n'en savait rien !*
>
> *Avec tous mes amis, nous avions donc décidé de ne pas nous égosiller pour rien… et des silences pesants ont parfois suivi des épisodes heurtés. »»*

Personne ne pourra en effet mesurer la stérilisation des projets, des idées, des initiatives que le système Baylet impose. Il n'est pas le seul mais il est emblématique car il n'existe nulle part un président du Conseil général qui soit en même temps le maître médiatique.

1986 : Nouvelle débâcle de Baylet

L'année 1986 explique totalement l'année 1985 et inversement, d'où le long chapitre précédent.

Cette année là, le même jour, se déroulent deux élections à la proportionnelle départementale, suite aux modifications du mode de scrutin que Mitterrand a opéré conformément aux promesses de 1981.

Comme le Tarn-et-Garonne conserve deux députés, le résultat est connu d'avance : un de gauche et un de droite. De ce fait la guerre entre PS et MRG devient totale. Par ses pouvoirs nationaux Baylet obtient l'exclusion de toute la fédération PS du TetG car elle présente des candidats.

Candidats soutenus par le PS-PRG :

Les législatives : deux candidats plus deux suppléants.

Jean-Michel Baylet (MRG) / Michèle Cavaillé (P.S. apparenté) / Jean Cambon (P.S.) / Louis Violle (MRG).

Nous retrouvons là Jean Cambon qui, nous l'avons vu, a conduit à Nègrepelisse en 1983 une guerre contre… le MRG ! En politique, au nom du pouvoir, tous les retournements sont permis.

Régionales :

Jean Cambon (PS) / Jean-Michel Baylet (MRG) / Michèle Cavaillé / Raymond Massip (MRG) / Henri de

Marsac (PS) / Antoine Molina (MRG) / Maurice Cayrou (MRG)

Jean Cambon sera le seul élu à la région. Il va donc cumuler poste de Conseiller général et régional alors qu'il a été battu aux municipales en 1983. Un autre cas d'implantation politique par le sommet.

Le journal du PS rappelle clairement le rapport des forces. Et les résultats signent la plus grande débâcle du MRG en Tarn-et-Garonne.

Pour toute élection, avant la bataille du vote, il y a la bataille des candidats très saignante. Empêcher ou favoriser une candidature sera aussi un sport cher à JMB.

Inscrits : 143 493 ; Exprimés : 114 373
Union droite centre : Jean Bonhomme, 45 084 (39%)
Socialistes dissidents : Hubert Gouze, 31 144 (28,9%)
MRG-PS J-M Baylet, 18 876 (16,5%)
FN, Naudin, 8769 (7,6%)
PCF, Bonnet, 7250 (6,3%)

Le commentaire de ***La Dépêche*** vaut son pesant d'or. Après avoir constaté le succès de Bonhomme, le maintien du Front national nous lisons :

> *« Hubert Gouze député sortant et maire de la ville de Montauban totalise 28% des suffrages. Le total des voix de gauche reste majoritaire de plus de 11 points par rapport à l'opposition. »*

D'une part le commentaire évite de dire que Gouze est élu et d'autre part il évite de commenter le score de Baylet !

Quand Baylet perd, le mieux c'est d'oublier aussitôt.

La présence du maire radical de Castelsarrasin sur la liste Baylet n'empêche pas dans la ville un score sans appel… en faveur de Gouze le Montalbanais :

Bonhomme 2207 ; Gouze 1654 ; Baylet 940 ; Bonnet 794.

Confirmation d'une ville très fortement à gauche…

Confirmation que l'union PCF-MRG n'est pas à l'image de la ville et le PCF y a laissé beaucoup de plumes !

Pour Valence cependant, Baylet est en tête avec 1230 voix suivi de Bonhomme 859 et Gouze 280. Le FN, 148 voix y passe devant le PCF 134 voix.

Pour les Régionales nous sommes dans le même cas de figure :

Droite : 43038, 4 élus : Jacques Roset, Marcel Pécou, José Conquet et Jacques Récizac.

Socialistes dissidents : 31931 et 2 élus, J-P Nunzi et H. Sabatié.

MRG-PS : 19930 et un élu : Jean Cambon.

FN : 10175

PCF : 8196.

Pour cette élection à la proportionnelle, le PCF qui a toujours cru que là était son salut, découvre que le vote utile lui est encore plus défavorable, que dans le système à deux tours.

Cette élection sera celle de la victoire nationale de la droite généralement unie avec le centre. Quand la gauche est au pouvoir la droite sait mieux s'unir !

Le secrétaire d'Etat aura eu beau ramener en Tarn-et-Garonne les grandes figures du PS, les électrices et les électeurs lui ont signifié leur point de vue sans y mettre de gants. Il saura en tirer les leçons en se faisant ensuite moins gourmand… et en veillant, à l'avenir, à empêcher toute répétition de ce mode de scrutin.

Car qui dit débâcle ne dit pas mort de la baronnie ! JMB conserve la présidence du Conseil général et un mandat de perdu… dix de retrouvé !

Page suivante, Jean Cambon dont le revirement m'a sidéré car j'avais encore en mémoire ce qu'il disait du MRG en 1983 !

1986 : Revanche par les sénatoriales

Le décès surprise de Marceau Hamecher avait fait du suppléant, **André Jouany** de Négrepelisse un sénateur par raccroc mais le 28 Septembre 1986, la machine à fabriquer des sénateurs radicaux tourne toujours à plein régime avec cette fois l'entrée en scène de Jean-Michel Baylet. **M**algré son élection assurée, il est obligé d'en passer par un second tour pour gagner. Sur 582 exprimés (588 inscrits), avec 247 voix il frôle la victoire qu'il eut plus belle que jamais au second tour avec 318 voix. Le sénateur **Roger** de Saint-Sardos aura 215 voix au premier tour et 312 au second. Les candidats socialistes sont là avec **Jean Carla** et **Robert Descazeaux** qui font respectivement 129 et 169 voix. Chez les communistes, **Pierre Juge** passe devant **Marcel Guiche** mais quelle chute par rapport à l'élection précédente : 38 et 37 voix. Cependant ce score réjouit le PCF car « *il dépasse le nombre que les formations politiques lui accordaient."* Au PCF on ne rit pas avec les chiffres si bien qu'en 1995 quand le PCF tombe à 27 et 30 voix nous lirons : *«Ce résultat est supérieur aux 21 voix potentielles que nous pouvions espérer.»*

La droite, ayant pris son courage à trois mains, se décide enfin à aller bravement à la défaite. Sans doute l'ardeur de **Jean Bonhomme** (redevenu député pour la dernière fois) a poussé à cette décision. Il fera 167 voix et **André Garrigue** pour l'UDF, 154 voix. Au second tour la discipline de gauche fut assez exemplaire puisque Bonhomme ne gagne que 3 voix alors qu'André Garrigue le talonne avec cette fois, 166 voix.

II

Vie de la baronnie

1988 : Baylet, Ministre Délégué

La deuxième victoire de Mitterrand permet l'installation définitive de la Baronnie Baylet. D'abord, comme prévu avant même le succès, Baylet entre au gouvernement pour tout le septennat. Cette fois c'est du solide !

Du beau monde dans ce nouveau gouvernement. Les trois figures de la liste ERE de 1984 n'ont pas perdu leur temps. Olivier Stirn ministre délégué; François Doubin ministre délégué ; Brice Lalonde secrétaire d'Etat pour l'environnement, et Jean-Michel Baylet Ministre délégué, aux collectivités territoriales. Pour les femmes, Edith Cresson bien sûr, puis Edwige Avice, Catherine Tasca. Cinq sur 50 c'est tout de même du 10%. Le temps de la parité n'était pas au rendez-vous.

Le temps de l'ouverture, ce n'était pas rien ! Seul manquait à l'appel Bernard Tapie prévu pour 1992 !

Que de combines politiciennes Mitterrand va inventer ! Ce septennat sera celui des grandes manœuvres !

Dans la baronnie, la situation est-elle aussi splendide ? Mais oui, c'est devenu l'entente cordiale avec le PS car quand il y a des postes à distribuer tout le monde se range. Jean-Paul Nunzi a accepté d'être le suppléant et comme il était entendu que le titulaire serait au gouvernement, le socialiste est député !

Dans cette installation de la baronnie, un jeune s'impose, Yvon Collin puisqu'il devient sénateur le 31

juillet en remplacement de son ami JMB devenu député. N'est-ce pas génial cet effet domino : un homme devient ministre ce qui libère deux places pour des amis, une de député et une de sénateur !

Comme François Doubin est entré au gouvernement, il laisse à Yvon Collin la direction du PRG, qu'il avait prise à J-M Baylet ! Avec comme trésorier l'autre local de l'étape, encore trésorier adjoint aujourd'hui, José Gonzalez. Une période faste y compris sur le plan financier !

Belle occasion de dire deux mots de François DOUBIN qui a été secrétaire général de la régie Renault.

Ce Normand fut élu conseiller régional et maire d'Argentan. Michel ONFRAY a été (et est peut-être encore) l'ami de François DOUBIN car cet humaniste a été trésorier de son Université populaire. Il n'a jamais eu le profil classique d'un radical cassoulet.

En 1988, après la présidentielle, les législatives, le mois de septembre est consacré aux cantonales.

Les cantons concernés sont ceux de 1982 qui avaient permis à Louis Delmas de devenir président, en conséquence, tout en étant ministre, JMB va manœuvrer un maximum.

Que dire des résultats ?

Pour Montauban tout reste dans l'ordre : deux PS (Michel Marty et Pierre Banc) et un MRG, Michel Hamecher.

Deux PS viennent s'ajouter : Etienne Astoul à Villebrumier et Jacques Moignard à Montech. Plus l'inévitable MRG d'Auvillar, André Vidalot.

Là où l'affaire se corse c'est avec la victoire de quatre candidats divers droite. Trois l'emportent sur des sortants socialistes !

Le cas le plus superbe c'est comme d'habitude à Castelsarrasin. Bernard Dagen devient conseiller général (tremplin pour gagner l'année après les municipales) dans des conditions étranges :

Au premier tour Jean Carla le candidat PS arrive en tête et avec les voix du PCF la gauche obtient 51, 2 %.

Dagen réussit donc à rassembler les voix du candidat RPR Bénac et 4% de plus pour l'emporter.

Pour le canton de Bourg de Visa le candidat PCF témoignera que les amis de Baylet ont fait au second tour du porte à porte pour le divers droit qui cependant avait été proche de la victoire dès le premier tour.

Et surprise, y compris le socialiste qui avait soutenu Baylet en 1986 perd à Lavit face à Jean-Paul Hayek or la gauche au premier tour rassemble plus de 55% des voix. Des communistes ont-ils souhaité faire payer à Marsac ce ralliement derrière Baylet ?

Mais le PS peut cependant se réjouir, un nouveau apparaît, Etienne Astoul à Villebrumier (un tremplin pour les municipales de l'année d'après). Comment le conseiller général communiste a-t-il pu être était éliminé alors qu'il fait le meilleur score de son histoire ? Par une manœuvre qui, sur le coup, a uni PRG et PS. Face à lui il n'y avait plus un candidat PS et un PRG, ce qui lui permettait d'être en tête de la gauche, mais seulement le PS !

Donc, qu'on soit de droite, du centre, PS, PRG ou autre, pas question de chercher des alternatives à la politique de JMB, elle était merveilleuse et pouvait donner naissance dans l'institution départementale à une unanimité parfaite !

Pourquoi se soucier des étiquettes pense JMB ? La bonne politique n'est-ce pas prendre les plus capables dans chaque parti ? Mais qui décide alors du nom des plus capables ? JMB ?

Preuve surtout, vu l'unanimité toujours célébrée, que les arrangements en famille ne pouvaient qu'être la règle !

A force de vouloir rogner les ailes du PS, le PRG a préparé les succès de la droite. Il a lui-même scié la branche sur laquelle il était assis.

Toute la complaisance connue dans ce département envers le système Baylet (pour espérer en récupérer des miettes) explique-t-elle qu'en Midi-Pyrénées, le Tarn-et-Garonne soit le plus favorable au FN ? Si le système a des conséquences, il ne faut pas non plus noircir le tableau plus qu'il ne le mérite. En Lot-et-Garonne il n'y a pas le même système et le vote FN est le plus fort d'Aquitaine.

1989 : La baronnie est en place

C'est l'année des municipales, pièce basique de l'édifice politique. Mitterrand conduit une politique dite d'ouverture (ouverture à droite comme Srakozy ouvrira à gauche en 2007) et pour ça le Tarn-et-Garonne est en pointe.

Le PCF local est inquiet car face au nouveau bloc PS-PRG il se sent démuni. Pour le 1er décembre 1988 Le Nouvelles vont préciser deux points :

1 -« Pour ce qui concerne l'attitude de chacun par rapport au gouvernement, nous ne posons nullement comme condition à la constitution de ces listes communes (PS-PCF-PRG) que le PS modifie son comportement vis-à-vis du gouvernement, que l'on nous accorde la réciproque et que l'accord avec la politique gouvernementale ne soit pas le passage obligé à la constitution des listes au plan local… ».

2 –« Faut-il entendre l'ouverture du PS comme un appel à ces gens [de progrès] ou au contraire, comme la recherche d'accords avec des personnalités de droite comme M. Roset, Dagen, Garrigues ou Conquet qui pour notamment trois d'entre eux, ont battu des conseillers généraux socialistes ?»

Or cette recherche d'accords avec Dagen, puisqu'elle élimine des élus PS ne peut être une stratégie du PS mais bien du MRG sauf qu'il est indispensable de dénoncer le PS et d'oublier le MRG !

Le cas de Montauban

Après avoir été, en 1986, mis en congé du Parti socialiste, Hubert Gouze a gagné ses galons de tête de liste incontestable. Il emporte l'élection dans le cadre d'une triangulaire surprise : à côté de la gauche et de la droite, une liste écologiste s'est maintenue (en 1983 au premier tour, la liste de l'autre gauche avait échoué). Ce courant écolo s'impose petit à petit grâce à quelques candidatures qui permettent de mesurer l'importance de préoccupa-tions que j'appelle sociales totalement oubliées par les autres courants.

Ainsi la liste Gouze obtient 49%, la liste de droite 34% (de Santi) et les écolos ont trois élus avec 16% : Ravailhe, Soubrier et Moquay.

Le cas de Castelsarrasin

En fait la baronnie s'installe surtout à Caussade et… à Castelsarrasin malgré l'échec de la liste PS-MRG sous la direction d'Antoine Molina maire sortant !

Suite au tour de passe-passe réalisé en 1985, cinq listes de 27 candidats soit un total de 135 candidats, s'affronte à Castelsarrasin. La présentation par ***La Dépêche*** de *Castel d'abord*, « une équipe jeune, indépendante, avec les deux conseillers généraux » dit bien vers où va la préférence. Bernard Dagen, 47 ans, a présenté son «équipe» avec comme première originalité : «sa composition restera absolument identique au deuxième tour de scrutin». En termes clairs, Bernard Dagen affirme son indépendance et son souci de ne pas rentrer «dans une spirale qui pourrait troubler les électeurs». ***La Dépêche*** met en avant la présence de Jacques Lavigne vice-président du conseil général et de Bernard Dagen à la

commission des finances de l'institution, «deux atouts pour renforcer encore les liens avec le département en matière d'équipements, d'entretien de voirie et de culture, etc. ».

JMB affiche là sa préférence pour une droite modérée à celle d'une gauche affichée. Nous revivons le cas de Monclar en 1983 ! Et le PCF est cette fois la victime du PRG !

Voici les résultats du premier tour :

Inscrits : 8266 ; Votants : 6291 ; Exprimés : 6091

Molina (PS-PRG) : 1365 (22,4%)

Dagen (divers droite) : 2817 (46,2%)

Laffont (RPR-UDF) : 721 (11,8%)

Guiche (PCF) : 805 (13,2%)

Averous (écolo) : 383 (6,2%)

Deuxième tour

Dagen : 3824 (62,9%) 27 élus

Molina : 1439 (23,6%) 4 élus, Molina, Davesnes, Bésiers, Malphettes

Guiche : 810 (13,3%) 2 élus, Guiche et Bertrand.

Faute d'entente pour le second tour la liste PCF s'est maintenue.

Ce projecteur braqué à nouveau sur Castelsarrasin prend son sens quand on note qu'ensuite Dagen reste maire jusqu'en 2014 et qu'il sera au Conseil général le bras droit de Baylet en matière de gestion des finances.

Le cas de Caussade

La victoire d'Yvon Collin à Caussade où il chasse de la mairie la bête noire de Baylet depuis 1982, Jean Bonhomme, est sans doute le coup le plus génial du baron.

Yvon Collin, adjoint au maire à Montauban est envoyé en mission à Caussade où le MRG est presque absent, pour aider le PS à l'emporter, le PS étant conduit par José Ibarz, instituteur. Le MRG a déjà vu à l'œuvre ce socialiste, aux cantonales de Molières en 1975. Il était le seul candidat de gauche mais le MRG préféra soutenir le centriste Combelles. A celles de Caussade en 1985, où ce socialiste de gauche présentait pour Baylet un danger plus grave que Jean Bonhomme. Mais, en 1989, battre Bonhomme qui n'est plus député, devient possible, et donc Collin et José Ibarz s'unissent. Ce dernier est un sortant, qui a déjà constitué la liste.

Bonhomme est le premier à comprendre que la bataille municipale va prendre une tournure originale quand il découvre que Collin est venu se faire inscrire sur la liste électorale.

Au premier tour, quatre listes :

La liste Bonhomme 38%, la liste Collin 37%.

Puis une liste communiste dirigée par Daniel Brun : 5,6%

Et une liste plus centriste de Boncompain : 18%

Pas d'entente possible avec le PCF qui dans la commune se montre peu unitaire. En 1983, parmi les élus minori-taires de la liste Ibarz, les deux communistes siégèrent presque pas, vu que l'un était frappé d'une grave maladie, et l'autre absent de la ville.

Finalement la liste Collin l'emporte largement avec 54%.

Le tout nouveau sénateur devient donc sénateur-maire.

Rendez-vous suivant aux cantonales de 1992.

Le cas Nègrepelisse

La victoire de Baylet n'est pas totale : à Nègrepelisse la liste Cambon perd seulement de quelques voix.

Total : 14 élus pour la liste Kothé et 9 élus pour celle de Cambon dont l'ancien sénateur André Jouany, mais aussi le jeune Correcher.

Baylet contrôle à présent le département, les deux postes de sénateurs, les villes les plus importantes, avec une nouvelle génération politique qui lui doit tout. Un seul souci : la ville de Montauban qui reste entre les mains d'un PS qui, s'il renaissait de ses cendres, pourrait lui faire de l'ombre.

Nationalement, il est en phase avec le président de la république et la mise en route de la centrale nucléaire de Golfech va lui permettre d'accéder à des moyens fabuleux pour exercer son clientélisme.

1990 : Détour par Golfech

La Baronnie ne serait pas aussi exceptionnelle sans la décision de construire à Golfech une centrale nucléaire qui entre en fonctionnement en cette belle année 1990 pour ce qui est du premier réacteur.

La lutte autour de ce projet a donné lieu à une bataille considérable où le jeune baron a su développer ses capacités d'adaptation.

Un livre magnifique, écrit par le CRAS, ***Golfech, le nucléaire, implantation et résistances***, est un outil fabuleux pour revisiter la question que je ne vais que survoler. Aux Editions La Brochure j'ai contribué à une publication plus modeste mais plus globale d'Henry Chevallier, militant du Gers.

En 1973 à l'inauguration de la centrale hydro-électrique construite sur un canal d'arrivée d'eau suite à un barrage source du lac de Saint-Nicolas, le directeur d'EDF annonce que la Centrale nucléaire fonctionnera en 1985.

Pas besoin d'être sorcier pour comprendre que la retenue d'eau était la première étape indispensable avant toute construction de centrale.

Toutes les forces politiques sont contre la centrale : le Conseil général, le Conseil régionale, le PS, le MRG et le PCF.

Le premier retournement de situation viendra du côté du PCF et je l'ai vécu de l'intérieur. Peu après des

déclarations en faveur du NON à la centrale, un ingénieur des Charbonnages est venu au Comité fédéral du PCF du département (l'organisme dirigeant) plaider la cause du OUI et j'ai alors découvert le peu de pensée autonome existant alors chez les dirigeants de ce parti : quand la direction parle il faut suivre ! L'unanimité d'un an avant pour le NON est devenue une quasi unanimité pour le OUI. Avec mon camarade José Martin de Nègrepelisse nous avons été les seuls à nous abstenir ; ensuite, dans ***Les Nouvelles du Tarn-et-Garonne*** j'ai écrit des articles sur… la géothermie !

Mais laissons le PCF qui n'est pas le sujet pour revenir à JMB : quand change-t-il son fusil d'épaule ?

De « L'illégalité devient un devoir » propos de 1979 au moment de l'enquête d'utilité publique, il passera à un OUI actif. Mitterrand, pendant la campagne électorale avait promis l'arrêt du projet, puis, après la victoire, il décide deux réacteurs au lieu de quatre ! La CGT va s'insurger pendant des années… en faveur des quatre réacteurs !

Ce revirement national va faire la joie du baron car il a des incidences économico-politiques. D'abord il faut délimiter un « district », l'ancêtre des communautés des communes, où vont pleuvoir les avantages financiers.

Deux secteurs géographiques du PCF vont dénoncer cet état de fait, juste une fois en passant, car toute ombre sur le pouvoir du baron risque de nuire à la santé de chacun !

Voyons de quoi il s'agit.

Ce dessin de Prada a été publié dans ***les Nouvelles du Tarn et Garonne***, le spécial Beaumont n°533 du 27 février 1992, puis le spécial Moissac n° 535 du 12 mars 1992. Connaissant bien Prada, je pense qu'il a trouvé plaisir à cette produite cette œuvre et j'en profite ici pour célébrer son art.

Dans le spécial Beaumont Michel Bosc (nous le retrouverons dans le chapitre suivant) écrit :

« Pourquoi ce district est gavé alors que le reste du département ne reçoit que quelques miettes ? »

Sur le spécial Moissac, Yannick Petitou (j'ai été un temps son responsable politique à la Jeunesse

communiste) signe un article précis sur la taxe professionnelle de Golfech :

« Les chiffres sont là :

- Pour le département 2,7 milliards de centimes en 1991 et 6 en 1993

- Pour le district de Valence 3,8 milliards de centimes en 1991 et 8 en 1993. »

Un très rare article du journal qui propose une dénonciation en règle du président du Conseil général.

Les sections de Moissac et de Beaumont ont osé cette publication car Bosc et Petitou avaient vu à l'œuvre JMB.

Le livre sur Golfech n'étudie pas cette puissance financière qui permet « d'acheter les citoyens ». Je l'ai vécu en direct en étant instituteur un an à l'école d'Auvillar (1996-1997). Ayant travaillé dans les établissements les plus divers, j'ai pu y vérifier qu'en effet, dans le district, c'était Byzance quand ailleurs les écoles faisaient pitance. Un camion avec des ordinateurs et un animateur passait chaque semaine dans l'école. L'intervenant en musique, présent par contre dans les grandes villes, apportait son talent. Malgré les énormes budgets il était cependant vacataire depuis… huit ans, donc réembauché chaque année.

Pour le département, la taxe professionnelle représentait alors 25% des recettes !

De telles sommes pouvaient alimenter avantageusement le clientélisme ambiant… si bien que le secteur de Valence vote très peu écolo malgré les efforts courageux de quelques personnes.

1991, Détour paysan en octobre à Moissac

JMB, au faite de sa gloire, ministre et président d'une baronnie dont il connaît tous les recoins, décide d'organiser un dîner d'excellence dans un lieu d'excellence.

JMB a toujours eu avec la bonne chère une relation telle qu'il a investi des sommes considérables pour sa chère abbaye de Belleperche devenue un Musée des arts de la table et coïncidence ou mimétisme, son bras droit Jean Cambon investira des sommes considérables dans son cher château pour créer en matière de cuisine un lieu original d'art et de desing.

Au même moment je découvre l'écrivain Vazquez Montalban dont la bonne cuisine est au cœur de sa littérature dans le cadre d'une philosophie inverse : lui veut ainsi rendre hommage au peuple alors que le paternalisme du baron veut ainsi mettre le peuple à distance.

Pour bien comprendre la suite indiquons le nom de l'organisateur du dîner d'excellence : **Ghislain de Vogüé**, descendant d'un des derniers régents de la Banque de France… en tant qu'agriculteur. Courtois, sincère comme un noble qui se respecte, sa famille est propriétaire de quatre châteaux, dont celui de Vaux-le-Vicomte, en Seine-et-Marne, rien de moins que le chef-d'œuvre du XVIIe français qui inspira Versailles. A Moissac il découvre un cadre à sa convenance. En tant que président de l'APACT (l'association pour le patrimoi-

ne de l'art culinaire et de la table), il noue des relations d'amitié avec le baron local.

JMB veut contribuer au bien du peuple en faisant venir des grands chefs pour vanter dans le monde entier les productions locales et en remerciements le peuple, sous la forme de 300 paysans en colère, crache sur ce cadeau, force l'entrée et détruit plats, porcelaines, certains allant même jusqu'à voler du foie gras !

Dans son livre de mémoires Paul Ardouin apporte sa version de l'événement :

> *« Devant le cloître les manifestants ont voulu rencontrer Jean-Michel Baylet. Il a commis la maladresse de refuser une rencontre avec une délégation. »*

A Moissac, Jean-Paul Nunzi est lui-même au faite de sa gloire : maire-député, conseiller général et conseiller régional il connaît tous les recoins de sa ville et dans cet univers classique des sommités, tout le monde se sent heureux.

Sauf que c'est une période où la France a une première ministre que les paysans ne supportent pas, d'autant que les problèmes sont immenses.

Ce dîner d'excellence va devenir subitement une excellen-te raison de manifester. Et ça sera le saccage du dîner !

Cette action ne serait pas devenue un événement national sans la présence d'une cinquantaine de journalistes qui s'en firent l'écho. De plus, ce genre d'événement pouvait aider Mitterrand à justifier sa

répression générale, au moment où, par une grande allocution télévisé qui aura lieu le 22 octobre, il a quelques miettes à lâcher !

Une conjugaison de phénomènes font du « choc » de Moissac un moment marquant de la vie locale et nationale.

JMB le répètera : il avait les meilleures relations possibles avec le monde agricole en conséquence un tel vandalisme lui était insupportable.

Pour comprendre le fonctionnement de la baronnie rappelons que Paul Couronne était depuis longtemps et pour longtemps encore le rédacteur en chef du journal de la Chambre d'agriculture (donc de la FNSEA) et qu'il était en même temps un membre éminent du MRG ! En 1992 il sera sur la liste PS-MRG aux élections régionales.

Rappelons que Monsieur Borie, conseiller général centriste et ami de Baylet était le pivot de la MSA (Mutualité sociale agricole).

Tout était sous contrôle.

Nunzi accusera pêle-mêle des dissidents communistes, une écologiste, des membres du Front national mais JMB préfèrera se focaliser sur le rôle des dirigeants paysans qu'il a vu entrer en premier, dans le cloître.

Pour la première fois (mais le fait se répètera l'année après) les dirigeants en question vont se retrouver en prison et cette incarcération va devenir l'affaire dans l'affaire. Nous étions sous un gouvernement socialiste, tout comme dix ans après quand une autre manifestation détruira à Montauban une œuvre artistique (la Porte de l'an 2000) sans les moindres suites judiciaires. Trop souvent les manifestations paysannes de la FNSEA sont

impunies et ça me semble anormal mais de là à opter pour l'incarcération …

De Vogüé a décidé de porter plainte indique ***La Dépêche*** le 20 octobre 1991 et aussitôt les responsables paysans ont été cueillis chez eux pour une garde à vue ce que le journal nous apprend le lendemain. *« Le gouvernement ayant donné des consignes de fermeté vis-à-vis des casseurs et agitateurs l'enquête judiciaire a démarré hier. »* Il donne les noms des sept personnes poursuivies : Hugues Samain et Philippe Montaut (CDJA), Henri Luans (FDSEA), André Couderc (Collectif MSA), Pelizarri (GAMIR), Michel Bosc (MODEF) et Jean-François Dellac (Jeunes du MODEF).

Sept un nombre symbolique !

Ils seront inculpés puis libérés.

Le 25 octobre, une semaine après l'affaire JMB décide dans ***La Dépêche*** de faire le bilan des « dégâts immenses ». Par son immense qualité, le texte mériterait d'être dans toutes les écoles d'apprentissage du clientélisme « impayable » au cœur de la démocratie.

1) *« Voir ainsi bafouer nos traditions les plus anciennes plonge dans le chagrin tous ceux qui aiment notre département. »*

Ah ! le chagrin des amoureux du département !

Règle n°1 : même une semaine après le sentiment domine sur le raisonnement.

2) *« le pillage qui a suivi au cours duquel tout a été brisé, la manière dont les initiateurs de la soirée ont été frappés et bombardés avec des projectiles divers, les vols nombreux commis à cette occasion scandalisent toutes*

les honnêtes gens ici et ailleurs. La justice est saisie et suivra son cours. »

Ah ! Le scandale !

Règle n°2 : Inverser le monde, le scandale premier, ce n'est pas le dîner d'excellence mais le saccage.

3) *« Les scènes de violence que chacun d'entre nous a pu voir à la télévision – soit dit en passant convoquée par les agriculteurs eux-mêmes à venir filmer l'événement – ont des conséquences désastreuses sur la notoriété du Tarn-et-Garonne. »*

Règle n°3 : Se placer toujours du côté de la notoriété, c'est flatteur pour tous car le clientélisme commence toujours par de la flatterie.

4) Et enfin dernier chapitre : la démocratie.

« Il n'y avait pas que des agriculteurs vendredi soir, à Moissac, mais aussi les représentants et militants des partis extrémistes qui ne cachent pas leur volonté de s'emparer du pouvoir par la force. »

Règle n°4 : S'approprier la démocratie que le clientélisme bafoue !

Dans le monde heureux du clientélisme, le monde est réduit à une famille où le père aime tant et plus ses enfants !

Dans ***l'Action agricole***, Paul Couronne aura la lourde charge de faire oublier le dîner, le baron et l'excellence pour qu'on excuse mieux les manifestants.

J'ai mis en document le récit d la garde à vue d'un des jeunes paysans arrêtés.

1992 : La colère de Jean Bonhomme

En cette année 1992, François Mitterrand a mis K.O. le PS par une politique suscitant la colère comme Marchais a mis K.O. un PCF à la dérive. Aussi pour réduire l'échec prévisible les combines sont allées bon train. Ceci étant, en Tarn-et-Garonne, la baronnie étant devenue solide, l'entente demeure parfaite entre le PS et le PRG comme le montre la photo ci-dessous :

Baylet, Nunzi, et derrière un jeune nouveau de 22 ans que nous retrouverons, J-P Bésiers. Le quatrième est Paul Couronne. La liste PS-PRG est bien dirigée par un socialiste, Jean-Paul Nunzi, un vrai cadeau de Baylet par rapport à celle de 1986, et la future de 1998.

La droite divisée

Cette entente parfaite n'empêche pas les opérations de division de la droite (action de Baylet) et de division des écolos (action du PS).

La profession de foi du PS-PRG indique :

« Face à une droite profondément divisée, en Tarn-et-Garonne, comme dans les autres départements de Midi-Pyrénées, prête à s'allier à une extrême-droite qui véhicule la haine, l'exclusion, la démagogie, rassemblons-nous pour constituer une majorité de progrès économique et social, respectueuse de l'environnement, soucieuse des valeurs républicaines. »

C'est Jean Bonhomme qui se fendra d'un communiqué pour dénoncer l'opération de division classique du MRG.

« EXPLICATION POLITIQUE ET ELECTORALE

Voici plusieurs mois que je suis pressenti et reconnu par les instances nationales et régionales comme tête de liste d'Union de l'Opposition en Tam-et-Garonne.

J'avais toutefois posé une condition qui m'apparais-sait légitime en aucun cas je ne pouvais amputer sur cette liste des personnes qui n'appartenaient pas REELLEMENT à l'Opposition.

Je veux parler des "partenaires » qui ont apporté leur soutien actif et efficace au Président du Conseil Général, Ministre du Gouvernement socialiste et

contribué à l'investir comme chef de l'Exécutif Départemental, rompant ainsi le contrat de solidarité qui s'impose au sein de l'Opposition comme au sein de toute formation.

Cet obstacle n'ayant pu être levé, j'ai réalisé l'Union directement à la base en composant une liste avec des partenaires indiscutables comprenant en nombre égal RPR et UDF, ainsi composé pour les 4 premières places, après moi-même RPR :

- José CONQUET, Président du CDS, en 2ème place en tant qu'UDF.

- Robert LAGREZE, Maire de Montech, en 3ème place en tant que RPR.

- Alain GABACH Maire de Lamothe-Capdeville, en 4ème place en tant qu'UDF.

II. FAUT QUE LES CHOSES SOIENT NETTES : les électeurs n'apprécient ni les compromis ni la confusion, car le débat électoral doit être clair. C'est à cette nécessaire clarification que je me consacre.

Tout le monde s'accorde à reconnaître à ces élections régionales un caractère éminemment politique. La Gauche, qui a failli et trompé les Français, doit céder le pouvoir partout où elle l'occupe.

C'est cette action que je compte mener avec détermination. C'est pourquoi j'ai voulu être accompagné de partenaires conséquents et résolus.

Jean BONHOMME"

Jean Bonhomme voit venir la nouveauté « médicale » qui se confirmera : Jean-Pierre Cave, directeur de clinique, sera élu Conseiller régional en 1992, Député en

1993 mais échoue pour le poste de maire de Montauban en 1995. Jean-Pierre Cave est l'ami du docteur Douste-Blazy, ami par ailleurs de Dominique Baudis, bête noire de JMB. Ceci étant sur la liste Cave nous trouvons en dernière position Jacques Roset qui a aidé JMB a éliminer le conseiller général socialiste de Lafrançaise et qui restera un des fidèles centristes du camp Baylet. Ceci étant, Bonhomme découvrira que son cher Lagrèze de Montech deviendra lui aussi un complice de Baylet ! On ne compte pas le nombre d'opposants à Baylet qui iront ensuite le soutenir.

Côté PS : la liste Génération écologie

En 1990, Brice Lalonde fonde ***Génération écologie***, à l'initiative de François Mitterrand dont il est le ministre. Une combine pour casser un possible succès des Verts aux Régionales de 1992, à la suite de leurs bons résultats de 1989 aux Européennes. Puis en 1995, Brice Lalonde appellera à voter… Chirac ! Et le basculement à droite de l'organisation finira par décourager Noël Mamère qui rejoindra les Verts.

En attendant, en Tarn-et-Garonne, des «électrons libres du PS » contribuent à cette opération sans pour autant empêcher le succès des Verts et le succès de la liste des Chasseurs dotée d'un élu. Cette liste GE confirme l'entrée en politique d'une nouvelle génération sociale ; kiné, professeur, maître de conférence, agronome, infirmière, mais contrairement aux listes des partis installés, cette opération sera sans suite pour presque tous les candidats.

Côté PCF : Le cas Gérard Tartanac

En 1986, l'effondrement du PCF dans une double élection à la proportionnelle (législative et régionale),

puis ensuite l'effondrement de l'URSS poussèrent Gérard Tartanac a chercher une autre voie pour sortir des impasses qui apparaissaient pour la gauche authentique. Il avait été candidat communiste rénovateur aux Européennes de 1989 et, aux cantonales de 1992, il s'est décidé pour le titre de "candidat des pauvres" sur son canton de Beaumont.

Par deux lettres (voir documents) il nous rappelle l'attitude de ***La Dépêche*** qui n'a rien de surprenant. Vu sa notoriété de militant syndical, il entretenait des rapports à la fois cordiaux et tendus avec le quotidien. Cordiaux si ce qu'il pensait allait dans le sens des intérêts de ***La Dépêche*** et tendus quand c'était le contraire.

Gérard Tartanac fait d'autres rappels utiles : son parti, le PCF, ne lui ayant jamais permis d'expliquer ses désaccords dans sa presse, il a tenu à les manifester par une action électorale quand tant d'autres partent sur la pointe des pieds.

Jamais son sens de la critique ne le privait de son sens de la proposition. D'où son action incessante en faveur des plus défavorisés. Il savait reconnaître les mérites de l'ancien conseiller général socialiste.

Gérard était très sensible et a souffert en découvrant que son sens de la liberté était si souvent mal compris.

Conclusion : l'absence de lieu ouvert au débat démocrati-que pousse à la stérilisation des esprits. ***La Dépêche*** a été et est le plus souvent un grand stérilisateur (entre autres effets néfastes) ! Une entreprise de découragement des esprits libres et d'encouragement à la soumission. Par un néfaste effet domino, le phénomène devient général et affligeant.

Un point sur Gauche 92

Au même moment, du côté PCF, il y a eu plusieurs autres dissidences. En Tarn-et-Garonne est né Gauche 92 et un des points de principe concerne cette étude.

La politique est souvent l'art des belles formules, puis au pied du mur, chacun s'en va sans art et sans formule. Ainsi, le mur se représente à chaque élection. Le positionnement par rapport au désistement a été retenu pendant quinze ans. Tout en laissant à chaque candidat la possibilité d'exprimer sa propre position personnelle, le principe retenu a été le suivant : au second tour, chaque électeur se détermine suivant ses propres convictions sans consigne propre de Gauche 92 sauf en cas de présence du FN qu'il faut appeler à battre sans hésitation. En conséquence, je me souviens très bien de la question de Patrick Hisson sur Radio-Nostalgie (ou encore Bzs-Quercy Radio), au soir du premier tour de la législative de 1993 :

« Et pour le second tour quel est votre appel ?

— Nous l'avons écrit sur notre profession de foi : pas de consigne de vote.

— Mais, alors, me coupa Patrick Hisson, vous renvoyez dos à dos droite et gauche ?

— Pas du tout, ai-je répondu, vu que notre combat se situe clairement à gauche mais dans le cadre d'une gauche nouvelle où les partis ne se considèrent pas propriétaires des voix des électeurs. Au premier tour nous avons assumé nos responsabilités. Au second tour, il appartient au candidat de gauche resté en lice de convaincre nos électeurs de voter pour lui. »

Par la suite il a été facile de constater que si le candidat appelait à voter pour un PS ou un PRG, La Dépêche

relayé le communiqué mais si le candidat s'en tenait à la position de principe alors il était effacé. Un exemple s'est produit en 1998. Nous étions trois du groupe à être candidats, Yves Vidaillac sur Caussade appelé à voter Collin, René Bonetti a appelé à voter Massat et moi je m'en suis tenu – ce que j'ai toujours fait – à ne donner aucune consigne. J'étais candidat sur un canton de Montauban et au second tour le socialiste Jacques Granié m'a invité à venir à sa réunion publique pour rassembler la gauche. Je lui ai précisé que je ne donnerai pas de consigne et il a tout de même insisté pour que je sois présent. Je n'ai pas donné de consigne et j'ai été désigné comme cause de son échec alors que mathématiquement il avait perdu. Collin et Massat ayant perdu aussi, firent, malgré l'appel personnel, porter le chapeau de la défaite aux candidats Gauche 92 car les Puissants qui ont toutes les cartes en main ne sont JAMAIS la cause de leurs échecs.

Côté PS : le cas Caussade

Retour à 1992 : si Bonhomme est en colère, un socialiste de la ville l'est tout autant. José Ibarz a découvert chez Yvon Collin des pratiques qu'il désapprouve. En étant candidat aux cantonales en tant que socialiste dissident, il va découvrir ce qu'il en coûte de s'opposer aux volontés du baron. Collin l'a emporté devenant ainsi sénateur-maire puis conseiller général mais les blessures ne pourront jamais se cicatriser !

En 1992, la gauche a perdu largement mais qu'importe la baronnie se porte à merveille !

1993 : Baylet encore battu

Après la politique désastreuse du PS-MRG, J-M Baylet se relance dans son ultime bataille législative et à nouveau il perd. Cette fois, il ne trouve pas sur route un PS dissident mais l'opposant têtu de 1983, Jacques Briat. JMB n'obtient que 44% ! Sur l'autre circonscription Hubert Gouze qui se lance lui aussi dans son ultime bataille législative (mais pour d'autres raisons) subit un échec équivalent : J-P Cave : 58% et Gouze : 41%.

La nouveauté tient au fait qu'à présent, c'est plutôt le pôle centriste qui domine la droite locale.

Mais un tel échec ne peut plus influer sur la pérennité et la solidité de la baronnie.

1) A présent JMB a un carnet d'adresses conséquent à Paris. Il s'y est même inscrit dans une loge du Grand Orient et beaucoup de personnes pensent que souvent le sort du département se joue dans les loges.

2) A présent JMB a des relais conséquents en Tarn-et-Garonne. Son clientélisme a eu de l'envergure.

3) A présent il sait que suivant le proverbe bien connu, « un poste de perdu, dix de retrouvés », il va pouvoir en 1995 redevenir sénateur.

Auparavant, même si Mitterrand est vieillissant, même s'il est le simple président d'une cohabitation il prépare un ultime coup de jarnac contre son allié/opposant, Michel Rocard, et JMB lui sera d'un soutien précieux.

1994 : Coup de génie Baylet-Tapie

Pour les élections européennes de cette année là le trio Mitterrand-Baylet-Tapie réussit un coup de génie qui sera l'ultime cadeau du grand seigneur qui dès 1988 a fait confiance à Tapie comme homme politique d'avenir.

Bien sûr, s'il avait pris la peine de demander au PS, Mitterrand n'aurait jamais pu utiliser Bernard Tapie qui avait tenté auparavant de vendre ses services à la droite.

Il le propulse dans une circonscription imprenable de Marseille et il gagne en 1989, après invalidation de son adversaire élu en 1988. En 1992 dans la Région PACA, Tapie est toujours là sous l'étiquette Energie Sud et son nouveau succès permet de justifier son entrée au gouvernement. Le PS perd les élections de 1993 mais ça n'empêche pas le président de continuer ses manœuvres avec l'aide du complice parfait JMB. Pour les Européennes de 1994, il faut que Tapie entre au PRG et que ce dernier lance une liste, celle du PS étant dirigée par l'ennemi de toujours de François Mitterrand, le dénommé Michel Rocard.

Cette liste, Energie radicale est un « bijou » en son genre ! Elle met presque K.O. la liste PS ! Le PCF est renvoyé dans les bas-fonds de l'histoire !

Jugez plutôt : Dominique Baudis pour la droite 25% et 28 élus ; Rocard 14% et 15 élus, Philippe de Villiers 12% et 13 élus **comme la liste Tapie** ! Le Pen est derrière avec 10% et 11 élus, le PCF frôlant la défaite générale avec 6% et 7 élus. Les Verts ne feront que 2,9% et Brice Lalonde 2%. L'homme à terre cette année-là est Jean-Pierre Chevènement avec seulement 2,5%. Les Européennes

devaient lui servir de tremplin pour les présidentielles de 1995 mais finalement il attendra 2002 !

Le coup de génie tient d'abord au montage de la liste. Derrière un moteur comme Bernard Tapie (précisons qu'il a fait une campagne fortement pro-européenne) sont venus s'ajouter des noms très divers qu'avec JMB ils ont dû se faire un réel plaisir d'aller chercher ici où là !

En n°2 pour afficher un radicalisme propre et ancien l'inévitable Jean-François Hory, puis pour piéger le PS, Catherine Lalumière et vient ensuite le lancement de Christiane Taubira comme celui de Noël Mamère. Pour la politique conçue par en haut, les élections européennes sont toujours un tremplin facile car l'électeur et l'électrice ne votent pas pour des noms mais pour un nom, la tête de liste.

Bien sûr, quelques références médiatiques ne sont jamais négligées comme celle de Pierre Pradier cofondateur de Médecins du monde (MDM), ou celle d'Antoinette Foulque la dernière éluE, une féministe bien connue. Les références franc-maçonnes ne sont pas à négliger comme Odile Leperre-Verrier initiée en maçonnerie en 1991 à Paris dans la loge « Isis » de la Grande Loge féminine de France, dont elle sera vénérable maître de 2009 à 2012.

En 2010 Bernard Tapie reprend sa carte au PRG après une longue interruption et Baylet brandit Son nom comme une menace envers le PS pour Les présidentielles de 2012. Il obtiendra en lot de consolation une participation à la primaire du PS qui fut électoralement un fiasco mais qui lui a permis de mieux accéder aux médias nationaux.

20 janvier 1995 : Détour par René Bousquet.

Ce jour-là le journal ***Point Gauche !*** reçoit à Montauban, Pascale Froment pour son livre sur René Bousquet. Une journée qui allait se révéler historique.

Une petite fenêtre locale s'était ouverte sur le cas Bousquet avec cet article des ***Nouvelles*** n°463 du 21 juin 1990 qui n'a eu, contrairement à l'annonce, aucune suite, JAMAIS. (voir document n°12)

Puis, en avril 1972, à Toulouse, au cours d'une conférence animée par deux organisations juives à propos de « La chasse aux nazis », un autre aspect de la vie de Bousquet est révélée, sa présence au sein du Conseil d'administration de ***La Dépêche***. Le monde politique et les anciens de la Résistance à Toulouse connaissaient ce fait qui a débuté en 1959 quand Evelyne Jean Baylet a décidé, suite à la mort de son mari, d'appeler Bousquet pour l'aider à gérer financièrement et politiquement le journal. Pourquoi ce silence ? Parce qu'il existait depuis très longtemps une connivence entre Bousquet, Baylet et Mitterrand !

Evoquer Bousquet à Montauban, c'était, avec Pascale Froment, affronter un tabou aux conséquences politiques multiples. Le rédacteur en chef de ***La Dépêche*** s'est fait silencieux : il eut tout de même l'amabilité de nous appeler pour dire qu'il serait présent à la soirée juste pour écouter. J-M Baylet a téléphoné au maire de Montauban

pour le traiter de divers noms d'oiseaux, car Roland Garrigues recevait en mairie, l'auteur du livre ! Le livre de Pascale Froment étant inattaquable car écrit avec une rigueur parfaite, mais le silence s'imposait !

Sous deux formes différentes, dans leurs livres « bilan » Roland Garrigues et Jean-Paul Nunzi évoquent un colloque sur « les juifs et les populations du Sud-ouest » qui a précédé le livre de Pascale Froment, colloque où elle a participé car il rejoignait de près son étude. Roland Garrigues page 93 est fier de rappeler les grands noms qui sont venus à Montauban à cette occasion : « Serge Klarsfeld, l'abbé de Naurois et Léo Hamon… » sans évoquer la présence de Pascale Froment et sa réception par la suite à la mairie.

A la fin du livre de Jean-Paul Nunzi, l'historien Dominique Porté qui l'interroge évoque en d'autres termes ce même colloque : « Les contributions sont riches et variées. Une absence cependant dans les débats et les contributions. En cette ville où sa carrière a pris son élan de par son lien aux radicaux et à Albert Sarrault, où le sujet du colloque est centré sur l'exclusion des juifs, un fantôme rode, un sujet sans objet d'interrogations, il est tabou : René Bousquet, le secrétaire de la police de Vichy. La raison est aussi simple que vraie : les liens entre René Bousquet et la Dépêche du Midi après-guerre et les années soixante, dont il fût l'un des administrateurs. Ce colloque soutenu par le Conseil général du Tarn-et-Garonne. Jean Michel Baylet est président de cette institution et propriétaire de La Dépêche du Midi. L'anecdote illustre non seulement les pesanteurs de la puissance mais aussi le mélange des genres. »

Cette question n'est pas seulement un point d'histoire et je vais me limiter à deux rebondissements.

Claude Llabres ancien communiste passé au service de Baudis, mit au point un livre centré sur René Bousquet et ***La Dépêche*** en rappelant les documents historiques de 1940-1945 qui valurent au quotidien son interdiction pour collaboration. Que de péripéties pour trouver un éditeur face aux menaces de poursuites par J-M Baylet !

Llabres ne s'en cache pas, son livre est un livre à charge, son livre est de parti pris mais en s'appuyant sur des documents irréfutables qui, à la lecture font froid dans le dos. Parce qu'il est un renégat, des amis m'ont expliqué que le livre n'était pas crédible car pour cacher leur lâcheté (ne rien dire contre la Dépêche pour bénéficier de ses services) ils utilisent une ficelle bien connue : disqualifier un message en disqualifiant le messager. Si la météo vous annonce de la pluie, vous qui voulez du soleil, alors la météo est la cause du mauvais temps !

On ne peut plus lire ***La Dépêche*** de la même façon quand on sait ceci extrait de « La Résistance présente La Dépêche » en 1945, (p.130 du livre de Llabres) :

> « En 1944, le ***Midi socialiste*** (qui n'avait plus de socialiste que son titre, il est vrai) était, en fait, devenu la propriété de administrateurs de ***La Dépêche***. Imaginer que le ***Midi socialiste*** aurait pu, dans ces conditions – et bien qu'en principe son indépendance politique fut respectée – s'attaquer aux intérêts de ***La Dépêche***, c'est montrer une confiance qui touche à la jobardise. »

Aujourd'hui, l'édition du ***Midi socialiste*** de la période 1940-1945 est disponible sur internet (pas celle de ***La Dépêche***) et il est important de savoir pourquoi ce journal est tombé dans la pire collaboration. L'explication par le nom des propriétaires n'est pas négligeable !

C'est un simple exemple parmi des dizaines. J'en prends un autre :

> « Les journaux « républicains », « démocrates », qui servirent l'occupant alors qu'il leur fallait, pour paraître, combattre ce qui avait été leur foi, leur doctrine, et qui leur avait valu la confiance même des lecteurs qu'ils abusèrent, ajoutaient à la trahison l'escroquerie et le reniement. Ce fut le cas de La Dépêche, déjà si peu courageuse au temps de Munich, hélas, et qui, en 1940, trahit la France, comme Gringoire (davantage même parce qu'en termes plus subtils, plus hypocrites), et trahit a République. »

Llabres, comme nous pour l'organisation du débat, a eu droit à cette question : « mais à quoi bon remuer le passé ? » Car le passé n'en finit pas de passer et particulièrement celui que les pouvoirs veulent cacher !

Nous avons fait suivre le débat du 25 janvier par un hors-série qui complétait les témoignages apportés en réponse aux propos de Pascale Froment. Pour la première fois, à Montauban, Bousquet n'avait pas été un tabou.

Un Tarn-et-Garonnais, Jacques Lacaze, a présenté ainsi un souvenir de jeunesse, quand il luttait contre le référendum de 1958 :

"Quand je pense qu'en septembre 58, on a battu la campagne (je ne votais pas encore) en pensant tellement que la foi du PCF (du moins dans la fédé du 82) était forte en la victoire, que nous allions gagner contre la fascisme à nos portes. On s'imaginait déjà, déterrant les armes cachées par les maquisards à la fin de la guerre. Du moins, c'est ce que nous pensions : qu'ils avaient caché des stocks d'armes. Puis il a fallu reprendre le chemin du lycée ..."

Quel rapport entre Bousquet-Baylet et ce témoignage ? Oui, ***La Dépêche du Midi*** a mené campagne pour le NON pendant que nationalement le PS comme les Radicaux faisaient tout pour faire gagner le OUI. Ce comportement a été rappelé dernièrement par J-M Baylet et je reprends son propos où il rappelle son "exigence constante d'une VIème République enfin républicaine" (la bataille en faveur de la VIème n'est pas simple). A Ramatuelle le 7 septembre 2008 en conclusion de l'Université du PRG il dit :

« Concernant la Constitution de 1958, notre [des radicaux] position n'a jamais varié. Quand la SFIO appelait à l'approuver par référendum, elles étaient bien rares les grandes voix de la gauche non-communiste qui s'opposaient à ce système inspiré par le césarisme gaullien : Pierre Mendès-France, Maurice Bourgès-Maunoury, Jean Baylet (permettez-moi d'en être fier), qui avaient un compagnon de route alors bien isolé : François Mitterrand.

De la même façon, les radicaux ont condamné la réforme de 1962 et surtout la violence du mécanisme de bipolarisation mis en place avec le deuxième tour de

l'élection présidentielle. Ils considéraient, à juste titre, que ce manichéisme organisé ne correspondait pas au génie politique français qui est fait de nuances, de pluralisme et de contradictions assumées. Ils avaient parfaitement raison puisque le nouveau système allait faire passer la frontière du monde bipolaire exactement au milieu du parti radical qui résumait précisément ce génie politique national complexe.»

Cette association de François Mitterrand et de Jean Baylet (le père de Jean-Michel) n'est pas anecdotique sauf qu'il y manque le nom de l'ami commun, celui qui a dû pousser en faveur du NON, non par rejet du césarisme, mais par antigaullisme. René Bousquet, ce radical passé dans le camp de Vichy… tout comme Mitterrand pendant un temps, a toujours gardé une dent contre le Résistant De Gaulle. Comprendre ce moment impose le recours à l'histoire sous peine d'un contre-sens !

Il m'est arrivé de discuter avec le communiste Vincent Labeyrie qui savait depuis toujours, à la fois que Mitterrand avait été bien peu résistant, et que Marchais avait été volontairement STO. Il n'avait jamais digéré le soutien du PCF en faveur de Mitterrand pour la première élection présidentielle de 1965, Mitterrand fortement appuyé par Bousquet toujours par antigaullisme !

Pour Bousquet, De Gaulle portait deux tares : il avait démontré qu'en 1940 on pouvait être de droite et résister, et qu'en 1945 il a contribué à la fermeture de ***La Dépêche***.

L'opposition à ce que J-M Baylet appelle « la bipolarisation » est en effet une caractéristique du radicalisme mais à quelles fins, si ce n'est pour la défense des intérêts propres du radicalisme ? Comment allier un positionnement à gauche, et célébrer « le sens de la nuance » permettant de pencher une fois d'un côté et une autre fois de l'autre ?

Evoquer René Bousquet ne signifie en rien pointer du doigt une dérive radicale vers Vichy, car le phénomène a été aussi visible pour le PS (Marcel Déat) ou pour le PCF (Doriot). Le propre du fascisme consiste à faire voler en éclats les clivages classiques, aussi l'antifascisme a pu être le fait de tous les courants politiques même si les communistes y prirent une large part.

Evoquer René Bousquet avec Pascale Froment c'était pour sortir des lectures simplistes et simples du fascisme.

C'est réfléchir autrement au rapport droite/gauche.

Vingt ans après son livre reste une référence surtout quand le FN marque la vie politique… et qu'il devient un allié objectif de la philosophie Mitterrand-Baylet : du pouvoir, toujours du pouvoir, rien que du pouvoir !

1995 :
Soulagement, le baron redevient sénateur.

Comme prévu, JMB redevient un élu national !
Résultats sénatoriales 1995, en TetG:
Inscrits : 599 Votants : 596 Nuls : 14
F.N.: Dutertre: 8 Vincent: 3 (0,9%)
RPR : De Santi : 94 (16%)
Radical et PS : Baylet : 460, Colin: 459 (79%)
PCF: Petitou 30 ; Guiche 27 (4,9%)
Gauche 92: Damaggio-Aliès : 13 (2,2%)

Au même moment, son bras droit Yvon Collin en plus de président du groupe des élus du Rassemblement démocratique et social européen, est Président du groupe d'études sur l'aviation civile, membre du groupe chasse et pêche, du groupe d'études fruits et légumes, du groupe d'études postes et communications électroniques, du groupe d'études du sport, du groupe d'études de la vigne et du vin. Pour les Groupes interparlementaires d'amitié (il a toujours eu une prédilection pour cette activité) il est Président du groupe France-Népal, Président délégué du groupe France-Arabie saoudite-Pays du Golfe.

Il a d'autres fonctions comme Vice-Président de la Commission spéciale sur le Grand Paris, membre du Comité stratégique de l'Agence du service civique, membre du Conseil d'administration de l'Agence française de développement, membre du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération). Ouf...

1997 : Jospin bloque Baylet

Chirac décide d'une dissolution de l'Assemblée nationale, aux multiples conséquences. La première, c'est la victoire de son opposant de 1995 : le socialiste Lionel Jospin. En Tarn-et-Garonne cela donne la victoire complète du PS avec comme député Jean-Paul Nunzi d'un coté, et Roland Garrigues de l'autre (il indique dans son livre que c'est Jospin qui l'a poussé). Le suppléant du sénateur Baylet, Etienne Astoul prépare sa valise pour rejoindre le Palais du Luxembourg.

Surprise à la lecture des membres du gouvernement, Baylet n'apparaît pas ! Comment a-t-il osé ? Sous prétexte d'une sombre affaire aux multiples aspects.

Baylet découvre en effet qu'on n'est jamais mieux trahi que par ses proches. Une guerre a été déclenchée par sa sœur aînée qui décide de vendre ses parts de ***La Dépêche***… au journal ***Le Monde*** ! Et qui, par là même, fait quelques révélations sur la confusion entre affaires personnelles et affaires de l'entreprise. Quand on sait qu'en plus, elle appartient au clan de Dominique Baudis, ancien journaliste, on mesure la guerre que cela va déclencher. D'autant que le fameux Baudis n'a pas été que le modeste maire de Toulouse : en 1986, à la faveur du nouveau mode de scrutin des élections régionales, il gagne le poste de Président de la région, or auparavant les élus de cette institution étant nommés par les

Conseillers généraux le PS et les radicaux y exerçaient leur domination depuis le début. Un basculement qui en 1986 ne fut pas sans conséquence sur la vie de ***La Dépêche.***

Le journal ***Le Monde*** a déjà pris en main l'autre quotidien régional ***Le Midi Libre*** et son PDG Colombani a bien l'intention de développer sa stratégie d'implantation diversifiée. Le livre de Pierre Péan et Philippe Cohen ***La face cachée du Monde***, éclaire parfaitement cette étape de la vie du journal.

Le baron, attaqué des deux côtés (le politique et le médiatique), sans qu'il y ait collusion entre les deux car ***Le Monde*** en 1995 avait fait clairement campagne pour Balladur, va réagir à la hauteur de l'attaque.

Comme le but de cette étude n'est pas d'entrer dans le terrain glissant des affaires, nous nous contenterons d'analyser les répercussions dans la stratégie électorale, stratégie qui pouvait cependant être entravée par la décision du ***Monde*** de créer à Toulouse, un hebdomadaire concurrent à l'inévitable ***Dépêche***.

Ce journal ***Tout Toulouse !,*** va naître avant les municipales de 2001 pour profiter de l'agitation créée autour de cette élection pour mieux imposer sa présence. Jean-Paul Besset est à la manœuvre. Il tiendra deux ans et tout rentrera dans l'ordre… de ***La Dépêche***. A présent l'édition du ***Monde*** pour le sud est imprimée sur les presses de… ***La Dépêche***. Et comme le journal a des parts à ***Libération*** …

Suite à ce ministère manqué, le pouvoir local du PS va devoir se plier aux ordres du baron dès l'année après, au moment des régionales et cantonales.

A ceux qui croyaient que la vie de baron des temps moderne était une activité de tout repos, l'histoire de JMB apporte un cinglant démenti.

Les débuts de Tout Toulouse

1998 : Baylet met un pied à la région

Les Régionales de cette année là vont permettre à JMB d'imprimer encore mieux sa marque à sa baronnie.

Plus question de laisser une tête de liste socialiste d'autant qu'il est important de prendre le communiste Hugues Bauchy au nom de la gauche plurielle !

Parmi les rêves de JMB il faut inclure la place de président de la Région et cette année là Jospin lui ayant refusé un poste de Ministre, la droite étant divisée, la gauche peut l'emporter grâce à la position centrale de JMB ! Il envisage donc d'être tête de liste.

Jean-Claude Héral, premier secrétaire de la fédération socialiste de Tarn-et-Garonne ne l'entend pas de cette oreille. N'obtenant pas raison, il lance alors une liste PS dissidente. De son côté, JMB laisse sa place à son ami Jacques Bousquet futur maire PRG de Valence quand, la loi sur le cumul des mandats oblige le sénateur à abandonner ce poste. Pour cette tête de liste, le nom de Thierry Deville avait été avancé mais sans suite. Valence d'Agen aura toujours la priorité dans la stratégie du baron.

La liste de Jean-Claude Héral ne passera pas la barre de 5% car cette liste dissidente ne pouvait plus avoir le même impact que celle de 1986. Elle n'était pas soutenu par des poids lourds du PS mais on y trouve au moins une personne qui, des années après, l'emportera dans une élection : Maurice Correcher deviendra maire de Nègrepelisse en 2015.

Quant au Réalvillois, Jean-Claude Héral, il quittera la politique pour se consacrer à son entreprise dans l'alimentation animale jusqu'à jouer un rôle de vice-président du Medef départemental. Il deviendra aussi chroniqueur hebdomadaire sur ***Le Petit journal*** où, la plume libre, il évoquera avec style des questions de la vie pratique.

Au même moment se déroule des élections cantonales et là coup de théâtre : Collin perd devant François Bonhomme ! La surprise est totale dans les rangs du PRG… et dans les rangs du RPR ! Le baron est si impressionnant qu'il dissuade facilement les opposants les plus décidés. En même temps, il est si prétentieux qu'il incite les opposants les plus décidés à se battre. Et François Bonhomme malgré sa jeunesse ou grâce à elle, se lance à l'aventure contre le sénateur-maire et conseiller général appuyé pratiquement par tous les maires des communes du canton !

François Bonhomme est allé frapper à toutes les portes, parfois avec l'aide de son père qui pourtant n'était pas enthousiasmé par cette défaite annoncée.

Résultat : ce trouble-fête entre dans l'hémicycle ! L'unanimisme ambiant n'est pas son genre pour deux raisons : il était le fils de son père et donc adversaire déterminé de Baylet, et il avait réussi à faire perdre le bras droit du baron, Yvon Colin.

La lutte de François Bonhomme aurait pu ébranler un peu les autres membres de droite du CG mais non, ils ont continué pour diverses raisons à soutenir JMB, isolant totalement l'élu de droite qui subira la vindicte du baron..

2001 : L'entrée en scène de Brigitte Barèges

Lionel Jospin est au pouvoir mais n'a pas accepté JMB comme ministre car il trainait des casseroles judiciaires.

Il va en plus frôler la défaite aux municipales de Valence !

Mais en Tarn-et-Garonne, l'événement de cette élection se produit à Montauban. Tout indique qu'une victoire facile de Roland Garrigues va continuer le pouvoir du PS sur la ville car la droite est si découragée que tous les ténors restent en marge de la liste que Brigitte Barèges va conduire par défaut. Elle est inconnue : pas un seul mandat, pas une seule candidature et en conséquence l'échec annoncé.

Echec d'autant plus prévisible que l'annonce d'une triangulaire avec le FN, va faciliter le combat de la gauche.

Du côté de Roland Garrigues l'union est telle que pour la première fois toute la gauche ou presque est unie. En effet, dès le premier tour Les Verts sont dans la liste PS-PCF-MRG. De ce fait le PS pense qu'il peut se débarrasser des sortants Gauche 92. Josette Aliès et André Cerciat ont sans doute mieux fait leur travail que bien des élus mais sous prétexte de laisser de la place aux Verts le PS propose une seule place à Gauche 92 en sachant que ce sera le refus. J'ai participé à une réunion de préparation et j'ai découvert toute l'arrogance et toute la suffisance de

responsables PS sûrs de leur victoire. Des négociations se sont poursuivies sans suite.

Les électrices et les électeurs décidèrent de bousculer l'ordre établi. Et J-M Baylet n'est pas resté indifférent.

Suite à la défaite, Roland Garrigues a écrit un livre pour sans doute soulager sa colère. Je note :

«Peu de temps auparavant, en juillet, [1994] Jean-Michel Baylet, dans son bureau du Conseil général, m'avait affirmé en me regardant dans les yeux qu'il ne voyait personne dans l'équipe municipale en place capable de devenir maire de Montauban.»

Voilà un point qui ne changera pas : le président du Conseil général se pense le mieux placé pour choisir le maire de Montauban.

Les cantonales avaient lieu en même temps que les municipales et Roland Garrigues se sentant fort, sur le canton Montauban V, se range du côté d'une candidate issue autrefois du PRG, Brigitte Villamana, contre le PRG sortant Gonzales, son premier adjoint. ***Le Petit Journal*** s'en est fait largement l'écho pour envenimer ainsi ses rapports avec JMB et ***La Dépêche***.

Dans son livre Roland Garrigues écrit : «Il y a eu aussi des discussions internes à la gauche, notamment avec le PRG à cause d'un accord que le PS montalbanais avait passé avec Les Verts que je ne regrette nullement. Tout cela avait provoqué une valse des candidatures et contre-candidatures à l'occasion des élections cantonales qui avaient lieu en même temps. Tout le monde se réclamait de mon patronage». Le tout le monde est une formule un peu exagérée mais qui pointe bien ce qui est devenu un problème, les rapports avec Baylet.

Le dirigeant du PRG prépare au même moment, la présence d'une candidate de son parti à l'élection présidentielle pour faire payer à Jospin son refus de le prendre comme ministre. Ses rapports avec la mairie de Montauban étant toujours exécrables, la victoire de Madame Barèges n'est pas pour lui déplaire même si ses amis PRG de la ville en font les frais.

Voici les résultats du premier tour :

Garrigues : 45,1% ; Barèges : 43,2% et le FN : 11,5%.

Oui, la triangulaire était incertaine mais normalement dans pareil cas le journal titre : « La gauche peut gagner à Montauban ». Pour faire la différence, il y avait les votes blancs et les abstentionnistes plutôt à gauche.

Concernant le FN Brigitte Barèges indique :

« Je pensais sincèrement qu'ils feraient moins de 5%… « Jai des convictions gaullistes et républicaines et je n'entends pas me lancer dans un quelconque calcul politicien. »

Voici l'explication des résultats par Alain Baute :

« Il s'avère que l'homme [Roland Garrigues] a cristallisé, parfois malgré lui, beaucoup de paramètres négatifs. En six ans, des mots mal pesés, des choix de partenaires douloureux, une actualité parfois brûlante, des rumeurs assassines infondées, le poids d'un héritage, et un casting électoral discuté ont amené Roland Garrigues à la défaite. »

Jamais vous ne lirez suite à une défaite de J-M Baylet que l'homme a eu des mots mal pesés…

Brigitte Barèges aimablement interrogée par La Dépêche du 20 mars 2001, le lendemain du second tour des municipales, déclare :

« Je suis pas essence contre le cumul et aussi contre le renouvellement des mandats. La politique restera un passage passionnant de ma vie. Maire de Montauban, ça va suffire, professionnellement je me réorganise mais je ne mets pas mon métier entre parenthèse, je vais prendre un nouveau collaborateur. » La Dépêche Mardi

Une semaine avant toujours dans La Dépêche du 13 mars 2001 : « Je n'ai pas d'appétit politique. Je pense qu'il ne faut pas faire plus de deux mandats pour ne pas s'enraciner. Si je suis élue Maire de Montauban, ça sera à plein temps. On me parle déjà des législatives. Si dimanche, le score ne nous est pas favorable, je ne cache pas que ce rendez-vous m'intéresse, mais je ne me positionne pas dans cette perspective. »

Depuis 2001, Brigitte Barèges est devenu députée en 2002, réélue en 2007, puis réélue à la mairie en 2008 et élue conseillère régionale en 2010. Le temps que cette dernière élection soit validée elle a occupé trois mandats pour ensuite se conformer à la loi en gardant celui de députée-maire. Rééelue à la mairie pour un troisième mandat. Comme souvent dans ce cas, elle a accepté celui de présidente de l'intercommunalité allant avec sa ville, le Grand Montauban.

Etait-elle sincère en 2001 ? Là n'est pas la question. Le double langage n'est que secondairement un acte délibéré. Roland Garrigues, qu'elle bat en 2001, avait lui

aussi dit en 1995 : « je serai un maire à temps plein » et s'était fait élire député en 1997 !

« L'appétit vient en mangeant » dit le proverbe et c'est généralement vrai pour l'appétit de pouvoir. Tous les observateurs savent que pour gagner une élection il est préférable d'en avoir gagné une auparavant… En conséquence les instances supérieures poussent les élus à cumuler, ce qui est flatteur…

Le double langage des politiques a pris de l'ampleur au fur et à mesure que le langage de la vie perdait son sens ! C'est l'explosion publicitaire et celle du marketing qui a conduit à la promotion du double langage, par la priorité donnée à l'emballage sur le contenu, à l'image sur les idées, à la petite phrase sur l'argumentation. Dans une démocratie, le discours politique est le sismographe le plus clair, le plus parlant et le plus crucial de l'état du langage global. Quand les politiques usent à haute dose du marketing, en retour le marketing est validé comme activité globale dans la société. Le double langage politique est la justification majeure du double langage général ! En démocratie, les tares de la démocratie ont des conséquences dans tous les secteurs de la société.

En fait dans le cas qui nous occupe, face à un autocrate, tout politique a tendance à en prendre les marques ! Baylet est toujours là, alors Barèges veut avoir le dernier mot.

Ce fut le cas de la bagarre entre François Mitterrand et Georges Marchais, ce dernier aura le dernier mot, il meurt 16 mois après son adversaire.

2002 : Baylet bloque Jospin

En 2002, à l'élection présidentielle, Christiane Taubira appuyé par le PRG, a réalisé 2,32% au premier tour. Nombre d'observateurs estiment que sans elle, la majorité de ses suffrages se seraient reportés sur le candidat socialiste qui serait donc passé devant Jean-Marie Le Pen le 21 avril et se serait qualifié pour la finale face à Jacques Chirac), une finale où tous les sondages le donné gagnant. Les socialistes aiment reporter les causes de leurs échecs sur les petits partis mais en l'occurrence quelle légitimité justifiait une telle candidature quand on sait que sans l'appui du PS le PRG ne serait rien ?

Toujours est-il, le site Atlantico du 13 décembre 2013 rapporte une scène vue dans un restaurant parisien quelques jours auparavant. Le président des Radicaux de gauche y avait convié quelques journalistes pour parler de son parti, de la présence du PRG au gouvernement, des européennes et de son propre avenir. Sur le point de s'installer à sa table, il remarque, dans un coin de la salle, Lionel Jospin qui déjeune avec Bertrand Delanoë**.** Le débonnaire sénateur se dirige vers ses deux amis socialistes pour les saluer. Il est séché par l'accueil de l'ancien Premier ministre **:** *"Il faut arrêter de répéter que c'est moi qui ai souhaité la candidature de Taubira pour vous dédouaner du 21 avril ! Si je n'ai pas été élu, c'est à cause de vous !* »

Baylet a tenté, en vain, d'expliquer à Jospin que les choses n'avaient pas été si simples, avant de rejoindre ses

invités, un peu secoué par la colère jospinienne onze ans après ces événements. »

Toujours est-il, pour le Tarn-et-Garonne, l'essentiel se déroulait cette année là avec les législatives. Bien avant la défaite de Jospin qui rendait difficile une victoire du PS-MRG les négociations avaient donné la circonscription de Castelsarrasin au PRG. La Dépêche toujours bien informée et prête à faire l'actualité plutôt qu'à en rendre compte rapportait cette phrase de JMB en décembre 2001 :

«Les accords avec le PS indiquent que la circonscription de Castelsarrasin est réservée aux radicaux. Nous présenterons donc un candidat radical mais pour autant, compte-tenu du résultat mitigé que nous tirons du mandat qui s'achève, il n'est pas exclu que nous changions de titulaire.»

Etape nouvelle de la guerre entre le PS et le PRG quand on sait que le sortant est le candidat PS (assimilé à PRG !), Jean-Paul Nunzi, et que les radicaux seront finalement obligés de le soutenir au dernier moment. Les sondages devaient indiquer sans doute que c'était la seule solution pour éviter la défaite. Résultat : à trois jours du dépôt des candidatures, Jean-Paul Nunzi ne savait pas encore qui serait son suppléant radical. Tout son matériel de campagne ne portait comme référence que Jean-Paul Nunzi sans étiquette de parti et sans suppléant. Finalement c'est Denis Roger qui fera juste acte de présence. Son nom avait été évoqué comme candidat puis des raisons de santé auraient empêché cette opération.

2004 : En finir avec Roland Garrigues ?

Aux cantonales de 2014 JMB enverra son bras droit Thierry Deville contre Roland Garrigues, en pensant que l'homme étant déconsidéré et qu'il allait perdre.

Inversement Roland Garrigues souhaitait démontrer que s'il avait perdu les municipales ce n'était pas à cause de lui mais à cause des autres.

Résultats du premier tour des cantonales de 2004 dans le canton de Roland Garrigues.

THIERRY DEVILLE RDG, 634, 14,78%
M. JOSE VEYRES COM, 390, 9,09%
PIERRE VERDIER FN, 562, 13,10%
ALAIN GABACH, UMP, 1298, 30,25%
ROLAND GARRIGUES, SOC, 1318 30, 72%
M.CHRISTINE DELBOSC, DVG, 89, 2,07%

Au second tour Roland Garrigues l'emportera largement et entreprendra une nouvelles carrière politique.

Puis il y avait en même temps la question des Régionales dont le mode de scrutin avait changé : des listes toujours départementales mais unies sous la même bannière dans les huit départements, avec deux tours, la proportionnelle jouant au second tour comme aux municipales (prime de 50% des sièges à la liste arrivée ne tête).

Chirac était au pouvoir et la bataille n'était pas évidente en particulier en matière de constitution des listes.

La Dépêche allait pouvoir s'en donner à cœur joie !

Dès le mois de septembre des militants de divers horizons cogitent au lancement d'une liste alternative. Ensemble, débattent, des citoyens sans carte, des membres du PCF, des Verts, des Motivé-e-s, des Alternatifs, des membres du Partit Occitan. Comment La Dépêche pouvait-elle rendre compte de cette initiative ?

Dans un premier temps la question est cantonnée aux pages locales de la Haute-Garonne, bien que la question soit liée à toute la région puisque la liste ne peut se construire que sur les huit départements. Par exemple, un article de René Grando du 28 novembre aurait très bien pu se trouver dans la rubrique Grand Sud.

Dans un second temps, le journal met en avant la liste autonome verte. Pour le Tarn-et-Garonne, le 20 novembre, l'article qui évoque la conférence de presse des Verts, fut correct, dans le sens où il n'évoque pas la dite liste alternative mentionnée par une seule question du représentant de Point Gauche ! L'article du 26, pour le Tarn, fut différent : «Henri Arévalo et les siens feront alliance, au premier tour, avec le partit occitan et les altermondialistes». Tout d'un coup apparaissent «les altermondialistes» dans le sillage des Verts. Entre-temps, à Toulouse cette liste alternative avait réuni le 21 novembre 300 personnes de la région mais le journaliste du Tarn maintient la confusion entre liste verte et liste alternative. Pour La Dépêche, cette confusion virera à l'obsession ! Peut-être les Verts ont-ils réfléchi depuis à la

manipulation qu'ils risquaient d'alimenter par l'accent porté sur leur liste ?

Pourquoi une telle opération ? Que les Verts fassent une liste autonome parfait, mais il fallait que le PCF reste avec Malvy dès le premier tour. Or sur ce point rien n'est sûr et ce qui deviendrait grave c'est que la liste alternative puisse unir largement citoyens, Verts et PCF. Les Toulousains se rappellent du score fabuleux des Motivé-e-s en 2001 et à La Dépêche ont craint lze retour du phénomène.

Donc dans le cadre de sa rubrique Grand Sud, le 2 décembre, le journal daigne informer de l'initiative alternative, TOUT Midi-Pyrénées. Un communiqué du Partit Occitan est mis à contribution. « Ses représentants (du P.O.) se joindront à une liste en cours de constitution bâtie autour des Verts, de personnes ayant quitté le PS et de militants associatifs ». Confirmation pour la Dépêche : la liste alternative n'est pas une liste en tant que telle. Pourquoi cette désinformation ? Pour influencer les militants du PCF de la région qui vont voter, mais pas entre deux choix comme annoncé le 2 décembre (participer à la liste alternative ou rallier la liste Malvy) mais entre trois : les deux indiqués et un troisième, la liste PCF autonome.

A dater du 2-12, le quotidien se déchaîne car il est vital pour le PS Martin Malvy, d'obtenir dès le premier tour le soutien du PCF. L'entreprise mensongère a été lancée pour dissuader les militants communistes de voter «la liste alternative» en la réduisant à un alignement derrière les Verts qui n'ont jamais fait l'admiration de la tradition

communiste. Le 8 décembre, la rubrique Controverse est appelée à la rescousse, en travestissant les propos de Dominique Liot porte-parole des Verts. Le journaliste lui fait dire : « Quoiqu'il en soit, nous appellerons à voter pour la liste de gauche arrivée en tête ». Les militants critiques du PCF qui refusent l'alliance avec le PS au premier tour ne veulent justement pas de ce désistement automatique ! Dominique Liot se plaint au journaliste Pascal Jalabert, avec qui il avait longuement parlé. Il lui promet un rectificatif pour le lendemain ! A la place Jalabert a pire à faire !

Le nouvel article de P.J. sur le sujet a cette fois « les chasseurs » comme entrée en matière. Il persiste et signe : « Les 6400 militants du PCF de Midi-Pyrénées ont commencé à voter, hier, pour décider de leur stratégie.» Il est donc bien informé et nous fait involontairement observer que ses mensonges débutent avec la période de vote au sein du PCF ! « Trois choix leur sont proposés (aux membres du PCF) : la présence de candidats sur les listes d'union avec le PS et le PRG, la participation à une liste alternative avec les Verts et une liste autonome ». Présentation déjà plus proche de la vérité (sauf que la liste alternative n'est pas seulement une alliance avec les Verts) mais une présentation détruite totalement par la conclusion : « Les Verts de Midi-Pyrénées se prononceront le 20 sur la participation à une liste alternative dont l'objectif sera la fusion au second tour avec la liste de gauche afin de participer à la gestion du conseil régional ».

La liste alternative n'est plus bâtie autour des Verts mais il insiste sur l'autre travestissement : la position au second tour. Il faut annoncer une fusion classique avec le

PS, alors que la tonalité générale des débats dans la liste est toute autre.

Le 10 décembre (le vote au sein du PCF se poursuit) Pascal Jalabert a-t-il atteint les sommets de l'infamie en répétant que les communistes devaient choisir entre «l'union, l'autonomie ou la participation à la liste alternative bâtie autour des Verts qui peine à trouver un leader accepté par tous. L'ex-candidat du PS à la mairie de Toulouse, François Simon est candidat». En revenant sur « la liste bâtie autour des Verts » il fait apparaître l'ex-socialiste François Simon ! Après ça, communistes de partout, vous allez voter pour une telle « affaire » ?

Le 13 décembre; il était temps de donner le résultat du vote des communistes : « le PC balance encore ». L'article cette fois sans signature a un titre acceptable mais un sur-titre lamentable : « En Midi-Pyrénées les militants communistes vont revoter aujourd'hui ». Comment le journaliste pouvait-il imaginer qu'en un jour le PCF pouvait organiser un nouveau vote ? Nous lisons des contre-vérités incroyables : «l'alliance avec les Verts, très en vogue dans le Tarn est arrivée en tête ». Erreur, c'est la liste autonome qui est arrivée en tête ! Pas de rectificatif le lendemain, au contraire, la fuite en avant vers le mensonge continue de plus belle. Cette fois il s'affiche en Une : «PCF l'union avec Malvy ». « Il y aura donc une liste commune PS-PRG-PCF menée par le président sortant, Martin Malvy ». FAUX répondent les secrétaires fédéraux du PCF qui décident d'envoyer une lettre pour expliquer la suite des événements au sein de ce parti, d'où l'article du 15 décembre sous le titre « Confusion au parti communiste ».

Le 15 décembre, c'est le pompon ! Tout comme Dominique Liot vit ses propos travestis, l'auteur anonyme de l'article décide de sucrer la phrase fatale. Il écrivit :

«Les 8 secrétaires départementaux ont décidé de rencontrer le PS, le PRG d'une part, et les Verts d'autre part, afin de débattre sur la composition d'éventuelles listes... ».

La phrase d'origine disait : « « Les 8 secrétaires départementaux ont décidé de rencontrer le PS, le PRG, les Verts, les représentants de la LISTE ALTERNATIVE, avec pour objectif de travailler sur les programmes, leur contenu, ainsi que sur la composition d'éventuelles listes... ».

Le morceau de phrase en lettre capitale a été tout bonnement rayé ! Et ce n'est pas moi qui l'ait mis en lettre capitale mais Joëlle Greder, la rédactrice de la lettre qui se doutait que le morceau risquait de passer à la trappe ! Cette précaution n'a servi à rien, La Dépêche, le 15 décembre 2003 a décidé d'enterrer la liste alternative ! Face à tant de contrevérités François Simon se décide à envoyer quelques mots sur Internet :

> « Les lecteurs d'une presse muselée lisent avec un esprit critique. Ceux d'une presse supposée transparente et informative sont d'autant plus bernés qu'ils pensent exact ce qui est écrit. Difficile d'être plus machiavélique. En conclusion, ne nous énervons pas. La logique alternative prend corps et de plus en plus de personnes de l'ensemble de la région l'appellent de leurs vœux. N'en déplaise aux nostalgiques de la gauche plurielle, plus soucieux de décomptes arithmétiques que de construction d'une gauche clairement en rupture avec l'adaptation au libéralisme.

N'en déplaise à quelques journalistes à la déontologie sélective ».

Enfin le «coup dur» pour la liste. La Dépêche nous en informe le 18 décembre :

«Cette non-intervention du mouvement toulousain (Les Motivé-e-s) dans la campagne des régionales est un coup dur pour les Alternatifs ».

Tout d'un coup la liste alternative est présentée de manière plus proche de la réalité puisque sur cette liste soi-disant bâtie autour des Verts, le journaliste nous indique que plusieurs militants Motive-e-s s'y retrouvent! L'article est signé R.G. et le lendemain René Grando reviendra sur la question dans l'édition Toulouse. Un article plus équilibré que les précédents qui peut nous faire penser que le quotidien régional est enfin arrivé à s'informer.

La parole est donnée à Michel Desmars conseiller municipal Motivé-e-s («il fulmine» dit le journaliste) qui anime depuis le départ le projet de liste alternative. On y apprend que François Simon ne sera pas tête de liste. Une nouveauté que le journaliste tient sans doute d'un communiste bien informé. A suivre.

Chez les Moivé-e-s le débat a été dur. Hubert Carpel indique : «Nous avons plus à perdre qu'à gagner dans cette opération compte-tenu du désarroi actuel de la gauche » ; il pourrait évoquer le désarroi actuel des Motivé-e-s ! Le vote y a été obtenu par une démocratie de la procuration qui n'est pas la forme exemplaire de la démocratie participative. De plus, nous connaissons au moins un membre à qui personne n'a procuré les moyens

de voter. En réalité ce choix majoritaire de ne pas participer signera la fin des Motivé-e-s.

Le 19 décembre, en même temps que l'article sur les Motivé-e-s dans l'édition Toulouse, un article dans Grand Sud nous apprend que « les Verts et le PC se rapprochent du PS ». Que va penser le lecteur ordinaire qui croyait que le PCF avait déjà rejoint Malvy ? Que dire de l'info, «le PCF a déjà rencontré la liste alternative » ? Une surprise pour ce même lecteur ! Quant aux Verts ils rencontrent cette liste alternative qui ne serait plus bâtie autour des Verts ? Le journaliste qui n'ose pas signer, dit :

> «Les Verts ne s'imaginent pas en duo avec les communistes ».

Pourquoi, il existe un projet de liste entre les Verts et le PCF ? Les Verts dont nous apprenons qu'ils iraient peut-être avec Malvy ! Quel imbroglio qui est propre au journal et non à la réalité !

La Dépêche va se faire aussi un plaisir de s'infiltrer dans les décisions des centristes car pour une liste régionale les informations circulent mal et elle est la seule référence.

Elle trouve deux têtes de liste pour l'UDF ! Deux fiascos !

Il s'agit de démontrer, par avance, l'inévitable victoire de Martin Malvy en favorisant les deux listes qui peuvent faire de l'ombre à la droite de Jacques Godfrain, la liste UDF et la liste FN.

La liste UDF a été évoquée avant la période que nous venons d'étudier (décembre 2003), calée sur le vote interne des militants du PCF. Pour le parti de Bayrou, faute de militants à influencer, il existe des opérations à conduire pour inciter à la création de la liste qui peut

affaiblir Godfrain. Le 5 novembre Marc Censi, ancien président de la région, est poussé dans les bras de l'UDF !

> « Si le maire de Rodez, Marc Censi, se décidait à prendre la tête d'une liste centriste élargie aux chasseurs, à des élus sortants non inscrits, l'autonomie lèverait plus d'enthousiasme ».

Toujours cette volonté d'un journal plus soucieux de faire l'actualité qui l'arrange, que d'informer sur ce qui le dérange.

Dès le lendemain, René Grando qui suit cette question, est obligé de se rendre à l'évidence : La Dépêche ne peut se substituer à l'UDF d'où ce triste constat :

> « Le retrait de l'ancien président pourrait mettre fin aux velléités de l'UDF de présenter une liste autonome en Midi- Pyrénées».

Le 18 novembre le quotidien revient à la charge en annonçant qu'un « sondage confidentiel » donnerait « 13 à 15% à la liste UDF » !

Il se garde d'évoquer tout sondage pour la liste alternative. Pascal Jalabert sévit sur ce dossier qu'il ne traite pas mieux que les autres :

> «Reste à l'UDF à trouver son leader. Son seul député, Philippe Folliot, n'étant pas chaud pour le rôle, un sondage sur diverses personnalités accompagne celui sur les intentions de vote. André Trigano président du groupe des non-inscrits est crédité de la plus forte notoriété, d'un taux important d'opinions favorables et d'un bilan apprécié à la tête de la commission tourisme (...) La fusion sur une liste UDF largement ouverte peut aisément s'entreprendre ... ».

Franchement, comment André Trigano pourrait-il refuser après un tel éloge ? Osera-t-il, lui qui travaille avec Malvy, rejoindre le camp de Godfrain ?

Patatrac ! le 5 décembre, à côté d'un immense article à la gloire de Georges Frèche pour le Languedoc-Roussillon, Pascal Jalabert est obligé de se rendre à l'évidence :

« C'est un joli coup politique que vient de réussir Jacques Godfrain ....»

Non seulement il obtient le soutien d'André Trigano mais aussi celui d'autres non-inscrits sans lesquels Martin Malvy n'aurait jamais été président de la région.

Enfin, soulagement le 19 décembre. Michel Valdiguié conduira la liste de l'UDF : « Il est flanqué d'une équipe d'élus reconnus dans leurs cités et leurs départements ».

Cette liste n'aura pas de mal à se faire connaître dans la Dépêche.

Pour le FN, La Dépêche nous présente Marine Le Pen.

Face au Front national ce journal a longtemps eu tendance à faire silence. Avec le nouveau mode de scrutin, si le FN a plus de 10%, il peut se maintenir au second tour (la droite avait voulu remonter cette barre pour éviter des triangulaires qui peuvent lui être fatales). Aux yeux du quotidien, il devient important de présenter le FN car les sondages lui donnent 9%. Donc la venue de Marine Le Pen à Albi a été couverte par un anonyme (pas de signature à l'article) avec photo à l'appui (le 29 novembre). L'article est « neutre » : pas la moindre dénonciation de la stratégie politique de ce parti. Par contre sa force est mise en valeur : 14,6% pour Le Pen aux dernières présidentielles, des candidats dans tous les

cantons renouvelables de notre région en 2004, des listes prêtes qui devraient être publiques début décembre et un nouveau leader pour remplacer Bernard Antony, le jeune Louis Aliot.

Que peut dire La Dépêche de la liste PS-PRG ? Visiblement René Grando est en charge du dossier et le 28 novembre il nous apprend, avec photo à l'appui, qu'elle a un soutien de poids : un sportif de haut niveau, Christian Califano. Or dans ***Point Gauche !*** le nom de la tête de liste départementale du PS-PRG en Tarn-et-Garonne a déjà été publiée, ce qui laisse supposer que les listes sont prêtes partout mais plutôt que d'aller à l'essentiel La Dépêche préfère mettre en avant un homme particulier :

> «Ce monument du rugby national, précurseur d'un projet d'avant mobile et polyvalent, a la réputation d'être «un homme de gauche». Il jouit en tout cas d'une grande popularité dans le public ... ».

Entre sa popularité et sa réputation, la popularité importe plus au journaliste ! Quant à ses qualités de précurseur d'un projet d'avant au rugby, je ne vois pas trop le rapport avec la fonction de conseiller régional ! Nous apprenons cependant un détail : l'équipe de Malvy sera largement remanié. « L'équipe» car le vocabulaire sportif est adapté à la politique. Comme autrefois le langage militaire.

Que disent les résultats ? Très bonne opération pour Malvy qui a dès le premier tour 41% dans la région. Il en déduit que toute alliance avec la Liste Alternative est inutile d'autant que la division à droite donne 18% pour Godfrain et 10% pour Valdiguié. Pour le FN aussi bonne opération, il passe la barre des 10% : 11,8%. Si la Liste

LO-LCR qui fait 4,8% avait été unie avec la liste Alternative elle pouvait éventuellement passer la barre des 10% nécessaire pour se maintenir.

En Tarn-et-Garonne Baylet a été très heureux même si Malvy y fait le plus mauvais score de la région (35%) : il a divisé publiquement le PCF dont un des dirigeants a été élu avec le PRG, pendant que d'autres soutenaient la liste alternative. Cette division sera de courte durée car cette année là il y avait des sénatoriales et Marie-Claude Bouyssi qui était avec la liste alternative est candidate main dans la main avec l'élu Hugues Bauchy, une réconciliation indispensa-ble pour participer d'une façon ou d'une autre aux retombées de la victoire de Malvy.

En cette même année 2004, les sénatoriales concernent les deux postes à pourvoir. Pas de surpise. Dès le premier tour Baylet-Collin sont élus. Pour le sujet qui nous occupe, il faut observer la présence du candidat Robert Lagrèze, devenu un ami de droite de Baylet qui divise ainsi la droite, une des activités permanentes du président du Conseil général. Gabach-Bournazel sont les candidats de Brigitte Barèges qui commence à afficher sa domination sur la vie départementale.

Dans l'ordre les Voix, % exprimés, élu

M. Philippe RIEY (FN) 7 1,19
M. Yves VIDAILLAC (EXG) 5 0,85
M. Alain GABACH (UMP) 148 25,13
Mme Martine BESSE-BOURNAZEL (UMP)119, 20,20
M. Robert LAGREZE (DVD) 79 13,41
M. Hugues BAUCHY (COM) 29 4,92
Mme Marie Claude BOUYSSI (COM) 25 4,24 M. Jean Michel BAYLET (RDG) 354 60,10 Elu
M. Yvon COLLIN (RDG) 365 61,97 Elu

2005 : Baylet président d'un prix littéraire

Le Prix littéraire Jean Zay de la laïcité, créé par le Parti Radical de Gauche, en 2005, est doté d'un montant symbolique de 1905 euros, en référence à la loi de séparation des églises et de l'Etat. Il récompense une œuvre consacrée aux thèmes de la laïcité et des valeurs républicaines. Il fait donc de J-M Baylet un président de prix littéraire. Les livres primés me sont tous sympathiques et cette liste pourrait me réconcilier avec JMB… s'il se limitait à cette fonction. En toute honnêteté il me fallait sortir une fois de plus des thèmes électoraux pour penser à autre chose.

Liste des prix :

2014 : Christiane Taubira, Paroles de liberté, J'ai LU

2013 : Boualem Sansal, Gouverner au nom d'Allah. Islamisation et soif de pouvoir dans le monde arabe. Gallimard

2012 : Jacques Julliard, Les gauches françaises 1762-2012 Histoire, politique et imaginaire. Flammarion

2011 : Pierre Nora, Historien public. Gallimard

2010 : Pierre Joxe, Cas de conscience, Labor et Fides

2009 : Alain-Gérard Slama, La société d'indifférence, Plon

2008 : Stéphan Hessel, Citoyen sans frontières,

2007 : Eric Roussel, Mendès-France, Gallimard

2006 : Caroline Fourest, La tentation obscurantiste, Grasset.

2005 : Gérard UNGER, Aristide Briand, le Ferme Conciliateur, Fayard.

2006 : Détour par les récits d'un préfet

N'ayant jamais été dans les couloirs du pouvoir je ne peux pas dire grand-chose des rapports entre JMB et les autorités de l'Etat dans le département. J'ai juste une anecdote pour avoir été délégué du personnel pour le syndicat SNUipp. A une occasion l'Inspecteur d'académie M. Lelouch nous imita à merveille JMB lui parlant de « son » budget en se moquant de ses prétentions. Peu après, en séance plénière du Conseil général, au moment de la discussion sur les questions d'éducation, JMB attira l'attention de tout le monde en montrant la chaise vide de l'Inspecteur de l'Académie du côté des sièges des administratifs, preuve que la guerre entre les deux allait bon train.

Sans rentrer dans les secrets d'Etat il est facile de constater par l'architecture ce que signifie l'installation de la baronnie.

1) La Préfecture où siégeait le Conseil général (preuve en effet de sa soumission à l'Etat) a d'abord été déclarée trop petite.

2) On a alors construit une nouvelle préfecture qui faisait hôtel du département.

3) Puis on a construit une nouvelle préfecture à côté de l'ancienne, pour que la précédente serve totalement comme hôtel du département.

4) Malgré la place nouvelle acquise, des travaux importants ont été encore réalisés à cet hôtel du département.

Ce phénomène n'est pas propre au Tarn et Garonne et aux Conseil généraux. Les Conseils régionaux d'un côté et les communautés des communes de l'autre ont vu fleurir des bâtiments de grande envergure. Si je précise qu'en Tarn-et-Garonne celui de Deux Rives est le plus impressionnant, le lecteur n'en sera pas surpris.

Tout ceci comme introduction pour rappeler qu'il arriva à JMB d'avoir en face de lui un préfet de choc d'août 2005 à août 2007, donc sous présidence de Chirac avec Sarkozy comme ministre d'intérieur.

Alain Rigolet rapporte que ses déboires avec JMB ont commencé quand il a voulu compléter le travail de son prédécesseur au sujet de l'installation de la DRIMM à Montech. Et le feu a été mis aux poudres suite à un entretien que Baylet a donné à la Dépêche en janvier 2006.

Les procès en diffamation vont surgir sous plusieurs formes et je n'ai pas l'intention d'entrer dans le détail.

Aujourd'hui le moteur de recherche de la Dépêche ne renvoie à celui entre Valérie Rabassa et Alain Rigolet mais rien entre Baylet et Rigolet !

Je limite mon propos à la conclusion de l'affaire que le préfet a raconté : « A la mi-juillet 2007 j'ai reçu un coup de fil le soir. Pour un haut fonctionnaire les appels à la veille du Conseil des ministres ce n'est jamais bon. On m'a dit que mes méthodes de commandement ne correspondaient plus aux souhaits du gouvernement et qu'en conséquence j'étais nommé hors cadre, c'est-à-dire sans affectation. »

Il avait 58 ans et il a été ainsi mis à la retraite d'office. Un mauvais coup moral et financier.

En juillet 2007 Sarkozy cherchait à ouvrir, et JMB n'avait pas été indifférent aux sirènes ministérielles.

Ayant croisé à ce moment-là Roland Garrigues, il m'indiqua que Baylet avait raté le poste de ministère de la défense. Mais cependant il vota la réforme constitutionnelle.

Alain Rigolet a trouvé deux journaux pour raconter ses malheurs : Le Parisien du 8 février 2009 et L'Express qui a toujours eu, je ne sais pourquoi, une dent contre La Dépêche.

2007 : L'entrée en scène de Sylvia Pinel

Législative très difficile pour la gauche après l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidentielle. Chaque fois que la droite gagne nationalement, elle gagne en Tarn-et-Garonne. Législative d'autant plus difficile pour JMB décide de présenter comme députée dans sa circonscription, une nouvelle venue : Sylvia Pinel. En cela il s'inscrit dans une évolution générale qui fait que la classe politique loin du militantisme, vient des professionnels de la politique : Sylvia Pinel chef de cabinet de JMB, d'autres attachés parlementaires, or pour les Radicaux, la voie d'accès au poste de député débutait par celui de maire, de conseiller général ! Même un parti comme la LCR a lancé en 2002 un nouveau responsable qui n'était autre que l'attaché militaire du dirigeant n°1, Alain Krivine, un temps député européen.

Ce risque, JMB le prend avec quelques appuis souterrains. Sans appui de l'électorat communiste qui fera seulement 2,9% (dépassé par la LCR qui a eu 3,4%), sans l'appui du PS qu'il a laminé, comment passer de 29,1% au premier tour à 50% au second ? D'autant que pour l'UMP, l'inévitable Jacques Briat obtient 37,5% !

L'appui des Verts apporte 3,2%, mais l'essentiel vient du 10,5 % de la quatrième candidate UDF Valérie Rabassa. Elle ne s'est pas désistée pour Briat et de Toulouse, des dirigeants UDF ont même appelé à voter pour Sylvia Pinel, élue avec 50,7% des voix.

Preuve que je ne raconte pas de salades, voici le texte de ***La Dépêche*** du 17/06/2007 qui fait le bilan :

« Pour ce deuxième tour, le Modem n'avait pas donné de consigne de vote, mais Mme Rabassa, qui avait remporté 10,57% des suffrages exprimés dimanche dernier, avait appelé à voter pour un candidat UMP… dans une autre circonscription, celle de Brigitte Barèges. A l'annonce des résultats, elle a salué la victoire de Sylvia Pinel, lui souhaitant "bonne chance".

Dans la circonscription de Montauban, la plus peuplée, Mme Barèges, actuelle maire de Montauban et présidente de la communauté d'agglomération, s'est imposée plus difficilement qu'en 2002 face à son rival de toujours, le socialiste Roland Garrigues avec 50,81% des suffrages. »

Que Valérie Rabassa appelle à voter Barèges et nuise ainsi à la candidature de Roland Garrigues suscite peu d'émotions à ***La Dépêche*** alors que le score sera serré ! Dès le 16/02/2007, Rabassa avait bénéficié d'une présentation élogieuse dans ce journal et de plus, le coup de pouce de Baylet est visible par le nom de son suppléant : l'inévitable maire de Castelsarrasin, Bernard Dagen ! En fait Mme Barèges était en froid avec Jacques Briat car il n'était pas sous sa «coupe» alors que, la suite le démontrera, elle était en bond termes avec Valérie Rabassa !

Jacques Briat tenta sans succès un recours. Il m'arriva de le croiser à la Bibliothèque Municipale de Montauban

où il épluchait avec son attaché parlementaire la collection de ***La Dépêche***. Il est l'auteur d'une proposition de loi, cosignée par une vingtaine de députés de droite, qui, au nom de l'égalité des candidats, voulait rendre inéligible tout patron de presse (Proposition de Loi N° 1177 Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 4 novembre 2003, voir document). Proposition sans suite.

Tout comme Baylet veut régenter la première circonscription, Barèges veut régenter la deuxième. Et donc y choisir «leurs» candidats aux législatives. En 2012, elle refuse Pompigne-Mognard, pourtant, installé à Valence et jouant un rôle important au ***Petit Journal***, préférant imposer le président de la Chambre d'agriculture De Vergnette qu'on ne reverra plus ensuite dans les batailles politiques. Tout pour éviter Jacques Briat ! Donc il sort de sa retraite d'Arcachon pour, à nouveau, être candidat, ce qui va empêcher le protégé de Mme Barèges, d'être au second tour ! Je l'ai souvent croisé sur les marchés : sympathiques, ouvert à la discussion et visiblement amusé par cette ultime campagne électorale !

Monsieur Briat avait lui-même déclaré en 2002 : «Si, aujourd'hui, j'apparaissais dans le journal de Baylet, cela signifierait mon ralliement au système.» En 2012, Briat a eu les honneurs ***La Dépêche*** mais nous y reviendrons avec le chapitre sur 2012.

Le rapprochement entre la droite et Baylet en 2007, tient au désir de Baylet de bénéficier de la politique d'ouverture de Sarkozy qui lui a proposé le poste de La Défense. Un dirigeant socialiste que j'ai croisé espérait en

une telle nomination, pour qu'enfin le personnage perde localement son image de «gauche».

Le ministère fut donné à un autre personnage de l'ouverture mais les liens Sarkozy-Baylet ne furent pas pour autant rompus comme l'indique cet article du ***Figaro*** du 20-11-2007 :

« L'ouverture se poursuit au Parti radical de gauche. Après avoir obtenu à la quasi-unanimité un vote de confiance de son bureau national, jeudi soir, le président du PRG, Jean-Michel Baylet, compte poursuivre, au lendemain des élections législatives, le dialogue avec l'autre branche du radicalisme, alliée à la droite. Devant les membres de la direction du parti, Baylet s'est justifié : puisque les socialistes avaient « essayé de passer par-dessus les radicaux pour faire une alliance au centre », il est de son « devoir » de « travailler ensemble » avec les radicaux de droite. Il a cité notamment deux thèmes de discussion possibles : « l'Europe et l'urgence sociale ». Mais il a bien précisé, pour éviter tout malentendu, qu'il ne proposait pas de changer d'alliance électorale.

Dans un courrier adressé en début de semaines aux militants radicaux, Baylet revient aussi longuement sur sa stratégie. « Toutes les lignes traditionnelles sont en train de bouger », écrit-il en soulignant l'existence d'un « espace central » sur la scène politique. « Un succès à gauche ne pourra se construire dans l'avenir que par l'occupation de ce terrain qu'elle se fasse par alliance avec des centristes ou par la reconstruction d'un grand parti radical. »

Jean-Michel Baylet est aussi revenu sur son entrevue, qui avait suscité la polémique avec Nicolas

Sarkozy. Avec le président, il a constaté de *« réelles convergences »* et noté *« l'importance des divergences »*. Il a trouvé la politique annoncée par le chef de l'État *« beaucoup moins à droite que sa campagne »* ne le laissait supposer.

À l'inverse, Baylet est sévère à l'encontre du PS :
« J'estime que Ségolène Royal a été battue autant par ses amis que par Nicolas Sarkozy. »

La loi constitutionnelle du 23 juillet 2008 si chère à Nicolas Sarkozy est un autre point de rencontre entre les deux hommes. Elle a été votée par 539 congressistes alors qu'il fallait 538 voix pour atteindre la majorité nécessaire. Jean-Michel Baylet, après avoir prôné l'abstention a fait voter l'essentiel de son groupe POUR la loi. Il a enregistré le refus de trois membres du PRG : Nicolas Alfonsi, Gérard Delfau…. et Yvon Collin ! Première brouille entre les deux hommes ?

Le Monde 16 mai 2009 nous informe du cadeau reçu en retour : l'abaissement du seuil de constitution d'un groupe à l'Assemblée nationale de 20 à 15 membres. Le mercredi 13 mai 2009, cette disposition a été inscrite dans la réforme du règlement de l'Assemblée, grâce à un amendement… du PCF. Voté à l'unanimité ! Patrick Roger termine ainsi son article :

« Au Sénat, où, compte tenu de la fragile majorité actuelle, les radicaux mesurent tout l'avantage de jouer un rôle charnière. "La prochaine majorité sénatoriale dépendra beaucoup de la position que nous prendrons. Ce qui est loin de nous contrarier", savoure M. Baylet, qui est aussi sénateur du Tarn-et-

Garonne. Cela non plus n'a pas échappé à M. Sarkozy. »

Le 25 avril 2008, ***La Dépêche*** nous confirme le rôle tout nouveau de la nouvelle députée car à l'occasion de l'assemblée générale du Parti Radical de Gauche, Sylvia Pinel succède au sénateur Yvon Collin en tant que présidente. Son programme d'actions politiques reçoit les encouragements de JMB :

« Quand on se penche sur l'échiquier politique du Tarn-et-Garonne, il ressort que le travail accompli jusqu'alors a porté ses fruits : 25 % des élus communaux sont radicaux, à l'instar de 3 parlementaires sur 4 et, avec nous l'espérons l'élection de Jean Lavabre dimanche à Montaigu, le PRG comptera 15 conseillers généraux sur 30 ».

Nus verrons de plus prêt cette cantonale et les autres qui annoncent, avec les municipales les première fissures dans la baronnie qui s'était installée solidement avec la victoire d'Yvon Collin à Caussade, et qui se dégrade avec sa défaite annoncée sur la ville.

2008 : Premières fissures dans l'édifice

Pour JMB l'année aura été une année classique. Alors que les hommes politiques gèrent la réalité – et la connaissent beaucoup mieux que ne le pense le simple citoyen – ils refusent d'analyser leur propre situation. Comme si, pour se battre en politique, une dose d'aveuglement était indispensable !

De quelles fissures je parle ?

Caussade

Aux municipales, l'échec d'Yvon Collin à Caussade qui s'était posé la question de passer la main, signe en effet un retournement du rapport de force.

Laissons parler les résultats :

Liste de	Voix	% Exprimés
M. José IBARZ	502	14,29
M. Yvon COLLIN	1544	43,95
M. F. BONHOMME	1467	41,76

Au second tour la liste Bonhomme fait 53% et rassemble donc l'essentiel du vote de la liste Ibarz qui était pourtant une liste divers gauche. Ce succès n'empêchera pas François Bonhomme de perdre son poste de Conseiller général en 2011.

Montauban cantonales

Aux cantonales, en 2008, l'échec vient du canton très PRG de Montauban, le canton Villebourbon. En 2001 il est vrai Michel Hamecher avait été battu de quatre voix par le centriste Jacques Larroque, tout sauf un opposant de Baylet. Pour trouver un candidat de son parti, JMB mise sur un homme à l'étoffe solide vu son implication dans le monde du rugby, de l'entreprise et de la politique. Il l'appuie fortement dans une réunion de dernière minute, mais il ne passe pas la porte du premier tour !

Or ***La Dépêche*** du 6 mars a été claire :

« L'ancrage historiquement radical de ce canton désigne plutôt [comme arbitre potentiellement éligible entre UMP et PS], Jean-Louis Piccin candidat de la Majorité départementale, investi par le PRG de Jean-Michel Baylet pour son expérience et ses valeurs humanistes.»

Il était important de préciser pour ceux qui n'en savaient rien : « le PRG de Jean-Michel Baylet »

Cette fois le vainqueur est tout aussi inconnu que François Bonhomme quand il a éliminé Yvon Collin en 1998, mais lui aussi avait un nom, Descazeaux. Le jeune PS Ghislain Descazeaux, prof de gym, décide d'être candidat à Montauban, loin du canton de Saint Nicolas cher à son père, puisqu'il y habite. Il ne doit donc sa victoire qu'à sa propre action. Son succès est tel qu'il devient rapidement secrétaire départemental du PS mais démissionne assez vite…

Premier tour :

G. DESCAZEAUX (SOC)	1 256	44,33
M. J-Louis PICCIN (RDG)	281	9,92
M. E. CHAILLOUX (VEC)	170	6,00
Mme H. FASAN (AUT)	72	2,54
M. J. LARROQUE (UDFD)	362	12,78
M. G. DELSOUC (UMP)	692	24,43

Deuxième tour :

G. DESCAZEAUX (soc)	2 013	66,15	ELU
G. DELSOUC (UMP)	1 030	33,85	

Observons plusieurs choses :

Pas de candidat communiste alors que ce secteur était fortement communiste dans la ville (présence de cheminots) et le PCF ne peut pas invoquer le manque de candidats. Aux élections précédentes en 2001, le PCF avait fait les scores suivants dans les cantons : 4,25, 5,77, 7,6 et 7,9. Le score de 7,6% se rapproche de celui du canton de Villebourbon 7,9, car la candidate était Marie-Claude Manera, à l'implantation ancienne et appréciée.

Or deux élus communistes municipaux, Joëlle Greder et J-Marc Panfili appellent à voter DES LE PREMIER TOUR pour lui dans ***La Dépêche***. L'absence de candidat PCF est moins surprenante. Ils se sont justifiés ainsi :

« Au nom du travail réalisé en commun durant le mandat de Roland-Garrigues ».

Pendant ce mandat, de 1995 à 2001, qui avait conduit à l'échec de la gauche, ils avaient aussi avec eux, au Conseil municipal,.... le candidat Vert Eric Chailloux.

En octobre précédent, Jean-Louis Piccin était aux Journées d'automne du PCF, un fait rare pour un radical. Et j'avais été étonné par les kilos de pommade déversés.

Pour aggraver son cas, Jean-Louis Piccin avait écrit sur son bulletin de vote aux cantonales : « soutenu par la majorité départementale » donc par le PS aussi, avec pourtant un candidat PS contre lui qui en effet… n'était pas soutenu par le PS officiel !

Pour une première candidature, le succès de Descazeaux est sans appel et j'avoue que je me l'explique mal sauf à penser que l'électorat communiste, loin de suivre la consigne donnée par les deux dirigeants du PCF, ait préféré voter pour la nouveauté à gauche !

Le 6 mars 2008 j'écrivais alors sur mon blog :

« Que Brigitte Barèges fasse un politique de droite, c'est naturel, elle n'a jamais caché ses engagements à droite. Que Jean-Michel Baylet puisse manœuvrer toute la gauche, c'est triste car c'est tuer la gauche. »

En conclusion je reprenais cette phrase de René Char :

«Il faut intarissablement se passionner, en dépit d'équivoques découragements et si minimes que soient les réparations.»

Montauban municipales

La réélection de Brigitte Barèges est-elle un succès ou un échec de JMB ?

Au moment du rapprochement Baylet-Sarkozy, ***La Dépêche*** ne pouvait pas tirer à boulets rouges sur celle qui en Tarn et Garonne était la voix de Sarkozy. Aux législatives de 2007 pour Garrigues et aux municipales de 2008 pour Mouchard l'échec fut si insignifiant que

l'absence d'égratignures de ***La Dépêche*** envers Brigitte Barrèges a pu jouer un rôle. Toujours est-il comment ne pas être étonné (si on compare avec 2014) quand on découvre une page entière d'entretien avec la candidate, après certes le même traitement pour le candidat opposé, Claude Mouchard. En document un autre exemple de bienveillance. Dans l'ensemble disons qu'il y a eu traitement égal entre les deux candidats avec en même temps des efforts pour unir tous les opposants à BB.

A l'heure des résultats du second tour une polémique va naître : les résultats donnés par la Préfecture ne correspondent pas à ceux donnés par la mairie. Thierry Deville président d'un bureau de vote, et favorable à Claude Mouchard, a inversé par erreur les résultats, transmis à la préfecture, donnant le meilleur score à Mouchard alors qu'il était à Barèges ! L'excitation était grande et le fait de recompter a permis de repérer d'autres erreurs.

J'ajoute une anecdote à propos des liens entre le PRG et le PCF. Pour la première fois depuis 1965 le PCF décide de participer au premier tour à une liste indépendante du PS, en créant l'association Montauban Citoyenne ouverte à divers courants. Les soutiens de Jean-Louis Piccin aux cantonales (avec deux dirigeants du PCF en plus) le proposent comme tête de liste (le nom d'Yvon Collin a circulé auparavant au cas où il quitterait Caussade). La justification est simple : avec J-L Piccin comme tête de liste, il est possible d'arriver au premier tour, avant le PS. Mais la grande majorité des membres de Montauban citoyenne, s'oppose à cette combinaison politicienne. En conséquence, à la réunion de décembre, au moment de choisir la tête de liste, le PCF se trouvant démuni propose

à la dernière minute Joëlle Greder… battue par une non communiste : Jeanine Meignan. Le lendemain Joëlle Greder décide d'une rencontre avec ***La Dépêche*** pour mettre Jeanine Meignan face aux journalistes où elle brille tant et plus, si bien que l'élue démissionne, étant ensuite remplacée par Marie-Claude Bouyssi.

Le rêve de JMB, souvent réalisé, a toujours été d'avoir des amis dans tous les partis.

Montaigu : une partielle

Je ne serais pas revenu sur le cas de la partielle de Montaigu, si le 2 avril 2015 le doyen du tout nouveau Conseil départemental, Léopold Viguié, n'avait souhaité rendre hommage à Etienne Brunet. En séance publique du Conseil général, j'avais noté deux ou trois remarques d'Etienne Brunet allant dans le sens des idées du conseiller général de Caylus (la transparence financière) sauf que les deux hommes étaient très différents et de deux endroits opposés du Tarn-et-Garonne. Etienne Brunet comme Roger Rignac est mort à son poste d'où l'élection partielle qui s'en suivit car il n'y avait pas alors de suppléant.

La Dépêche écrira sur ce vice-président du Conseil général, mort à Valeilles où il était maire depuis 31 ans et conseiller général du canton de Montaigu-de-Quercy depuis 35 ans (son père l'avait été de 1945 à 1967) :

> *«Cet humaniste convaincu, réalisa tout son parcours professionnel au sein de « **La Dépêche du Midi** » où il fut inspecteur des ventes dans plusieurs départements de notre zone de diffusion…*
>
> *Membre de nombreuses commissions, il était depuis 1992 premier vice-président du conseil général. Chevalier de la Légion d'honneur, de l'ordre*

national du Mérite il eut une vie publique pleine et dans d'innombrables domaines. Cet homme de tolérance, altruiste et nourri des valeurs fortes du radicalisme, s'impliqua très fortement dans l'action sociale (personnes âgées, Coderpa, Adapei, protection de l'enfance, association Benjamin qui traite de la prévention de la petite délinquance etc.).

Défenseur du canton

L'implantation d'un équipement hôtelier de qualité (château de l'Hoste), de l'entreprise Rosa (charpente menuiserie) à Montaigu, l'aménagement de la voirie - notamment la RD 656 ; la base de loisirs de Montaigu, l'animation touristique du canton (vieux villages mis en valeur comme Roquecor, sentiers de randonnée, station vertes de vacances) ; sans oublier le CODET (foire au matériel agricole à Montaigu).

On ne pourrait terminer sans évoquer, avec beaucoup d'émotion, une autre facette de la personnalité d'Étienne Brunet qui s'occupa de la correspondance de **La Dépêche du Midi** *pour l'ensemble du canton durant plus d'un quart de siècle. Et l'on peut vous certifier que rien ne manquait dans tout ce qui au quotidien reflétait et faisait la vie de son «cher canton». »*

Bref, Jean Lavabre, candidat soutenue par la majorité départementale (50,8%) gagne face à Michel Albugues (Divers droite - 49,2%) mais les commentaires iront bon train sur La ***Dépêche*** :

« «Très franchement je ne m'attendais pas à un résultat aussi serré» avouait le vainqueur mais ce qui compte aujourd'hui, c'est que le canton de Montaigu continue à s'inscrire dans la dynamique de la

majorité départementale. C'est vital pour lui et j'entends travailler à poursuivre l'action engagée dans ce sens.....»

Un résultat qui ne laisse pas insensible le président Jean-Michel Baylet:

« Ma première pensée est pour Etienne Brunet. Je tiens à complimenter Jean Lavabre et Michèle Brunet qui, avec courage et dynamisme, ont porté nos valeurs et celles de la majorité départementale. Ce n'était pas chose facile et le score étriqué en témoigne. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ni la clarté politique, ni la loyauté ont été au rendez-vous de cette élection. ***Je condamne fermement l'attitude de la candidate socialiste*** *qui a refusé de se «désister» clairement et celle de la direction du PS départemental qui n'a pris aucune position officielle et a joué l'ambiguïté politique pendant toute la semaine. Ils ont choisi de faire voter à droite.* ***Ce ne sera pas sans conséquences****...».» A.B.*

La candidate socialiste faisait là ses premières armes et s'appelait Valérie Rabault. Le lecteur peut remarquer que le battu s'appelle Albugues, le nom du vainqueur de 2015 mais le fils, vu qu'il a 25 ans.

Au premier tour le Communiste avait fait 7,3%, la socialiste 20,6 et le radical 36,4. Au total si le report des voix à gauche s'était bien fait ça faisait 64,3% alors qu'il n'arrive qu'à 50,8%. N'étant pas de Montaigu je ne sais la raison de tant de défections mais je suis sûr qu'il est trop facile d'en accuser le PS. Au premier comme au second tour, ce ne sont pas les appels à voter qui décident mais les électrices et les électeurs, et je suppose qu'ils ont de bonnes raisons.

Les sénatoriales

Le Tarn-et-Garonne n'est pas concerné mais les suites du vote PRG en faveur de la réforme constitutionnelle de Sarkozy ne pouvait pas être sans suite dans une élection sénatoriale. Dans le Gers, un département dirigé par Philippe Martin, un socialiste fabiusien aux ambitions nationales, les deux députés sont au PS. Or pour les deux postes des sénatoriales, ce parti n'a réussi à placer aucun de ses deux candidats. Pourquoi ? L'UMP a présenté un seul candidat, un radical valoisien, élu dès le premier tour avec l'aide des radicaux puis la droite a voté pour le second poste en faveur du candidat PRG. Au second tour, contre le candidat du PS, le maire de Fleurance, le PRG battu aux législatives par le PS, a pris sa revanche. Mais le coup de génie est surtout venu de la Haute-Garonne.

Dans ce département, il y avait 5 postes à pourvoir à la proportionnelle. Un accord avec le PS assure automatiquement l'élection de la PRG en deuxième place sur la liste de ce parti. Après ce cadeau, le PS n'imaginait pas qu'il aurait droit à une liste dissidente du PS conduite par Jean-Pierre Plancade…. qui sera élu et se retrouve ensuite DANS le groupe PRG du Sénat ! Parmi les quatre élus de gauche de Haute-Garonne deux sont donc socialistes et deux avec le PRG plutôt inexistant dans le département.

Dans le genre numéro d'équilibriste qui dit mieux ?. Toute cette gymnastique politique fait-elle réfléchir ? Pour le simple citoyen la cause est entendue : tout n'est que combines et compagnie avec un coup à gauche puis un coup à droite suivant les cas.

2010 : Régionales, Coup de Théâtre

Brigitte Barèges dessin de Jean Brun

La Dépêche du 17-12-2009 annonce, sous la plume d'Alain Baute,

« que depuis quelques semaines il se murmurait à Montauban que le radical Thierry Deville «préparait un coup». Aussi, le courrier reçu hier par « de nombreux acteurs du débat politique local a peu surpris.» N'étant pas parmi les dits acteurs j'apprends donc avec surprise que ce membre notoire du PRG rejoint Madame Barèges UMP pour les

élections régionales. Avec surprise car voici peu de temps encore, il en était un virulent opposant. Cette évolution va faire des vagues dans la classe politique si on se souvient qu'en 2011, il y a des cantonales où la dernière fois Roland Garrigues, l'ancien maire de Montauban, avait affronté au premier tour le dit Deville qui avait refusé d'appliquer l'accord PS-PRG. Demain avec l'appui de la droite que fera-t-il ?

Les lecteurs de mon livre sur les élections régionales pourront trouver un élément d'analyse à propos du scrutin de 1998 quand j'indique :

« Au sein du PRG, Jean-Michel Baylet pense que son parti est bien placé pour obtenir la présidence de la région et il imagine, un temps, être la tête de liste en Tarn-et-Garonne, pour ensuite accéder à cette fonction. Quand il décide de laisser sa place, le sortant Paul Couronne peut devenir candidat, tandis que beaucoup de militants penchent pour l'avocat montalbanais, Thierry Deville. Finalement Jacques Bouquet de Valence d'Agen occupe le poste. »

Thierry Deville «oublié» aux régionales en 1998 et en 2004, a donc décidé de ne plus se faire oublier. De là à faire croire que la candidature de 2004 contre Roland Garrigues était une initiative personnelle de Thierry Deville c'est un peu fort ! ***La Dépêche*** va aussitôt pleurer sur le sort de Valérie Rabassa qui était en principe tête de liste et qui a dû laisser la place à Thierry Deville qui, en passant chez les radicaux de droite, avait exigé cette première place. Par cette opération, Brigitte Barèges devenait une personne infréquentable pour JMB et les

répercussions par presse interposée vont devenir féroces. J'avoue ne pas avoir mesuré les immenses conséquences de cette opération pour l'équilibre politique local.

Les élus de 2010 :
Sylvia Pinel, député, PRG
Denis Ferté, agriculteur PS
Dominique Salomon, vice-présidente sortante PRG
Elie Brugarolas, ingénieur, Verts
Marie-Anne Arakélian, PS
Thierry Deville, DVD
Valérie Rabassa, UMP, sortante.

L'élu FN de 2004 est remplacé par une élue PS.

Brigitte Barèges, est élue en Haute-Garonne.

L'élu Vert est un échange avec la Haute-Garonne pour permettre l'élection d'Annie Bonnefont.

Le succès de la Gauche

Le succès de la gauche est complet même si en Tarn-et-Garonne il est le plus faible de la région. Complet en terme de voix, en terme de report des voix et en terme d'élus. De quoi confirmer la domination de JMB sur le département.

L'UMP qui avait résisté aux dernières municipales avec les victoires à Montech, Caussade et Montauban est cette fois en grande difficulté.

Le bon report de voix

Avec deux listes en présence, l'UMP a peu bénéficié du report des voix du FN et du MoDem alors qu'inversement l'union à gauche a pu capter les voix du Front de gauche, d'Europe Ecologie et même sans doute d'une bonne partie du NPA. Le rejet de la droite est donc total.

2010 : Le lundi 22 mars

Le lundi 22 mars 2010 est un jour ordinaire pour les lecteurs de ***La Dépêche du Midi***. Ils y découvrent une fois de plus l'infatigable travail du PDG de leur journal, Jean-Michel Baylet, et je m'associe, par ces quelques mots, aux multiples félicitations qu'il a reçues, en célébrant sa belle présence sur son journal. Quatre photos de lui vont nous servir de guide pour mieux comprendre l'art du personnage.

On le découvre donc en page régionale aux côtés de Martin Malvy (PS) et Gérard Onesta (Verts). Il n'est pas candidat à cette élection mais il y travaille d'autant plus ! D'où la bonne idée du photographe qui le met au premier plan ! Pour l'essentiel, la région Midi-Pyrénées, zone d'influence du quotidien qu'il dirige, celle de l'élection régionale, est sa préoccupation majeure. Faute d'être un élu, il est sans doute là en tant que président du PRG !

On le découvre ensuite, en page locale, au centre des amis qui fêtent la dite victoire électorale. Il n'est pas candidat mais peut être fier du succès de ceux qui sont à ses côtés : Sylvia Pinel tête de la liste et Dominique Salomon qui a toutes les chances de rester vice-présidente du Conseil régional, car, comme chacun sait, après une élection… il y a une autre élection entre élus, pour les postes de direction des affaires publiques. Il est

sans doute là en tant que président du Conseil Général du Tarn-et-Garonne.

On le voit ensuite aux côtés du maire de Castelsarrasin dans une belle salle de l'abbaye de Belleperche. J'espère que cette réunion du Syndicat mixte du Pays Garonne-Quercy-Gascogne aura été suivie d'un bon repas largement mérité par les participants. Bien sûr, rien à voir avec l'usage traditionnel du mot syndicat : il s'agit d'un organisme politique de plus qui, après les communes, les intercommunalités et avant la région, gère en partie une moitié du Tarn-et-Garonne. Cette organisation a du plomb dans l'aile à cause de Sarkozy, tout comme le SIVOM que préside le maire de Castelsarrasin, ou l'intercommunalité Castelsarrasin-Moissac. Dans la semaine qui a suivi le 22 mars, des réunions de ces deux organismes ont sonné l'alarme. Sarkozy veut donner des vacances à cette classe politique surmenée ! Comme tous les élus, Jean-Michel Baylet fera l'éloge de ce syndicat de pays qui a permis « de soutenir 79 projets représentant un volume de 26,5 millions d'euros. » Quand vous demandez à quoi sert, telle ou telle institution, la réponse classique des élus est la suivante : à obtenir des subventions, et dans la chasse aux subventions, Jean-Michel Baylet est un héros. Pour cette réunion, il y est en tant que président du Pays.

Tant de responsabilités, nationales, régionales, départementales, professionnelles, interrégionales, intercommunales et j'en passe, n'ont jamais empêché Jean-Michel Baylet de participer à des réunions plus modestes, plus populaires, des réunions à la base, avec les citoyens, des réunions où il se sent si bien. La quatrième photo du jour, le montre aux côtés de la maire de la commune, où il

est simple conseiller municipal, et où il préside une réunion de la CUMA (Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole). Jean-Michel Baylet rappelle qu'il a toujours été un militant des CUMA et je n'en doute pas. Il est clair que la liste de ce qu'il ne fait pas serait nettement plus courte que la liste de ce qu'il fait. Quelqu'un peut-il dire combien de présidences il cumule, par exemple ?

Bref, vous le constatez, un seul numéro du journal et tant d'activités pour un seul homme ! Si un jour le clonage des humains entre en vigueur, je propose par avance qu'il soit accordé en priorité aux hommes politiques du gabarit de Jean-Michel Baylet. J'espère en tout cas qu'après la lecture de ces quelques lignes les méchantes jalousies qui entourent le personnage vont cesser immédiatement. Franchement, qui voudrait être à sa place !

2011 : Sylvia Pinel, la déroute

Nouveau contexte : Sarkozy a fait voter une loi qui invente les «conseillers territoriaux» pour regrouper conseil général et conseil régional. Donc il s'agit en principe des dernières élections cantonales de l'histoire puisqu'en 2014, pour les Régionales on va passer au nouveau système sauf qu'entre-temps il y aura la présidentielle…

Nouveau contexte : les intercommunalités doivent être redécoupées pour passer la barre des 5000 habitants minimum. Donc trois types de mandats risquent d'être perturbés : ceux de conseillers communautaires, généraux et régionaux !

Le cas Castelsarrasin

Opposant à la LGV, il m'est arrivé de suivre quelques réunions de campagne et d'organiser un référendum citoyen le jour du vote, devant les bureaux de la commune. Sans cette activité, jamais je n'aurais pu prendre conscience de ce qui s'est passé.

Castelsarrasin continue d'être l'épicentre du Tarn-et-Garonne. Poursuivant son rêve d'y implanter Sylvia Pinel elle est candidate face à Jean-Philippe Bésiers qui obtient le soutien du Conseiller sortant radical, Robert Bénech, un instituteur que j'ai croisé à la direction du syndicat, et qui va bousculer le rapport de force.

Contre J-P Bésiers, J-M Baylet pense obtenir un succès assuré pour sa protégée puisqu'elle a un soutien très actif du maire de la ville, Bernard Dagen, et de la tête de liste de la gauche aux dernières municipales le socialiste Malphettes ce qui aura pour conséquence de briser l'union de cette liste dans le groupe : *Vivre ensemble à Castelsarrasin*. J'ai suivi médusé une réunion à Bénis, point crucial du débat LGV où en effet Dagen et Malphettes, au coude à coude, sont fortement intervenus pour soutenir Sylvia Pinel. Pour mesurer les principes de sa campagne, ci dessous la photo utilisée sur son dépliant avec à côté celle de la vraie pancarte :

Un bel exemple de «déontologie» politique !

Le 10 mars à Bénis elle rappelle qu'elle est bien placée pour frapper aux portes et que sa hotte de promesses est largement pleine. Elle répond à trois questions des opposants à la LGV. «Le Conseil général du 82 ne paiera le Bordeaux-Tours que si le tracé sur Bénis et ailleurs dans le Tarn-et-Garonne est le moins impactant possible». Puis le tracé n'a pas changé et le CG a payé, certes avec

retard. «Jean-Michel Baylet a eu des pressions énormes pour l'obliger à payer». Autre question : «Pourquoi ne pas faire comme Ségolène Royal en refusant le financement par les collectivités territoriales, cet investissement étant de la compétence de l'Etat ? » Là, la candidate a botté en touche : «elle n'était pas à Castelsarrasin dans une réunion électorale de Poitou-Charentes». Autre question : «Quand on connait le déficit de RFF (28 milliards) quelles garanties avoir sur les fameuses compensations évoquées ?»

La réponse fut l'inévitable référence au « Père Noël », je veux dire à des moyens qui tomberont du ciel.

Toute la journée le jour du premier tour, nous avons annoncé, sans problème, par un tract, l'appel à voter le jour du second tour pour ou contre la LGV mais, entre les deux tours, un arrêté municipal a interdit cette action. Les Renseignements généraux comme le sous-préfet invoquèrent un score serré qui risquait d'être perturbé, par notre présence.

Le jour du second tour nous avons décidé de diffuser l'arrêté municipal pour que les électeurs et les électrices comprennent l'absence de référendum. Là, nous avons vu arriver en premier un jeune homme qui a montré de l'intérêt pour notre explication… et qui est revenu ensuite avec le maire et son adjoint nous intimant l'ordre de quitter les lieux. Le jeune homme n'était autre que l'attaché parlementaire de Sylvia Pinel. Nous sommes restés jusqu'à ce que la police municipale vienne appuyer la nouvelle décision du maire. Autant de détails pour faire comprendre pourquoi, ensuite, nous avons regardé à la loupe les résultats.

Mme Sylvia PINEL (RDG)	727	33,78
M. Jean-Philippe BESIERS (DVG)	1 425	66,22

Voir à la fin du dépouillement la tête dépitée des membres de l'équipe de Sylvia Pinel a permis de comprendre l'importance de l'événement.
Constater l'écart entre les deux candidats prouvait de façon colossale les craquements dans le système Baylet.
Mais l'histoire de 2011 ne s'arrête pas là même si c'est le point phare.

Le cas Grisolles

Sur le canton de Grisolles la lutte sera également très dure entre le socialiste soutenu par Baylet J-M Parienté, et le maire socialiste de Grisolles, candidat lui aussi, avec le soutien des membres de son parti.

Un article de ***La Dépêche*** du 9 mars sous la signature d'A.B. (Alain Baute) nous informe :

> « Le conseil fédéral du PS scandalisé par l'exclusion de J-M Parienté… par Paris ».

Le contenu de l'article est différent du titre. L'exclusion demandée par la Fédération du PS, conforme aux règles de ce parti fait qu'en réalité ce n'est pas le Conseil fédéral du PS qui s'insurge, mais Etienne Astoul, président du groupe socialiste au Conseil général et suppléant du sénateur Jean-Michel Baylet (dont il est souvent la voix).

Le Petit Journal du 23 février rendant compte de la présentation de la candidature de Patrick Marty indique lui qu'elle est soutenus par de « nombreux socialistes ». Trois jours après, ***La Dépêche*** présente la candidature

de Jean-Marc Parienté soutenu par un grand nombre …. d'élus socialistes. Bel exemple du rapport entre militants et élus au sein d'un parti politique !

En effet, les militants du PS ont désigné pour les représenter sur ce canton, Patrick Marty donc, il était logique que le secrétaire fédéral du PS soit au lancement de sa campagne. Mais que faisait, alors avec Jean-Marc Parienté, Etienne Astoul, Jacques Moignard, Roland Garrigues et même le Montalbanais Michel Marty qui a repris du collier pour l'occasion ? Jean-Michel Baylet est très content de son président du syndicat de la base logistique de Montbartier, aussi le PRG soutient-il vraiment sa propre candidate, Marie-Claude Nègre ? Comment a pu s'ajouter à la liste des candidats, le SE Alain Belloc, maire de Pompignan et ami de J-M Baylet qui lui a confié la présidence de l'association des maires des communes traversées par la LGV ? En divisant les candidats, JMB pendait régner au second tour !

Résultats du second tour :

M. Jean-Marc PARIENTE (DVG)	2 117	49,84
M. Patrick MARTY (SOC)	2 131	50,16

Et le soutien de Poma

Le candidat aux cantonales, dissident de droite, Pierre Poma, peut s'expliquer sur ***La Dépêche*** : « Dans sa présentation, Pierre Poma a cultivé sa différence jusqu'à affirmer que s'il était élu, il voterait le budget du Conseil général au regard des enjeux et des besoins du canton.»

Qu'en pense le candidat sortant PS, Claude Mouchard ?

Car sur un même canton, Baylet peut avoir plusieurs candidats !

Ce soutien à Pierre Poma plus d'extrême-droite que dissident de droite était une façon d'accroître le fossé entre lui et Brigitte Barèges dont il avait été un adjoint au cours du premier mandat de la maire.

Tout soutien à un homme de droite permet de maintenir le PRG au centre de l'échiquier, ce qui le rend indispensable.

Jean-Michel Baylet a toujours été le champion du rassemblement mais la question reste entière : pour quoi faire ? Le slogan « Tous Contre Sarkozy » devenant « Tous Contre Barèges » ne suffit pas pour trouver une alternative à la politique de droite.

Sur le canton de Monclar de Quercy

Depuis longtemps ce canton n'avait pas eu un candidat PS. Cette fois Marie-Laure Laborie y conduit une bataille importante. L'inoubliable J-Paul Albert peut indiquer :

«S'agissant du président du conseil général, je l'ai dit, nos rapports sont devenus parfaitement confiants, dès lors que nous avons fini de nous connaître et de nous comprendre. Après une période épisodiquement nuageuse, la clarification est faite (…)

Le sujet majeur actuel pour notre canton est, bien sûr, celui de la pérennité de la communauté des communes du Quercy Vert. Nous venons de présenter notre projet au préfet, avec l'aval du président du Conseil général, qui m'a promis de l'appuyer, parce qu'il le mérite, pour peu que je puisse garder mon mandat au Conseil général. Ce projet privilégie le maintien de la communauté du Quercy Vert dans ses dimensions actuelles, montrant qu'elle a bien franchie le cap fatidique des 5000 habitants, et peut-

être élargie, si besoin, à trois petites communes limitrophes du Tarn et du Tarn et Garonne. Contrairement aux ragots colportés l'avant-veille du premier tour dans un article calomniateur, j'ai exclu, pour ma part, toute hypothèse de fusion avec Montauban ou Nègrepelisse ; sans relever l'allusion infâme à un invraisemblable rapprochement avec le quartier des Chaumes ! »

Donc, comme nous l'avons souvent écrit, les projets intercommunaux sont bien entre les mains du préfet, avec validation de Baylet. La nouvelle carte est bien en marche… et elle débouche sur la fonction de Conseiller territorial. Quand le maire de Monclar indique qu'il a passé le cap fatidique de 5000 habitants il confirme l'importance de ce cap.

Résultats :

M. Jean-Paul ALBERT (AUT)	960	53,04
Mme Marie-Laure LABORIE (SOC)	850	46,96

Le canton contre l'intercommunalité !

Que répond Marie-Laure Laborie ? Le même jour dans ***La Dépêche*** (25-03-2011), elle occupe la même place que son concurrent et indique en parlant de loi sur la réforme territoriale : «une loi qu'il faudra abroger en 2012 ». Marie-Laure Laborie se plaint : «il aurait fallu éviter il y a longtemps» la coupure du canton. Sait-elle d'où vient cette coupure ? En 1996 Nègrepelisse n'ayant pas voulu créer une intercommunalité pour garder le SIVOM, le canton de Monclar sauf Bruniquel, quitta le SIVOM et créa son intercommunalité. Quand en 2002 Nègrepelisse fit de même, le partage était fait. De toute

façon que proposer face au problème ? Le rattachement à Nègrepelisse comme Bruniquel ?

Là où Marie-Laure Laborie fait un faux pas c'est quand elle indique : « Jean-Paul Albert pense peut-être que, réélu encore une fois, il serait bien placé pour perdurer en 2014 comme conseiller territorial. » Elle admet tout d'un coup que la loi sera maintenue et si Jean-Paul Albert rêve du nouveau poste comment ne pas penser qu'elle a le même rêve ? Elle et la majorité des candidats éligibles de 2011 !

La bataille au sein de la gauche locale entre les deux tours n'avait comme raison que cet horizon. Car, le futur président du Conseil régional ne sera pas la tête de liste annoncée à l'avance, comme à présent, mais, sur le modèle du Conseil général actuel, le résultat d'un troisième tour après les élections territoriales aux situations variées.

Marie-Laure Laborie a finalement perdu de peu, et j'ai tendance à penser que la focalisation sur l'intercommunalité, au nom de la défense d'un canton dont tout le monde sait qu'il va disparaître, a fini par lui faire rater la marche.

Dommage, ce n'est pas cette fois qu'une femme fera son entrée au Conseil général.

Baylet à Falguières

Parfois les élections se suivent et se ressemblent mais, pour cette fois, pas à Falguières pour les cantonales de Montauban 1.

En 2004, dans ce canton, le PRG pensa en finir définitivement avec Roland Garrigues grâce à une campagne très vive de Thierry Deville passé depuis au

parti de Borloo. Battu à la mairie, au poste de député, Roland Garrigues était considéré comme politiquement fini. Sa victoire de 2004 renversa la série d'échecs précédents : Falguières, hameau de Montauban, a rappelé que son enfant vedette était toujours en course.

En 2011, Jean-Michel Baylet a fait le déplacement à Falguières dans l'ombre de Martin Malvy, pour soutenir les candidats du PS dont Roland Garrigues. Alain Baute en déduit dans La Dépêche : « La campagne a pris un coup d'accélérateur. » Quelle campagne ?

En réalité, les cantonales de 2011 ne sont qu'un jeu d'enfant par rapport à la date cruciale de 2014, et c'est cette campagne qui a pris un coup d'accélérateur.

A ce moment là, tout le monde a en tête le nouveau mode de scrutin sarkozyste pour les élections régionales. Les futurs conseillers territoriaux seront les représentants de supers cantons et certains ont beau crier contre la loi sur la réforme des collectivités territoriales, le PS ne dit jamais qu'il la remettra en cause, au contraire il travaille, avec le PRG en Tarn-et-Garonne, a un découpage qui lui soit le plus favorable possible.

Finalement avec l'arrivée au pouvoir de François Hollande il y a eu redécoupage des cantons mais non pour fusionner conseillers généraux et conseillers régionaux mais pour la parité.

M. Alain GABACH (UMP)	1 279	36,35
M. Roland GARRIGUES (SOC)	2 240	63,65

Surprise, Baylet élu président !

Une séance du Conseil général est un spectacle généralement doté d'un faible public. En ce 31 mars, la

salle était bien remplie pour assister à l'élection du président et ouvrir ainsi la saison 2011-2014. Il y manquera François Bonhomme dans le rôle du « méchant » mais la qualité du spectacle ne devrait pas s'en trouver réduite. Comme les présents le comprendront, la gestion du département, elle, est une activité d'importance, mais je ne peux parler ici que de la séance publique la seule à laquelle j'ai accès. Je me faisais un plaisir d'y revoir la peinture de Rosendo Li à la gloire du maïs, mais les énormes rénovations ont fait des murs, une « installation » aux couleurs changeantes, donc plus rien n'y est affiché. La peinture trouvera-t-elle une autre place ou va-t-elle rejoindre une quelconque cave ?

Raymond Massip en doyen

Après avoir souhaité la bienvenue aux élus et nouveaux élus et particulièrement Jacques Tabarly de Caussade, le président a laissé la place au doyen. Raymond Massip a rappelé qu'il est conseiller général depuis 1978 et, après les banalités convenues (encore un coup contre la réforme des collectivités territoriales), il a appelé le benjamin pour faire le secrétaire de séance. Tous les conseillers étaient assis dans l'ordre alphabétique ce qui fait que pendant quelques instants Baylet pouvait bavarder avec Bésiers. Mais Jean-Philippe Bésiers étant le benjamin il a fait l'appel puis Massip a demandé qui était candidat à la présidence. Le groupe PRG n'a pas laissé durer le suspens : il a proposé Jean-Michel Baylet qui a été élu avec 28 voix sur 30. Pendant le vote j'ai compté 8 élus sans cravate sur 30. On occupe son temps comme on peut. J'ai même lu un article du journal italien ***Il Corriere*** qui nous informe qu'à présent les

écrits, propos et images du pape sont protégés par les droits d'auteur !

Baylet en président

A son tour les paroles convenues n'ont pas manqué. J'étais là pour l'essentiel qui tient en une ligne : il y aura trois groupes, celui des radicaux et apparentés (15 membres), celui du Rassemblement pour le Tarn-et-Garonne (6 membres), celui du PS (7 membres). Vous faîtes l'opération et vous trouvez qu'il en reste deux qui sont des « isolés ». A ce mot, le conseiller général proche de Baylet a fait une petite grimace mais le président a insisté : « Je n'ai pas d'autre mot, des isolés ». Ce conseiller, le dernier alphabétiquement a alors demandé la parole pour s'expliquer et il a fait entendre quelques sous-entendus.

Viguié en cas à part

Léopold Viguié, le conseiller général de Caylus, est en effet un des deux isolés. Il emploie le terme officiel bien connu « non-inscrits », pour expliquer que la rumeur n'est qu'une rumeur. Sauf les initiés, personne ne saisit bien son propos. Il aurait souhaité qu'il y ait un groupe de la Majorité présidentielle du conseil général qui puisse regrouper tout le monde. Si le groupe PRG et le groupe « sans étiquette » s'étaient réunis alors il y aurait eu un bloc « centriste » donc ce ne fut pas possible. Bref, dans ces conditions, sans être un opposant à Baylet, il a préféré après réflexion, rester non inscrit. Pour mieux comprendre, il faut se souvenir que la Commission permanente de quatorze membres qui gère en réalité, est composée proportionnellement au poids des groupes. Donc la séance a été levée pour que les groupes donnent les noms de la commission permanente d'où viendront

les noms des candidats aux vice-présidences. Il était déjà pour moi, l'heure de rentrer donc ces éléments mis en place à l'abri des regards, je n'en parlerai que demain. Léopold Viguié aurait sans doute être membre de la commission permanente, ce que son groupe ordinaire (les sans étiquette) n'a pas souhaité lui accorder, Caylus étant le parent pauvre par rapport aux autres cas.

Bésiers n'a pas été repeint par Baylet

L'autre conseiller en marge est donc Jean-Philippe Bésiers, exclu du PRG, qui n'a pas été pris dans ce groupe, qui ne pouvait aller avec celui du PS, et que le groupe « sans étiquette » animé par Dagen le maire de Castelsarrasin ne pouvait davantage accepter. J-M Baylet a tenu sa promesse : « Ne croyez pas que je vais repeindre Jean-Philippe Bésiers de mes couleurs, s'il venait à l'emporter. »

Conclusion

Le 28 mars Baylet a crié victoire car il n'y avait plus d'UMP au Conseil général du Tarn-et-Garonne. Une façon de masquer son échec dans d'autres cantons. Brigitte Barèges en a déduit que « le système Baylet s'effrite ».

Le Tarn-et-Garonne se distingue par une faible présence de la droite au Conseil général mais aussi parmi les candidats. Avec les deux candidats montalbanais qui ne sont pas clairement UMP, il y a sept UMP seulement avec un sortant.

Le Tarn et Garonne se distingue par une forte présence des candidats sans étiquettes qui votent généralement avec JM Baylet quand ils sont élus mais ils le sont de moins en moins, le PRG réussissant à les remplacer.

Parmi les sortants il en reste deux Jean-Paul Albert et Jacques Roset qui a cette fois contre lui un candidat PRG.

Le terme de Sans Etiquette est un terme centriste qui peut aller des dissidents de droite au dissident du PRG qu'est Bésiers. Il est clair qu'avec deux SE issus de la droite contre P-A Lévi, il y a une opération contre Barèges. P. Poma a eu un soutien indirect de La Dépêche. La droite est très divisée dans les villes sauf à Castelsarrasin où elle présente Julie Lafourcade candidate PRG suppléante d'un PS en 2008 sur le canton de Saint-Nicolas de La Grave !

Sur Valence d'Agen Pompigne Mognard prend le relais de Jacques Briat l'ancien député qui a disparu de la vie politique.

Dernière observation, sur Grisolles la candidature du maire de Pompignan Alain Belloc, avec l'étiquette SE ne va pas faciliter celle de M-CL Nègre PRG, car il semble avoir le soutien de Baylet autant que la maire de Campsas, ayant été placé à la tête de l'association des maires concernant la LGV.

27 juin 2011

Conseil général : séance du 27 juin 2011

Séance comme partout consacrée d'abord aux comptes administratifs (315 millions d'euros en dépenses et 323 en recettes) avec quelques données éparses (la presse n'a pas accès au document gobal) dont nous pouvons retenir quelques éléments.

Côté social :

Pour le R.S.A. d'Avril 2010 à avril 2011, nous sommes passés en TetG de 5321 à 5545 allocataires comme quoi la misère avance plus ou moins rapidement. Cette

augmentation entraîne environ une augmentation de 2 millions d'euros pour le Conseil général.

Les recettes pour payer cette allocation correspondent à un reversement par l'Etat d'une part de la TIPP qui en 2004 couvrait 99% de la dépense et n'en couvre que 72%. J'appuie des deux mains l'observation récurrente du président Jean-Michel Baylet comme quoi l'autonomie des politiques départements dépend de plus en plus des reversements de l'Etat. Une décentralisation des compétences pour une centralisation des financements !

Côté A.P.A. le nombre d'allocataires reste autour de 6650.

Côté éducation :

La dépense est de 1544 euros par élève est la plus forte de Midi-Pyrénées loin devant le Conseil général de l'Ariège qui dépense seulement 328 euros par élève et devant la Haute Garonne qui dépense 1040 euros par élève. Il n'est pas niable que l'effort du Conseil général est constant en la matière mais comme tous les chiffres leur lecture peut se faire à plusieurs niveaux. Nous savons tous que l'Ariège est un département en perte de population, perte de jeunes donc il n'est pas nécessaire d'investir dans de nouveaux établissements. Pour la Haute-Garonne les établissements sont plus grands et donc la dépense par élève répartie différemment.

Côté LGV

A présent que Bordeaux-Tours est bouclé la discussion sur le financement de ce tronçon par le CG du 82 n'est plus à l'ordre du jour. Ainsi l'institution a économisé presque 8 millions d'euros, ce que l'a communauté d'agglomération de Montauban aurait pu faire ! La question n'a été évoquée que par l'embauche effective

d'un Monsieur LGV pour le Conseil général, à propos d'une ligne qui provoque « pas mal de nuisances » indique le président, des nuisances auxquelles sans doute il va falloir se faire pour arriver au but final.

Deux points spéciaux

J-M Baylet indique qu'il a accepté de financer la Maison Familiale d'Escatalens pour suivre le Conseil régional et les vœux du socialiste Jacques Moignard conseiller général du canton. De plus il indique que la nouvelle direction est à la hauteur de sa tâche.

Pour l'aide à l'agriculture il indique qu'il a été mal compris : il ne souhaite pas la création d'une nouvelle commission pour traiter le sujet mais seulement d'un nouveau fond spécial (sur le modèle du Conseil régional), les aides étant ainsi distribués plus rapidement par l'actuelle commission de l'agriculture.

Parmi les subventions aux associations nous noterons simplement (sans commentaires) qu'elle chute largement pour La Ligue de l'Enseignement F.O.L. 82 puisqu'elle tombe de 64 600 euros à 36 100 !

2012 – Un sursaut pour la baronnie ?

Très triste la victoire de la ministre Sylvia Pinel aux législatives de 2012. Elle gagne avec 60% des voix contre 40% au F.N. Un résultat à peine meilleur que celui de la socialiste Valérie Rabault dans l'autre circonscription alors qu'elle affrontait la maire UMP de Montauban.

Qui connaît l'adversaire de Sylvia Pinel ? Une invisible du F.N. qui passe de 17% au premier tour à 40% au second ! Une surprise ?

Dans la circonscription, la place qu'y occupe le F.N. est importante. Pourquoi faut-il que ce soit là qu'on ait eu aux dernières cantonales, à Moissac, le même cas de figure : un PRG face à la même candidate du FN ?

JMB s'évertue à diviser la droite comme il aime diviser le PS et d'autres, et le résultat est là : seul le FN se présente uni et marque des points. Avec cette suite inévitable : au second tour comme on l'a vu à Moissac en 2011, les électrices et les électeurs n'hésitent plus à signifier leur colère en acceptant de voter F.N. Dans les autres circonscriptions, le F.N. se retrouve au second tour, autour de 35% et à Moissac c'est 40 !

Sylvia Pinel va devoir laisser sa place au suppléant Jacques Moignard mais ce suppléant a déjà deux mandats donc il va devoir en laisser un, peut-être celui de maire de Montech qu'il a obtenu après une municipale partielle provoquée… par la division de la droite.

Résultat du 10/06/2012: I: 90.163, V: 56.048, E: 54.736. Dulac (FN), 10.517 (19,21%); Briat (DVD), 4.602 (8,41%); Reynes (FG-PCF), 2.992 (5,47%); De Vergnette (UMP), 9.576 (17,49%); Levieux (PP), 230 (0,42%); Pinel (PRG-PS-MDC), 22.942 (41,91%); Simonet (EELV), 1.923 (3,51%); Ventre (DLR), 367 (0,67%); Pla (ARC), 557 (1,02%); Damaggio (DVG), 502 (0,92%); Richard (NC), 268 (0,49%); Ratsimba (LO), 260 (0,48%).

Résultats du second tour :
Abstentions : 34.490 / 38,67%
Blanc/Nuls : 3.839
M.-Claude Dulac (FN) 20.417 /40,14
Sylvia Pinel (PRG-PS-MDC) /30.443 / 59,86

JMB : « Il y a pire que le FN »

Le PRG est d'une grande générosité : il donne quelques conseils pour lutter contre le FN.

Voici ce qu'écrit Alain Baute sur ***La Dépêche*** du 15 juin 2012 en rendant compte du dernier meeting de campagne de Sylvia Pinel :

> *« «Mais il y a pire que le Front national… » a martelé Jean-Michel Baylet, « ses complices sont encore plus dangereux ! », faisant référence à tous les candidats battus du premier tour qui n'ont pas donné de consignes de vote, « et d'autres, pas si loin, qui ne se cachent plus…* » [en référence à la position de Philippe de Vergnette correspondant à la position de son parti l'UMP].

Plus loin dans l'article, nous aurons la référence à l'appel de Jean-Jacques Boyer, porte-parole départemen-

tal d'EELV, comme à ceux du Front de gauche, du NPA et du Modem qui aurait appelé « à bloquer le FN avec le bulletin Sylvia Pinel… ».

Dans ***La Dépêche*** du 18 juin c'est Guy-Michel Empociello, élu conseiller général de Moissac, contre une candidate FN, qui nous indique :

> *« Sur Moissac, les positions du premier tour se sont figées au second pour Sylvia Pinel qui retrouve sensiblement toutes les voix de la gauche. C'est la confirmation qu'une droite faible et émiettée au premier tour, s'est portée massivement sur une candidature inconnue et une étiquette FN, qui une fois de plus, leur permet de masquer leur faiblesse et leur défaut de conviction républicaine. Cette situation appelle une réflexion politique pour un avenir mieux construit à gauche et la mise en place de digues plus solides de la part des démocrates de cette ville. »*

Voyons les chiffres :

Moissac deuxième tour. Inscrits 8818 ; Votants 3648 (41,37) ; Blancs ou nuls 426 (8,24). Sylvia Pinel 2636 et M-Cl Dulac (FN) 2108.

Au premier tour il y a eu sensiblement le même nombre de votants soit 3659. La gauche obtenait : 334 + 1902 + 222 + 16 + 27 = 2501. Donc en effet Sylvia Pinel rassemble à peine la gauche or il y a forcément dans cette gauche des personnes qui n'ont pas voté ou voté blanc, donc elle a aussi récupéré un peu de voix de droite.

Dulac (FN) avait eu 1076 voix et on peut ajouter celles de la droite : 363 + 955 ce qui donne au total : 2394. Il lui

en a manqué une partie. Le FN est passé de 20% à 40%. C'est un report de voix encore plus fort qu'en 2011 dans le canton de Moissac.

A en croire Empociello il faut espérer une droite plus unie et il faut entamer une réflexion. Cette réflexion peut commencer avec cette information du même journal :

> *« Le candidat officiel de l'UMP (Philippe de Vergnette) et l'ancien député (Jacques Briat) n'ont pas voté hier. »*

Est-il courant qu'on écrive sur un journal, l'abstention de deux électeurs ? Ou ces deux personnalités ont-elles préféré s'abstenir, pour éviter d'être accusé d'un vote FN ? On constate que les électeurs de droite ont été plus à droite que leurs chefs car eux ils ont voté FN !

Les maîtres de la situation, les maîtres des lieux, les responsables du département pensent que pour entamer une réflexion il faut surtout se pencher sur le cas des autres…

A propos d'unité de la droite, qui peut me citer un Conseil régional de France ayant connu une fracture de son groupe de droite ? Aujourd'hui M. Trémèges (l'UMP version Tarbes) fait moins que Brigitte Barèges (l'UMP version Montauban) et, eux qui se sont divisés au Conseil régional doivent noter que la droite qui gagne c'est la droite modérée de l'Aveyron, de Moudenc à Toulouse et d'une circonscription du Tarn.

2012 : Collin officialise sa rupture avec Baylet

Encore en juillet 2010 pour la remise de la médaille de Chevalier de la Légion d'honneur à l'ancien sénateur Jean Roger, Yvon Collin était le plus souriant sur la photo de la fête publié le 04/07/2010 par ***La Dépêche***.

On y trouve à côté de Jean Roger et son épouse Marie-Thérèse, Gérard Fénié (maire de Saint-Sardos), le sénateur Yvon Collin, son fils Denis Roger (maire et conseiller général de Verdun), sa petite-fille, Jean-Michel Baylet, Sylvia Pinel et le préfet Fabien Sudry.

Jean Roger est né le 30 septembre 1923 à Saint Sardos, où il a été vétérinaire puis conseiller municipal de 1970 à 1971 ; maire de 1971 à 2001 ; sénateur de mars 1984 à septembre 1995 ; membre suppléant du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale ; conseiller régional de 1985 à 1987 ; conseiller général du canton de Verdun (en remplacement de Marius Granié) de mars 1970 à mars 1994).

Puis en 2012, Yvon Collin envoie aux élus cette lettre :

A Jean-Michel Baylet

Président du Conseil général du Tarn et Garonne

Montauban le 4 septembre 2012

Monsieur le président

Depuis quelques mois de nombreuses personnalités élues du département me font part de leur étonnement de

mon absence à certaines manifestations placées sous votre haute présidence.

Ils évoquent notamment les vœux de fin d'année, la fête des sports et plus récemment le rendez-vous de la rentrée des maires de Tarn-et-Garonne.

Leur étonnement est d'autant plus grand que chacun d'eux a pu remarquer la présence de la nouvelle député Valérie Rabault aux deux dernières manifestations.

Chacun d'entre nous connaît votre attachement aux principes de tolérance et votre référence récurrente à la laïcité, valeur que vous aimez rappeler régulièrement dans tous vos discours.

Puis-je me permettre de vous rappeler que ce dernier principe invite à la neutralité dans nos institutions ?

En l'espèce, les collectivités locales sont au service de tous les Tarn-et-Garonnais et Tarn-et-Garonnaises et ne sont la propriété d'aucun d'entre nous.

C'est pourquoi, sachant que vous œuvrez toujours dans un esprit républicain et s'agissant des rendez-vous engageant les deniers publics, c'est-à-dire notre bien commun, je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître les raisons pour lesquelles je suis systématiquement exclu de ces rendez-vous ?

De plus je vous informe que j'ai saisi officiellement, par mails à plusieurs reprises, Monsieur Serge Berrier, directeur de cabinet au Conseil général pour lui faire part de cette situation.

Je n'ai à ce jour reçu aucune réponse à ces messages réitérés. Dans l'attente de votre réponse, je vous prie de croire, Monsieur le président, à l'assurance de mes salutations distinguées.

Yvon Collin

2014 – La baronnie s'étiole

Le cas Montauban

Les municipales à Montauban vont être au cœur de la bataille politique. Cette fois il s'agit d'éliminer Brigitte Barèges et ***La Dépêche*** va, plus que jamais frapper très fort, aussi, grâce à son l'élégance qui lui est chère nous lisons :

«La Ville de Montauban reste son dernier os à ronger.».

Gérer une ville c'est un os à ronger ? La députée PS qui est seulement députée a un seul os à ronger ? Quant à Baylet c'est vrai, à ce jeu, il doit friser l'indigestion !

En effet, Brigitte Barèges n'est plus députée, elle a été isolée dans la région après son échec aux régionales de 2010 donc il lui reste la mairie de Montauban. Un échec signerait sa fin !

Un des axes classiques de J-M Baylet s'appelle « susciter la division de la droite », stratégie qui lui a réussi pendant des années mais qui devient une ficelle un peu trop grosse. Le MODEM 82, par la plume de Thierry Faget a été obligé de répondre à de multiples reprises aux mensonges de ***La Dépêche***. Ce fut encore le cas dans le ***Petit Journal du 22 mars !***

Pourquoi fallait-il faire croire que le Modem était derrière la gauche ? Pour montrer que Barèges était source de divisions qu'en fait ***La Dépêche*** ne faisait qu'inventer !

Pour une phrase mise en dehors du contexte, au sujet d'un élu et candidat noir (quand le PS et le PRG local ont-ils eu des candidats de couleur sur leur liste ?) le dénigrement est devenu même national. Peine perdue.

L'autre axe plus nouveau est le clin d'œil adressé au FN. Comme nous avons pu le vérifier, sur ce point Baylet ne fait que continuer les exploits de son ami Mitterrand : profiter du FN pour battre la droite. Sauf qu'en 2002 c'est le PS qui fut victime de cette stratégie…

Donc en 2014 sous prétexte d'objectivité la parole est donnée chaque jour sur ***La Dépêche***, aux quatre listes de candidats sur une même place pour développer les programmes. Le FN au même rang que les autres !

Peine perdue. Mais la peine a surtout été perdue ailleurs.

La prime aux sortants reste très forte au moment des municipales… surtout quand les sortants n'ont pas d'opposants comme ce fut le cas dans la moitié des communes du Tarn-et-Garonne. Il y a cependant des conseillers généraux qui créent d'autant plus la surprise que le lecteur de ***La Dépêche*** pensait que le Tarn-et-Garonne, en dehors de Montauban et Moissac, était très tranquille.

Jean Cambon battu à Nègrepelisse, Denis Roger battu à Verdun sur Garonne, Guy Hébral à Molières, Raymond Massip à Montpezat tout comme Bernard Dagen à Castelsarrasin et Pierre Guillamat à Moissac. Autant d'échecs qui s'ajoutent à ceux de Roland Garrigues, G. Descazeaux et Cl. Mouchard à Montauban.

Bien sûr il y a les imbattables : Francis Garrigues à Lavit (pas d'opposants), Jean-Michel Baylet à Montjoi (pas d'opposants), Etienne Astoul à Villebrumier (pas d'opposants), Jean Lavabre à Montaigu (pas d'opposants), J-L Deprince à Beaumont, Joël Capayrou à Saint-Nicolas de La Grave, Jacques Tabarly à Septfonds, Jean-Paul Albert à Monclar, Patrick Marty à Grisolles.

Quelques conseillers généraux n'étaient pas candidats : Jean-Paul Raynal, Dominique Sardeing-Rodriguez, Jean-Pierre Quéreilhac, Jacques Roset, Léopold Viguié.

Cette diversité de situation est inquiétante par J-M Baylet car tous les nouveaux élus ne vont peut-être pas se précipiter pour voter pour lui aux prochaines élections sénatoriales.

C'est encore à Castelsarrasin que la stratégie de « gauche » de J-M Baylet se distingue le mieux.

La liste du maire sortant Dagen soutien de la candidate PRG, Sylvia Pinel, aux dernières cantonales continue l'alliance avec le délégué local de l'UMP. Depuis son élection Dagen joue la carte d'un centre droit pouvant être centre gauche, avec la bénédiction du président du conseil général, qui lui confie sans hésiter et depuis longtemps, la commission des finances dont chacun sait le rôle stratégique.

La liste Bésiers, déjà présente la dernière fois, sauf que depuis, le dissident PRG est devenu conseiller général contre l'actuelle ministre Sylvia Pinel. Comme quoi le soutien du maire et de La Dépêche, n'a pas été

d'une grande efficacité, soutien pouvant aller du porte à porte aux interventions en réunion publiques.

La liste Granié (membre du PRG) remplace la liste Malphettes (PS) de la dernière fois (sauf qu'il n'est pas inutile d'observer le changement de parti pour la tête de liste) où nous trouvons, divers citoyens, et le PCF sous prétexte qu'ainsi, le maire sortant peut être battu.

Loin des questions de personne, de dynamisme des listes, de programmes plus ou plus audacieux, les élections municipales s'appuient sur des constantes historiques. Je pensais le maire sortant réélu que comme au départ (en 1989) il s'appuie sur la division des adversaires. En 2008, au second tour il y a eu une triangulaire et nous repartons cette fois encore pour une triangulaire qui ne dérangera pas J-M Baylet pour qui la réélection de Dagen permettra surtout de préparer un avenir à son ami Monsieur Granié (pour le conseil général en 2015 où Dagen ne sera pas candidat) et la mairie (en 2020), son jeune âge le lui permettant. Ce n'est pas un procès d'intention, c'est la nature même de la politique où une candidature en appelle une autre. Que la liste Granié espère la conquête de la mairie est normal. Que l'observateur que je suis en doute, au vu de l'histoire, est tout aussi normal. Monsieur Bésiers est lui aussi assez jeune pour espérer être là en 2020.

Bilan au second tour la liste Granié pouvait se maintenir et décida de se maintenir mais, miracle, la liste n'a pas été déposée à la sous-préfecture !

Manœuvre grave car elle prive cette liste de représentants au Conseil municipal, et manœuvre inutile

car Dagen a cependant été très largement battu. Le PCF, au lieu de chercher à faire une liste autonome, Front de Gauche a tout perdu. Et Baylet avec, qui est derrière le choix d'abandonner Granié pour sauver Dagen.

Leçons de cette histoire :

Les candidats à une élection devraient être obligés de rendre compte publiquement d'une campagne électorale après les résultats car les citoyens ont leur mot à dire par le vote mais aussi après le vote. Donc je me réjouis des deux textes des « NOUVELLES de CASTELSARRASIN : PCF —FRONT de GAUCHE Supplément des Nouvelles de Tarn-et-Garonne n° 443 - AVRIL - MAI 2014 »

Les documents

RÉFLEXIONS: les ÉLECTIONS MUNICIPALES.

Si elles nous laissent un goût amer, étant donné l'implication de tous, et particulièrement des camarades Communistes et Front de gauche, dans l'élaboration d'un programme raisonnable mais novateur, les raisons en sont multiples et ne se résument pas à l'absence de notre liste au second tour. Bien sûr, elle nous prive pour la première fois depuis 1977 d'une représentation au conseil municipal permettant d'y jouer au moins un rôle de veille à l'égard des décisions prises, et éventuellement d'y faire entendre la voix des 18% d'électeurs qui nous avaient fait confiance. Nous tâcherons de suivre les travaux du conseil municipal et vous invitons à nous rejoindre pour assister aux réunions selon vos disponibilités.

Mais plus décevant, c'est la faiblesse du score obtenu par notre liste qui nous interroge

•Une liste constituée sur la base d'un rassemblement de militants de gauche, la seule déclarée publiquement à gauche en dépit d'un contexte défavorable.

• Une liste menée par un candidat PRG soupçonné, par certains acteurs mal-intentionnés, d'être l'émissaire du Président du Conseil Général ; à souligner que nous n'avons bénéficié d'aucun soutien de sa part

• Une campagne de dénigrement à l'égard de Pascal Granié, allant de la rumeur jusqu'à la diffamation, à travers des lettres (ou tracts) anonymes, et témoignant d'un sentiment de haine injustifiée, une campagne indigne qui déshonore ses auteurs ... Une telle bassesse est attristante et révèle une absence navrante d'arguments politiques et de respect humain. F. Tardin

MUNICIPALES : VIVE L'APOLITSME ! LA DROITE A DISPARU…

Face à la liste d'union bien étiquetée PC - PS - PRG il n'y avait que des apolitiques. Plus de FN, plus d'UMP, plus de Centristes, bref plus de droite !!!

Malheureusement, les électeurs castelsarrasinois n'ont pas sanctionné ces dérives permettant de petits arrangements politicards - sous la houlette de J-M Baylet? - ou avec sa bénédiction ? - qui compte plus que jamais sur les deux conseillers généraux locaux pour conforter sa majorité départementale.

Quoiqu'il en soit, la municipalité apolitiquement élue de M. Bésiers va devoir mettre son apolitisme en œuvre,

• pour la mise en application de la loi sur les rythmes scolaires.

• pour l'élaboration d'un budget amputé de dotations d'Etat.

• pour faire face à l'augmentation de la délinquance.

• pour réduire l'impact de l'implantation de la LGV

Ainsi Castelsarrasin serait une bulle où la politique n'existerait pas ! ! Même pas celle où le pouvoir d'achat des plus pauvres devient critique, où les maisons de retraite (quand il y a de la place) sont des taudis, où les entreprises ferment ou délocalisent, où les emplois de l'agriculture sont réservés aux européens (polonais, espagnols ...) parce qu'ils reviennent moins cher, où le monde sportif consacre plus d'énergie à boucler son budget qu'à donner vie au club... AH !!! Quel mauvais esprit ont ces communistes qui ramènent tout à la politique !!! » Michel Bertrand

Mes commentaires

1) **« La faiblesse du score obtenu par notre liste »** : ce score est d'autant plus faible que les espérances étaient grandes. Granié se voyait maire.

2) Car on aurait fait passer le tête de liste pour « **l'émissaire du Président du Conseil Général »** ? Les liens anciens entre Pascal Granié et Jean-Michel Baylet n'étant un secret pour personne (c'est d'ailleurs le mérite de la clarté politique de la liste) et ce président ne pouvant se désintéresser du sort politique de la deuxième ville de «son» département, il n'y a aucun mal à penser que Baylet a joué son rôle (d'ailleurs le deuxième article ci-dessous en fait mention).

3) Car **« Une campagne de dénigrement à l'égard de Pascal Granié »** : si le dénigrement avait influé sur le résultat alors la liste de J-P Bésiers aurait fait moins de 10 %. S'il y a eu un homme dénigré ce fut bien lui.

4) Les raisons de l'amertume **« ne se résument pas à l'absence de notre liste au second tour »**. Là j'ai cru m'étrangler, à a lecture, à partir du moment où nulle part le journal n'explique ce coup de théâtre qui incite… à dénigrer Pascal Granié ! A qui veut-on faire croire que le dépôt de la liste est arrivé trop tard ? Cette explication ridicule prive 18% de l'électorat de toute représentation municipale ! Pour aller jouer les spectateurs pendant les séances du Conseil ? Qui peut me citer une liste qui a fait 18% et s'est retiré purement et simplement ?

5) On y apprend que Bésiers va avoir du mal à **« réduire l'impact de l'implantation de la LGV »** car nous en sommes toujours à ce vision fausse du sujet : et Granié aurait été plus fort sur ce point en obtenant une gare à Castelsarrasin ?

6) Les élections cantonales de 2011 avaient annoncé les évolutions de l'électorat, sur une partie de la commune, avec le succès énorme de Bésiers contre Sylvia Pinel. Les municipales ont confirmé le rejet d'une forme de politique, rejet dont la liste Granié a fait les frais car elle n'a pas osé proposer une stratégie claire : dire qu'on veut battre Dagen sans proposer, dès le départ, un accord de second tour avec la liste Bésiers, c'était incohérent. Mais j'en conviens cette incohérence n'est pas la seule raison de l'échec.

2014 : La réserve parlementaire de J-M Baylet

Cette question me sidère à plus d'un titre. Par l'existence de cette survivance cachée de la féodalité. Par la lutte d'un homme et de son association qui ont réussi à faire céder l'Etat ! Non ce n'est pas un parti politique, un syndicat, un journaliste ou toute autre structure de talent qui a gagné face à l'Etat mais un simple citoyen prof de match de son état. Tous les journaux reprendront sans vergogne les informations qu'ils ne se sont pas allés chercher !

Je salue avec admiration Monsieur Lebreton ! D'un côté il y a ceux qui passent leur temps à discuter de démocratie directe et de l'autre un homme qui passe à l'action avec opiniâtreté sur un point précis ! Non je ne suis pas tout d'un coup un naïf : il manque une partie de la réserve parlementaire, l'argent versé aux associations.

http://www.pour-une-democratie-directe.fr/

Bref, sur le site de l'association vous trouverez tous les documents en question. Nous reprenons ici les seuls cadeaux affichés de Jean-Michel Baylet. La première somme est le coût total et la deuxième la somme allouée.

BOURRET 82 : la restauration de la chapelle Notre-Dame des Gabachoux, 84 703,98 € / 15 000 €

CASTELMAYRAN 82 la restructuration de l'école primaire 42 840,00 € / 5 000 €

Com. de communes du Terroir de Grisolles et Villebrumier : Aménagement de la Maison de l'intercommunalité (1ère tranche) 1 088 576,43 € / 20 000 €

DONZAC : l'aménagement et l'éclairage du site de loisirs du "Lac des Sources" 23 165,25 € / 11 582 €

GRAMONT : la réhabilitation et l'extension de la salle des fêtes, la rénovation de bornes en pierre, la réfection de la rue du Château et d'un mur de clôture et l'aménagement de l'entrée du village : 312 420,00 € / 10 618 €

LE CAUSE : Aménagement du bourg (2ème tranche) 112 518,25 € / 10 000 €

SAINT-PROJET Restauration des vitraux de l'église et l'assainissement du mur de la rosace 22498,81 € /7 800€

SAINT-SARDOS : le busage du chemin de Naudin et de l'avenue du Lac 35 861,85 € / 10 000 €

SAINT-VINCENT-LESPINASSE : la construction d'une salle polyvalente 522 449,34 € / 10 000 € l

VIGUERON : Réfection du mur du cimetière, la restauration de l'église et la rénovation et l'extension de la salle des fêtes 282 500,00 € / 10 000 €

VILLEMADE : Rénovation et la mise aux normes de la salle des fêtes 448 130,00 € / 20 000 €

Total 130 00 euros pour l'année 2013. Et il est sénateur depuis tant d'années…

Yvon Collin, l'autre sénateur, a distribué 254 976 euros. Jean-Michel Baylet aurait-il eu une réserve plus faible ou alors a-t-il donné beaucoup à des associations ?

Je me souviens d'un Conseiller régional (un vice-président) sortant son carnet de chèques pour une association et le don a été rapide : pas de justificatif et pas de longue attente avant d'avoir l'argent ! Il est temps de sortir de ce clientélisme d'un autre âge !

Ci-dessous le document sur une autre période.

Réserve parlementaire du sénateur J-M Baylet

Bénéficiaire	Montant en €	Nature	année
Bessens	8000	Rénovation salle des fêtes	2010
Bourret	14 998	NotreDamedes Gabachoux	2011
Caumont	19 784	Assainir centre bourg	2010
Comberouger	9480	Station d'épuration	2012
Montaigu	5000	Maison de santé	2010
Ginals	5649	Mairie, salle de réunion	2010
Gramont	5462	Salle des fêtes, réfection rue du château	2011
Le Causé	10 000	Aménagement du Bourg (2éme tranche)	2011
Les Barthes	5000	Aménager cœur du village	2012
Montbeton	10 902	Aménagement chemins piétonniers	2010
Montgaillard	3345	Restauration peintures murales église	2012
Montjoi	20 000	Maison d'accueil à vocation touristique	2010
St Amans Pech	124	Rénovation école et salle des fêtes	2012
St Projet	7800	Restauration vitraux église	2011

Réserve parlementaire du sénateur Yvon Collin

Bénéficiaire	Montant en €	Nature	année
Brassac	2000	Véhicule utilitaire	2013
Castanet	32 097	Réhabilitation presbytère Cujoul	2012
Comberouger	5286	Aménagement préau	2008
Com.lomagne	18 899	Ouvrage d'art Lavit et Puygaillard	2012
Monclar	27 386	Crèche multi-accueil	2011
Cumont	10 000	Réfection chemin n° 107	2012
Espinas	10 000	Accès au château de cas	2012
Feneyrols	9668	Traversée du bourg	2013
Garganvillar	5000	Pompes de relevage assainissement	2013
Labarthe	10000	Couverture boulodrome	2012
Lauzerte	30 000	Vestiaire au stade	2008
Loze	3000	Colombarium	2012
Nègrepelisse	2078	Végétaux parc de Lauzel	2011
Reyniès	6000	Climatisation classe	2012
Saint-Aignan	11 310	Restructurer centre bourg	2010
St Etienne	11 174	Aménage. complexe sportif	2007
StJeanBouzet	2898	Refaire log. Communal	2011
Septfonds	39 107	Salle des fêtes, préau, économie énergie	2011
Verdun	8185	Stationnement centre ville	2010

2014 : Baylet n'est plus sénateur

Voici donc le bulletin perdant en image. Jean-Michel Baylet a tenu à unir son sort et celui du deuxième candidat sénateur en forçant ainsi la main du grand électeur incité à prendre un seul bulletin pour deux votes. Or tous les autres candidats étaient avec leurs propres bulletins permettant ainsi les combinaisons possibles : EELV+FdeG par exemple, ou Collin+EELV etc… Certains ont voté Baylet+Collin !

Bilan, à lier les deux noms, l'effet a été inverse aux prévisions : le deuxième candidat, malgré son titre de président de l'association des maires, a tiré Jean-Michel Baylet vers le bas ! Ce dernier s'est pris à son propre piège : il n'a pas vu que Labruyère ne tenait en rien sa notoriété de son action propre mais seulement du fait d'être le serviteur zélé de son maître.

Autre question technique : Etienne Astoul a envoyé aux Grands Electeurs début août, une lettre où il laisse entendre qu'il va être candidat pour le PS (en fait, il ne le sera pas suite au remaniement ministériel) aussi nous en revenons au face à face PS/PRG ! (voir en document).

Bien sûr, l'échec n'est pas un échec technique car si J-M Baylet avait su apprécier la situation, il aurait choisi comme candidat n°2… Etienne Astoul. Mais fort de l'appui du PS national qui accepte le fait que le PRG puisse décider des deux candidats PRG, Baylet est allé à la défaite, les deux pieds en avant. De son côté Etienne Astoul a eu beau annoncer « une autre vision de la politique », elle ne sera jamais très différente de celle de Baylet lui-même. Comme toujours, il n'y a qu'une place

pour deux, sauf que comme toujours Baylet veut toutes les places possibles. Il n'en a eu aucune !

Résultats sénatoriales TetG en 2014

Sénateurs sortants :
M. Jean-Michel BAYLET (RDSE)
M. Yvon COLLIN (RDSE)
Premier tour et Second tour (en gras)
Nombre d'électeurs inscrits..... 727 **727**
(612 inscrit en 2004)
Nombre d'abstentions..... 1 **1**
Nombre de votants.....726 **726**
Nombre de bulletins blancs..... 2 **5**
Nombre de bulletins nuls..... 2 7
Nombre de suffrages exprimés.... 72 **714**
Majorité absolue..... 362

Thierry VIALLON Marie-Claude DULAC FN : 38, **13**
Jean-Louis MATHARAN, M-F LONGAGNE DVG : 44, **14**
Michel DE GRANDE, Corinne GOMBAO VIRCHENAUD UDI : 40
Yvon COLLIN, Marie-Josèphe DAUCH DVG : 404
(365 voix en 2004)
Pierre VERDIER, Stéphanie RAISSEGUIER DLR : 2
M-C BOUYSSI, M. David PELLICER, FG : 34
(moyenne de 27 voix en 2004)
F. BONHOMME, Jacqueline TONIN DVD : 317, **363**
J-M. BAYLET, Dominique SALOMON RDG : 270, **295**
(354 voix en 2004)
Francis LABRUYÈRE, Françoise PIZZINI RDG : 183
Annie BONNEFONT M. Alain JEAN VEC : 33, **29**

Que s'est-il passé dans le monde si calme et si stable des grand électeurs ?

Pour Jean-Michel Baylet et son serviteur Alain Baute de ***La Dépêche du Midi***, il n'y a que des méchants qui se sont unis de manière incohérente pour en finir avec le pouvoir de Baylet.

En matière d'incohérence le PRG a été pourtant champion comme nous le constatons au fil de ces pages à moins qu'il appelle cohérence, le fait de s'allier avec le PS pour battre la droite et avec la droite pour battre le PS.

Bref, le FdeG, Les Verts qui ont osé se maintenir au second tour, le PS, la droite, tous des coupables mais surtout pas le PRG !

Sans le citer, on devine que le dossier spécial du numéro de l'Express paru juste avant le scrutin, est aussi un des coupables, or la défaite remonte à beaucoup plus loin et sans lien avec les partis cités quand on se souvient que les grands électeurs sont le produit d'élections précédentes, cantonales et municipales !

Loin de tenir compte des avertissements précédents, J-M Baylet a continué d'être plus gourmand que jamais.

Il a voulu conserver les deux postes de sénateur pensant que l'appui de la direction nationale du PS valait plus que tout, or il aurait dû se souvenir que l'appui national du PS en 1986 avait conduit à sa première défaite mémorable. Pour s'en relever il s'est entouré de personnages capables, compétents et presque aussi travailleurs que lui. Entre le n°2 de l'époque, Yvon Collin, et le n°2 de 2014, Francis Labruyère c'est la nuit et le jour ! Fait peut-être inévitable chez TOUS les hommes

politiques : à force d'exercer le pouvoir ils font le vide autour d'eux, de crainte de voir naître des concurrents ! Mais JMB peut-il laisser de côté les courtisans !

Si le couple des candidats aux sénatoriales avaient été Baylet-Astoul donc une alliance à égalité entre PRG et PS, les résultats auraient été différents ! Même si Baylet et Astoul c'est bonnet blanc et blanc bonnet, ce partage du pouvoir pouvait laisser espérer des changements de méthodes.

Le maintien au second tour du FN est naturel mais que les Verts fassent de même c'est un élément majeur que les résultats éclairent.

Le FN passe de 38 à 13 comme quoi ses électeurs ont souhaité au second tour battre Baylet. Le score de 38 est cependant très important (7 voix en 2004 !)

Les Verts passent eux de 33 à 29 donc l'idée de sauver Baylet a été faible. Bien sûr ce maintien n'avait aucune conséquence sur le résultat quand, dès le premier tour, avec 270 voix seulement, Baylet était déjà largement battu. Le choix des Verts a dont été très partagé par ses électeurs mais peut-être quelques voix du FdeG sont venues masquer des pertes écologistes. Car bien sûr, au second tour le PCF s'est désisté pour Baylet.

Si Baylet retient de son échec qu'il devra être encore plus dur avec les autres partis, il continuera de signer son arrêt de mort.

Dans ce nouveau contexte les forces de l'émancipation vont-elles profiter de l'effondrement du féodal pour mieux se faire entendre ? J'avais tenté quelques conseils comme éviter que seule la droite en tire bénéfice : qu'un appel soit lancé sans attendre à tous les citoyens pleins de

bonne volonté pour que les dites élections soient préparées dans le cadre d'un débat public très ouvert parmi les forces du FdeG et celles des Verts.

Mais comme je le craignais tout s'est fait dans les couloirs et, au dernier moment, au nom de l'urgence, on a eu droit à du n'importe quoi, un éclatement dans tous les sens, rendant invisibles les forces de progrès.

Inversement, la possibilité incroyable de battre Baylet a soudé la droite et le centre qui, pourtant n'avaient aucun élu au Conseil général, du moins aucun élu désireux d'aller à l'affrontement avec le seigneur qui croyait encore en son étoile.

2015 : Baylet perd le Conseil général

Encore une fois, la baronnie longuement mise en place est remise en cause par un nouveau mode de scrutin voté par les socialistes… et JMB ! En renouvelant d'un coup, TOUS les postes de Conseillers généraux, JMB n'a pas eu le temps de voir venir et d'ajuster le tir en fonction des situations. De plus la mise en place des binômes a élimé d'office la moitié des sortants tous masculins et qui vont donc s'affronter car, nouvelle vérification, la politique est plus une bataille pour les places que pour les idées.

Le mode de scrutin n'explique cependant pas tout quand on se souvient que pour le sénatoriales, JMB a été battu avec un mode de scrutin maintenu.

La campagne révèle que seul le Front nationale pouvait « sauver » Baylet. Les gouvernements socialistes conduisent à chaque fois les socialistes à la défaite, ce qui est un paradoxe pour les un et une évidence pour les autres. Un paradoxe car les socialistes sont supposés faire une politique en faveur de la majorité alors que la droite la fait pour les intérêts des puissants qui sont minoritaires. Une évidence car les socialistes n'osent pas affronter les puissants pour changer vraiment la politique.

Cependant, la droite déconsidérée n'a pas le vent en poupe d'où la solution retenue de plus en plus par des électrices et électeurs, le vote FN. En Tarn-et-Garonne département fortement FN dans une zone, le Sud-ouest pourtant moins FN que la moyenne, ***La Dépêche*** a choisi pendant longtemps de faire comme si cette extrême-droite n'existait pas jusqu'en 2011 et 2012 comme nous l'avons déjà noté, quand elle a trouvé quelques bénéfices à soutenir le parti d'extrême-droite.

En 2015, c'est carrément un appel au secours adressé au FN dont les autorités nationales du PS et du PRG disent qu'il faut à tout prix le battre par le moyen du front républicain !

Pendant l'entre deux tours donc, ***La Dépêche*** qui frappe toujours un grand coup à ce moment-là publie ce communiqué… du FN le vendredi 27 mars :

« Lettre ouverte du Front National à l'UMP-UDI

Madame Barèges, Messieurs Lévi et Gallérani, il est temps de dire la vérité aux Montalbanais et de faire tomber les masques. Durant cette campagne électorale vous avez été étrangement silencieux sur les 6 points suivants. Pouvez-vous nous éclairer et au-delà faire savoir aux Montalbanais votre position commune ?

1/ Où en est le projet de construction d'une mosquée sur le terrain entre canton 1 et canton 2, chemin de Matras ?

2/ Où en est le projet de déplacement du marché des producteurs lié à la construction d'un centre de congrès pharaonique et coûteux ?

3/ Si vous étiez élue Madame, ferez-vous valser les directeurs de cabinet, les directeurs généraux, les directeurs de service, comme vous le faites actuellement dans votre mairie de Montauban ?

4/ Si le Conseil d'Etat confirme votre inéligibilité Madame, qui sera votre successeur à la ville de Montauban : Mr Lévi ? Mr Deville ?

5/ Si d'aventure vous étiez élue présidente, auriez-vous le même comportement de «petit caporal» qu'à la mairie de Montauban dans vos prises de décisions ?

6/ Dans les mêmes conditions Madame, ayant déjà chauffeur et voiture à la mairie, vous octroierez-vous la même chose au Département ?»

Déjà à l'émission télé de France 3 sur les municipales Thierry Viallon du FN avait réservé quelques piques contre Madame Barèges et Madame Bouyssi (Front de Gauche) mais rien contre Baylet !

Ce texte du FN visait l'électorat montalbanais car là pouvait se jouer la présidence. Mais Baylet avait fait un mauvais calcul car tout se jouait **dans le canton de Christian Astruc !**

En 2008 dans le canton d'Auvillar sur 3 626 inscrits, 78% votent alors qu'il n'y a qu'un seul candidat, Christian Astruc, qui obtient 2 586 voix, un record. Ils sont cependant 253 (9,3%) à s'être déplacés pour voter blanc.

Au même moment dans le canton de St Nicolas (pour l'essentiel il va être rattaché à celui d'Auvillar), où Robert Descazeaux le sortant socialiste ne se représente pas, Joël Capayrou soutenu par Baylet arrive deuxième, derrière le candidat du PS. Pas de «discipline républicaine» car il espère se faire élire avec les voix de la droite et celles du dissident PS appuyé aussi par Baylet. En échange, ce dissident aura l'appui du PRG au poste de président de l'intercommunalité. Au second tour Capayrou obtient 1732 voix et le candidat PS 1666. Pour 66 voix le candidat PRG bat le candidat PS élu cependant de justesse (en guise de revanche) au poste de président de l'intercommunalité. Encore un canton PS qui passe au PRG. Ce secteur avait eu trois conseillers généraux PS : Lavit, Beaumont, Saint-Nicolas.

Pour 66 voix, Jean-Marie Bence (PS) aurait pu être élu conseiller général (dessin de Jean Brun).

Les trois ont subi des attaques en règle du PRG.

Avec le nouveau découpage l'essentiel des cantons de Lavit, Saint-Nicolas et Auvillar est regroupé. Donc trois conseillers généraux sortants y sont en concurrence.

Francis Garrigues le maire de Lavit est depuis longtemps "maltraité" par Baylet car il est le président de l'intercommunalité Beaumont-Lavit (en 2014 au bénéfice de l'âge) qui pour Baylet serait mieux dans les bras de son ami Jean-Luc Deprince maire de Beaumont.

Voici la présentation «objective» des candidats du canton faite par ***La Dépêche*** :

"Le radical Joël Capayrou très impliqué dans et pour le monde agricole conduit une liste solide. Il est épaulé par Olivier Renaud maire d'Auvillar, jusqu'alors chef lieu du canton du même nom. Il fait équipe avec Sylvie Lacan, une élue de Donzac reconnue dans le secteur rural, supplée par Hélène Touges, conseillère municipale de Castelmayran, investie dans les affaires sociales. Francis Garrigues s'aligne avec la maire de Malause, Marie-Bernard Maerten. Il revendique à haute voix le soutien de leur candidature par l'UMP. Christian Astruc maire de Dunes se présente avec Maire-José Mauriège, retraitée Nicolaïte..."

Résultats :

Premier tour : Participation : 63,41 %

Christian ASTRUC - Marie-José MAURIEGE Divers gauche 27,98 % **1 679** votes

Raymonde LAFON - Daniel AKERMANN Front National 22,55 % **1 353** votes

Sylvie LACAN - Joël CAPAYROU Parti radical de gauche 21,28 % **1 277** votes

Francis GARRIGUES - Marie-Bernard MAERTEN Divers droite 20,15 % 1 209 votes

Michel ARQUIER - Dominique PIEDOUE Front de Gauche 4,27 % 256 votes

Xavier ROUSSEAUX - Nadine GREPIN Europe Écologie - Les Verts 3,78 % 227 votes

Votes blancs 1,86 % 116 ; Votes nuls 1,75 % 109/.

Deuxième tour : Participation : 63,36 %

Marie-José MAURIEGE - Christian ASTRUC Divers gauche Elu 44,22 % 2 621 votes

Sylvie LACAN - Joël CAPAYROU Parti radical de gauche 31,16 % 1 847 votes

Raymonde LAFON - Daniel AKERMANN Front National 24,62 % 1 459 votes

Votes blancs 3,14 % 195 votes Votes nuls 1,48 %9 2 votes

Dans cette triangulaire l'électorat FN récupère seulement 100 voix alors qu'il n'y a plus de candidat de droite. Je pensais que la moitié des électeurs de Francis Garrigues (17 voix de plus et il se mainenait), se reporterait sur le FN. Autre surprise, avec presque une même participation les votes blancs et nuls augmentent peu.

Christian Astruc l'emporte clairement.

Dans le découpage des cantons, la commune de Dunes aurait très bien pu se trouver dans le canton de Baylet et

là la bataille aurait sans doute été très dure pour Astruc. Mais Baylet n'aurait pas été élu au premier tour… La vie d'une baronnie tient parfois à un fil !

Qui le 2 avril 2015 allait être élu président ?

Baylet a souvent été élu président du Conseil général avec les voix de droite. Son remplaçant a bien appris la leçon : il fera pareil ! Sauf qu'il lui faudra un courage à toute épreuve face au baron ! Il sera soutenu par le doyen Léopold Viguié, depuis longtemps conseiller général de Caylus, membre connu de la droite modérée, qui dans un discours introductif a su dire l'essentiel : « Depuis ma réélection j'ai subi des choses que je n'aurais jamais dû subir. » Et cette autre mot : « libre d'être libre ».

Pourquoi ces deux hommes osent-ils dire qu'ils sont «libres d'être libres» ? Parce qu'il s'agit de deux paysans qui ont un sens ferme de la dignité, et un jour il arrive que trop, c'est trop.

Non ce n'est pas la droite qui a battu JMB ! Ce sont les amis même de JMB ! Voilà pourquoi le dimanche soir quand sont tombés les résultats du second tour, il pouvait être soulagé et dire : « j'ai gagné ». Avec ses amis d'hier, il avait gagné ! Voilà pourquoi à la mairie de Montauban quand le PS et le PRG ont découvert qu'ils avaient casé deux binômes sur trois dans la ville, ils pouvaient laisser exploser leur joie ! Sauf que j'ai pu le vérifier dans mon canton, si moi je n'ai appelé à voter pour personne, des anciens radicaux ont préféré appeler à voter à droite tellement le système leur était devenu imbuvable. Combien d'amis JMB a-t-il perdu en route ?

Donc le dimanche soir, Madame Barèges pouvait dire elle aussi que le système Bayet était fini et le ***Petit Journal*** titrer dans le même sens. Ils avaient raison !

Quoi, deux paysans des zones périphériques du Tarn et Garonne ont pu mettre K.O. le système Baylet ? Oui, ils l'ont fait et ça ne sera pas pour laisser s'installer à la place, pendant leur mandat le système Barèges ! Dans six ans, les électeurs trancheront à nouveau.

Aux deux paysans, est venu s'ajouter un autre indépendant qui une fois de plus nous renvoie à Castelsarrasin et à Jean-Philippe Bésiers.

Fin vue par J-M Baylet

« Communiqué sur le blog de JMB

Malgré le vote clair des électeurs du Tarn-et-Garonne en faveur d'une majorité de gauche, au soir du 29 mars, le PRG dénonce le basculement du département à droite après des alliances contre-nature lors de l'élection du Président.

Alors que Jean-Michel Baylet a fait le choix de ne pas se représenter à la présidence du Tarn-et-Garonne malgré sa réélection dès le 1er tour comme conseiller départemental, le PRG a tout mis en œuvre pour que le suffrage des Tarn-et-Garonnais soit respecté en présentant la candidature de madame Nègre.

Le PRG dénonce le coup de force et les combinazione de quelques élus locaux qui ont préféré pactiser pour eux-mêmes avec une UMP minoritaire plutôt que de rester fidèles aux valeurs qui les ont fait élire. »

Ce récit va devenir la version officielle d'une histoire mensongère ! Où est le vote clair en faveur d'une majorité de gauche ? Les trois indépendants ont été élus CONTRE des candidats soutenus par Baylet ! (peut-être étaient-ils de droite ?). De plus, Baylet se contredit lui-même quand dans ***La Dépêche*** il indique :

«Je ne me suis pas représenté car je n'avais pas envie d'offrir ma tête sur une pique dans des conditions insupportables».

Il ajoute :

«Seul élu au premier tour par les électeurs de mon canton de Valence-d'Agen, je constate qu'une fois encore, après les élections sénatoriales, des arrangements et des trahisons portent atteinte à l'expression du suffrage universel... Comment comprendre autrement la présence de Christian Astruc dans cette combine qui donne la victoire à l'UMP, lui mon vice-président à la communauté des Deux-Rives, qui depuis toujours siégeait au groupe Radical du conseil général ? Rejoint par Jean-Philippe Bésiers qui jusqu'à mercredi soir me donnait sa parole concernant sa fidélité... Personnellement, je prends acte de tout cela et je siégerai jusqu'au bout de mon mandat.»

Jean-Michel Baylet, le roi des arrangements et des trahisons (au même moment pour la présidence du Conseil départemental du Lot, le PRG soutient un socialiste dissident !) en accuse ses adversaires qui n'ont fait que mettre en œuvre ce qu'ils ont dit pendant la campagne électorale ! Pire il a craint que sa tête soit au bout d'une pique ! Drôle de conception de la défaite.

Des trois indépendants il épargne Viguié pour porter des accusations contre Astruc et Bésiers qu'il n'a pas su garder dans sa mouvance.

J'ai assisté à la séance du Conseil général et je n'ai vu à aucun moment de «conditions insupportables». A moins de traiter les lois électorales de conditions insupportables : Baylet a été élu au premier tour avec un nombre minimum de candidats (4), sans candidat FdeG. Aux municipales à Valence, il n'y a eu qu'une seule liste ! Il a toujours su faire le vide autour de lui et ensuite il célèbre des victoires faciles. L'atteinte au suffrage universel, il en est le spécialiste ! Mais Astruc/Baylet c'est la même chose ? Quels intérêts personnels avait Astruc dans cette très dure affaire ? L'honnêteté seulement, car il ne peut rien ambitionner de plus. Or l'éthique en politique concerne beaucoup de votants à présent. Il faut avoir vu le fils d'Astruc, surveillant un bureau de vote, se faire insulter par des amis de Baylet, pour comprendre ! Au vu des choix des électeurs on ne pouvait espérer une révolution en Tarn et Garonne, aussi ce basculement c'est au moins un pas vers plus dé débats ! Le PS, EELV et le FdeG pourront respirer et mieux préparer des lendemains qui chanteront, s'ils souhaitent s'y employer. Pour le reste, chacun reste libre de juger ce qui se fera au fil des jours. Peut-être des citoyens commenceront-ils à suivre et étudier les décisions du Conseil départemental ?

Fin vue par le PS :

Le 2 avril, Patrick Roger le journaliste du ***Monde*** fait ce bilan :

« C'est donc une nouvelle partie de tractations qui va s'ouvrir à partir de lundi 31 mars. Le PS tente de

faire comprendre à M. Baylet qu'il est le principal obstacle à un rassemblement de la gauche et des indépendants, qu'il faut qu'il accepte de passer la main. Matignon et l'Elysée, qui suivent la situation de près, sont informés que, si M. Baylet persiste, la gauche peut perdre sa majorité.

Peine perdue

Mais rien n'y fait. M. Baylet est convaincu qu'il peut réussir, comme il l'a toujours fait jusque-là, à faire revenir quelques conseillers dans sa majorité. Il n'aura pas renoncé jusqu'à mercredi 1er avril, tentant par tous les moyens de débaucher les élus qui lui font défaut.

Peine perdue : le président, depuis trente ans, du département a sous-estimé ce que signifie le renouvellement de l'assemblée départementale et l'arrivée d'une moitié de femmes. Aucune d'entre elles ne flanche. Le groupe des indépendants est déterminé, quoi qu'il advienne, à présenter une candidature et s'accorde sur le nom de Christian Astruc, anciennement membre de la majorité de M. Baylet mais aujourd'hui un de ses opposants, et qui a battu dans son canton de Garonne-Lomagne-Brulhois le binôme présenté par M. Baylet. »

Ce résumé que vous ne trouverez pas sur Libération, journal ami de J-M Baylet, indique donc que le PS avait une autre solution pour la présidence, une solution où J-M Baylet aurait accepté de soutenir… la candidature de Christian Astruc. Cette action du PS national et local est aussi évoquée dans la lettre de Valérie Rabault a adressé aux militants du PS :

« Le 3ème tour de l'élection départemental vient de se dérouler ce jour : par 18 voix contre 12 (4 PS et 8 PRG), le président sortant, Jean-Michel Baylet, a été battu au profit d'un ancien PRG soutenu par la droite et les indépendants, Christian Astruc. C'est donc une page qui se tourne pour notre département. D'autres scénarii nous auraient sans doute été plus favorables. Malgré l'énergie pour tenter de les mettre en œuvre, ils n'ont pas été possibles. »

Le PS peut aussi tirer comme leçon que les membres du parti connus pour être au sein de l'organisation, des défenseurs de Baylet, ont été battus.

Le tout à présent est de savoir comment va se construire la liste PS-PRG aux régionales pour le Tarn et Garonne. La discussion locale est un élément de la liste régionale et les négociations vont surtout se dérouler à Toulouse. Nous savons déjà qu'EELV ne sera pas au premier tour sur cette liste, donc il n'y aura pas de place à laisser aux écologistes (mais ce sera nécessaire au second tour ce qui avait fait enrager Baylet en 2010) mais que fera le PCF ?

Une fois de plus cette liste devra compter avec le poids de ***La Dépêche*** et du ***Midi Libre*** dont Baylet devient le maître !

Dans tous les cas, pour le PS 82, une nouvelle génération entre en scène. Le débat politique y trouvera-t-il quelques bénéfices ? Seul l'avenir nous le dira car la situation à Montauban reste et restera sous la surveillance de Paris où JMB a ses entrées.

Fin vue par le PCF

Je reprends ce long texte qui ne fait que confirmer des données croisées tout au long du livre.

"Danielle Petit, Alain Raynal, Claude Soufflet, Yves Vidaillac et moi avons assisté à l'installation du nouveau conseil départemental. ***Une mauvaise journée !***

Christian Astruc pourtant étiqueté Divers gauche a fait alliance avec l'équipe UMP de Barèges. Du coup la majorité s'est inversée à droite. Du coup Jean-Philippe Bésiers est lui aussi passé à droite. Cela a donné une majorité à droite de 18 voix contre 12 à la gauche. JM Baylet avait vu venir le coup, il ne s'est donc pas présenté comme candidat. Astruc a été élu président avec une majorité de droite, et surtout une forte emprise de Brigitte Barèges qui va tirer les ficelles avec cet homme de paille. A noter qu'Astruc a siégé dans le groupe des radicaux durant toute la mandature précédente et que Besiers avait conclu un accord: en cas de présidence de Baylet : il aurait été le premier vice président. Ce sont donc deux volte face d'élus radicaux ou apparentés, liés à des différents passés ou récents avec JM Baylet, qui ont permis la victoire de la droite.

Bilan : Barèges qui dirige déjà la ville de Montauban, le Grand Montauban, vient donc de conquérir le département.

Bien entendu la politique de droite menée par le gouvernement que nous n'avons cessé de dénoncer tout au long de la campagne et les méthodes Baylet ne sont pas pour rien dans cet aboutissement mais au bout ce n'est pas + de gauche qui gagne, mais la droite pure et dure.

Bien entendu la droite présente en grand nombre dans les travées a pavoisé. C'est elle qui gagne les départementales en Tarn et Garonne : le banc et l'arrière banc étaient là y compris des "disparus de la circulation" qui ont refait surface.

Le Front de gauche avait appelé à lui faire barrage à elle et au FN : nous avons bien fait. Beaucoup d'électeurs se sont mobilisés dans ce sens. Car jamais nos désaccords à gauche ne justifieront que nous ouvrions un boulevard à la droite. Nous avons senti le poids de la droite tout au long de cette journée, entrevus les conséquences de cette nouvelle majorité : action sociale, culture, associations, voirie (tout pour le boulevard ouest de Montauban) sans compter la manne providentielle qui sera utilisée pour venir au secours des finances catastrophiques de la gestion Barèges à Montauban etc. Les prochains jours nous permettront hélas de le constater. Mais nous lutterons, demain est un autre jour ! André Greder"

Ce résumé tendancieux fait par le dirigeant communiste André Greder reprend pour l'essentiel la thèse de Jean-Michel Baylet déjà dénoncées.

Il n'y a eu ni volte face pour Bésiers et encore moins pour Astruc ! Il aurait un ego surdimensionné comme certains le lui reprochent ? Alors c'est quoi pour JMB ? A force de chanter que la droite a gagné c'est lui faire un cadeau en or. Christian Astruc est un président à part entière qui vient de la Communauté des communes des Deux Rives et qui connait par conséquent les méthodes Baylet. Oui, il a soutenu longtemps, comme des élus de

droite (je pense à Jean-Paul Albert) le Président Baylet puis, un jour, trop a été trop.

André Greder est bien placé, vu sa lutte pour le Collège Issanchou, pour noter que tant que Garrigues a été maire PS, Baylet a refusé de construire un collège à Montauban, après la fermeture de celui de La Fobio ! Seulement après 2004, le projet a été lancé avec vingt ans de retard !

Oui, Barèges va pouvoir récupérer des subventions pour une gestion que les Montalbanais ont appuyé en 2014. Car il faut l'espérer nous allons assister à une répartition plus équitable qu'auparavant. Mais non, elle n'est pas présidente et traiter Astruc en homme de paille, c'est le ridiculiser un peu vite.

Pour gagner contre elle en 2021, il faudra des analyses plus cohérentes que cette réduction du CG du 82 à la droite. Quant à Bésiers, peut-être ***Les Nouvelles du Tarn et Garonne*** se féliciteront un jour de sa décision de passer la gestion de l'eau à Castelsarrasin en régie ?

L'union à gauche

"Car jamais nos désaccords à gauche ne justifieront que nous ouvrions un boulevard à la droite."

Ce sont les électrices et les électeurs qui décident d'une élection et non les appels de qui que ce soit, fussent-ils ceux des dirigeants communistes. Les appels c'est uniquement pour espérer un retour d'ascenseur. Dans cette élection ce fut, y compris à Montauban, EELV qui fut cohérent en ne donnant aucune consigne de vote au second tour.

Bilan final : Le groupe Barèges compte 11 membres, celui d'Astruc 8, le PRG 7 et le PS 4.

Conclusion

Elections départementales et clientélisme

Par excellence, si je puis dire, les élections départementales sont la meilleure expression du clientélisme, sauf qu'en 2015, quand le FN y fait aussi des scores importants, les électeurs et électrices signent, pour le moins, le recul de ce système (aucun élu FN ne peut apporter le moindre service). En conséquence, pourquoi ne pas interroger cette évidence de la démocratie ?

Qu'est-ce que le clientélisme ?

Une des tares des monarchies et autres dictatures s'appelle les privilèges. Pour la démocratie, il s'agit du clientélisme. Les chantres de la démocratie évitent cette question structurelle du système qu'ils vantent, comme étant la fin de l'histoire (pour dire le meilleur de l'histoire). Si certains le dénoncent…. c'est pour installer leur propre clientélisme quand un khalife cherche à remplacer un khalife.

Le clientélisme inévitable

Un élu quel qu'il soit, cherche à se faire réélire, et en conséquence son sport favori, c'est la chasse aux subventions. Le clientélisme serait donc favorable aux habitants, où l'élu a le bras long, car en retour il peut fournir plus de "services".

Il n'est pas rare de lire des professions de foi qui célèbrent indirectement le clientélisme quand le candidat dit : « votez pour moi qui suis en lien avec le président du conseil général (ou tout autre supérieur).»

Il est sous-entendu que les amis, des amis puissants, vont obtenir plus de subventions que les ennemis des dites puissances.

Par définition, la décentralisation n'existe que pour accroître le clientélisme. Les survivances du Moyen-âge comme la « réserve parlementaire » (elle a sa version dans les Régions et Départements) procèdent du même système.

Dans les dictatures, les privilèges sont une forme de clientélisme **institutionnel** en désignant par avance les bénéficiaires des avantages. Dans les démocraties, le clientélisme s'appuie sur les LOIS d'un Etat fort, pour tenir à distance des féodaux toujours prêts à renaître. Jusqu'à ces dernières années le succès du démocrate procédait de la base vers le sommet suivant cette généalogie classique : maire-conseiller général-député-ministre-président. Se constituer un fief devenait inévitable pour une carrière.

Les départementales de 2015 ont confirmé ce nouveau paradoxe : moins l'Etat est fort, et plus la classe politique se constitue par le sommet ! Ce qui remet en cause le clientélisme. Je dis paradoxe car d'un côté on donne plus de pouvoirs aux Régions et Départements donc on favorise le clientélisme, mais cette réduction des moyens de l'Etat fait que la distribution possible des "services" est moindre. Alors le client se rabat sur un besoin d'Etat fort. D'où le fait que le FN se coule si bien dans le moule des temps présents !

Le clientélisme évitable

Première condition : ne pas confondre le privilégié et le client.

Toute analyse faisant remonter le clientélisme à la nuit des temps noie la question dans les abstractions. Un dictateur qui avantage ses amis n'a rien à voir avec un élu qui avantage ses amis, car rien n'oblige les amis de l'élu à lui renvoyer l'ascenseur ! Bien sûr, quand remplacer un élu par un autre, c'est remplacer un clientélisme par un autre, le système se

bloque. Sauf que le changement d'amis permet au moins un partage cynique dans la classe des favorisés. Cet aspect de l'écart entre privilègié et client est cependant secondaire.

Le passage du privilégié au client fait surtout passer l'argument d'autorité à l'argument de la conviction. Pour faire vivre son clientélisme l'élu est obligé de «fabriquer» l'opinion, et au cours de cet acte il peut y avoir une bataille d'idées, ce qui pose la question du contrôle des médias et autres moyens de fabrication de l'opinion. Pour le dictateur le privilégié est un captif global. Pour l'élu le client est un captif gagné.

Deuxième condition : à partir du moment où le clientélisme est inscrit dans sa réalité historique de la démocratie, le marginaliser suppose de se battre pour la démocratie sociale. Pas question de laisser entendre que les maîtres peuvent acheter plus facilement les faibles que les classes moyennes.

Le clientélisme dans la crise

Quand se développe le chômage, et que les services les plus distribués sont des emplois dans les collectivités territoriales le clientélisme gagne, bien sûr, en pouvoir.

La démocratie est en crise quand s'approfondit cette contradiction : le besoin de clientélisme se développe et le moyen de le satisfaire se réduit. Alors électrices et électeurs signent ce chèque : trop c'est trop et le jour du vote se moquent de ceux à qui ils tendent la main !

Dans tous les domaines, la lutte contre le clientélisme inhérent à la démocratie, c'est le développement de la démocratie et non pas le retour à la dictature. Le clientélisme est donc le thermomètre qui permet de prendre la température de notre démocratie. Parmi les moyens connus pour lutter contre le clientélisme il y a eu la mis eau point des concours et leur contrôle. En conséquence on sait très bien que dans la fonction publique d'Etat le clientélisme est moins marqué que dans la fonction publique territoriale. L'installation de la

décentralisation et la dénonciation des fonctionnaires (d'Etat) vont donc de pair.

La capacité d'adaptation du clientélisme

Plus que des individus, le clientélisme peut aider des associations. Donc cet autre paradoxe : dans un monde où le mouvement associatif est en grand développement (des institutions délèguent même des activités de leur compétence à des associations) ce qui est une façon de développer la démocratie, on développe le clientélisme ! Quels critères objectifs pour éviter le clientélisme dans ce cas ?

La réponse est connue : critères difficiles à évaluer. En face, rien n'est plus simple que la dictature qui libère les esprits de tous les soucis, puisque le monarque s'en charge ! Depuis des centaines d'années toute avancée de la démocratie est une quête de critères de la démocratie, avec le débat social qui s'en suit ! Prenons le combat ancien contre le travail des enfants : à partir de quel âge ? qui va contrôler ? Qui pouvait croire au cœur des années 1840 que ce combat se règlerait en un jour ! D'autant qu'il y avait des obstacles sociaux : les enfants constituaient une source de richesse… pour les plus pauvres.

La démocratie est toujours un long chemin difficile d'où la phrase célèbre de Machado comme quoi c'est en cheminant qu'on avance. N'ayant aucune tendance à trouver du positif dans le vote FN je considère au contraire qu'il nous crée un impératif : repenser la marche de la démocratie.

Documents :

1 -
Les deux sénateurs du Tarn et Garonne (1959-2015)

	1er sénateur	2 ème sénateur
1959	Jean Lacaze	Adrien Laplace
1968	Jean Lacaze	Adrien Laplace
1975	Pierre Tajan suite au décès de Jean Lacaze	
1977	Pierre Tajan	Marceau Hamecher
1978		André Jouany suite au décès d'Hamecher
1985	Jean Roger Suite au décès de Tajan	
1986	Jean Roger	Jean-Michel Baylet
1988	Yvon Collin	
1995	Yvon Collin	Jean-Michel Baylet
2004	Yvon Collin	Jean-Michel Baylet
2014	Yvon Collin	François Bonhomme

2 - **Les députés du TetG** (1967-2015)

	1er circonscription	2ème circonscription
03/04/ 1967	Louis Delmas PS	Antonin Ver Radical
11/07 1968	Jean Bonhomme droite	Antonin Ver Radical
02/04 1973	Jean Bonhomme droite	Antonin Ver Radical
03/04 1978	Jean Bonhomme droite	J-Michel Baylet Radical
02/07 1981	Hubert Gouze PS	J-Michel Baylet Radical
24/08 1984		Pierre Larroque Radical
02/04 1986	Hubert Gouze PS et Jean Bonhomme Droite	
23/06 1988	Hubert Gouze PS	J-Michel Baylet Radical
29/07 1988		Jean-Paul Nunzi PS siège MRG
1993	Jean-Pierre Cave droite	Jacques Briat Droite
01/06 1997	Roland Garrigues PS	Jean-Paul Nunzi PS
19/06 2002	Brigitte Barèges droite	Jacques Briat Droite
20/06 2007	Brigitte Barèges droite	Sylvia Pinel Radicale
2012	Valérie Rabault PS	Sylvia Pinel Radicale Jacques Moignard

3 - Elus régionaux 1986-2010

Liste	1986	1992	1998	2004	2010
FN		Dutertre	Michel	Riey	
Droite 1	Roset Pécou Conquet Récizac	Cave Récizac	Cave Récizac Briat Lagrèze	Cave	Deville Rabassa
Droite 2		Bonhomme		Rabassa	
PS-PRG	Cambon	Nunzi Couronne	Bouquet Marty	Bousquet Briand Salomon Bauchy	Pinel Ferté Salomon Arakélian
PCF			Bauchy		
PS diss	Nunzi Sabatié				
Verts		Ravailhe			Bonnefond
CNPT		Bacou			
	7	8	8	7	7

Les premières femmes élues au Conseil régional le sont de par la loi en 2004. Il s'agit de Valérie Rabassa (UMP) Dominique Salomon (PRG) et Sylvette Briand (PS) qui malheureusement va décéder rapidement.
En 2010 nous retrouvons Rabassa et Salomon avec en plus Sylvia Pinel (PRG), Marie-Anne Arakélian (PS) et Annie Bonnefond (Verts par un échange de poste entre le 31 et le 82

4 -Résultats en voix, Régionales dans le 82

	1986	1992	1998	2004	2004	2010	2010
FN	10 175	12 623	13 599	16 755	18 238	10 582	
RPR-UDF	43 380	20 481	29 374	10 030	32 192	21 767	31 512
Droite 1		13 608		9 828		2 698	
Droite 2		5 364					
PS-MRG	19 930	19 984	26 640	34 304	51 912	33 043	57 889
PCF	8 196	6 013				5 102	
PS dis	31.931		4 181				
Verts		7 186	5 513	7 769		10 115	
Gauche Alter		2 553					
LO			3 937	4 606		696	
LCR						2 287	
CPNT		10 744	3 570	6 419			
GE		5 481					
Inscrits	143 597	147 794	151 681	155 718		16 863	
Exprimés	113 270	104 037	93 239	97 711	102 342	86 290	89 401
%exprimé	78,9	70,4	61,5	62,7	65,7	51,1	53
Listes	5	10	7	7	3	8	2

Observations :

1) L'augmentation régulière de l'abstention.
2) Le changement de mode de scrutin en 2004.
3) La baisse du FN en 2010. Ce parti n'est pas remis de son échec cuisant en 2007 sous l'effet Sarkozy
4) L'émiettement colossal de 1992 avec 10 listes.
5) En 2010 à la ligne score PCF il faut comprendre Front de Gauche.
6) Pour la droite il est difficile de différencier les listes. Pour RPR-UDFF qui devient ensuite UMP c'est la droite majeure. Les autres sont des centristes sauf en 1992 avec la liste Bonhomme.
7) Pour LCR c'est en 2010 le NPA.

5 - Texte PCF 1982

Nouvelles du Tarn et Garonne mars-avril 1982

"L'union dans le pluralisme

Nous avons affirmé notre attachement au pluralisme : la gauche a besoin de ses trois composantes. Tout affaiblissement de l'une est un affaiblissement de l'ensemble.

Le pluralisme c'est non seulement une question de démocratie mais aussi une question d'efficacité : c'est le seul moyen de faire converger tous les courants de gauche, de mobiliser très largement toutes les sensibilités de la majorité gouvernementale. Le pluralisme implique le respect de l'originalité de chaque parti. Toute autre démarche qui conduirait à étouffer la diversité au bénéfice d'un parti dominant serait lourde de conséquence pour l'avenir. La population n'accepterait pas un parti dominateur qui régente tout. A terme cette orientation conduirait le gouvernement à l'isolement."

6 - Le cas Nègrepelisse 1983

Ce document peut-être lu comme un triste élément de la salade politicienne. Sauf que pour composer une liste, comment respecter l'équilibre des opinions ? On devinera que sous cette série de discussions se cache, chez Jean Cambon par exemple, le désir de simplifier tout : que la tête de liste décide elle-même, qu'elle ait seule le droit de choisir.

De tels documents sont rares pourtant ils révèlent ce que signifie les embrouilles politiciennes plus qu'il ne manifeste un moment de vie politicienne !

Damaggio J.Paul

82230 Monclar de Quercy

aux membres de la cellule de Nègrepelisse

Cher camarade, chère camarade

Voici le calendrier des négociations PS-MRG-PCF concernant l'union à Nègrepelisse

09-09-1982 : Première lettre du PCF demandant une rencontre PS-MRG-PCF pour le 20-09

13-09-1982 : Réponse du PS : "il me semble préférable que les 4 partis de gauche se soient réunis au plan départemental"

l5-09-1982 : lettre du PCF au PS : "sans attendre il faut faire un premier tour d'horizon"

16-09-19872 : Accord du PS pour la réunion du 20

21-09—1982 : Réponse du MRG : "Nous pensons nous réunir début octobre »

22-10-1982 : Lettre du PCF A Jouany : "il faut la réunion en Octobre"

Octobre : Les radicaux ne sont pas prêts

Novembre : Les radicaux ne sont pas prêts

Décembre : Enfin première rencontre PS-MRG-PCF

Propositions : MRG : 11 MRG-9 PS- 3 PCF et tête de liste Jouany

PCF : les cantonales donnent:10,5 PS, 9,4 MRG et 3,,4 PCF ; Mais pour nous c'est le plus mauvais score face à celui des présidentielles donc proposition suivante:

tête de liste : maire sortant pour éviter la désunion et répartition 9-9-5.

Le PS à la fin donne ses propositions : tête de liste PS et 12 PS, 8 MRG et 3 PC.

Pour 44 voix d'écart aux cantonales les socialistes veulent 4 sièges de plus que le MRG !

Premier tract du PCF pour appeler la population à demander l'union: Agir pour la victoire de l'union aux municipales.

5 janvier: Deuxième rencontre PS-MRG-PCF.

Propositions : MRG : pas de changement ; PS accepte 11 PS, 9 MRG et 3 PCF.

Les communistes pour favoriser l'union acceptent 3 PCF et proposent : 10 PS et 10 MRG avec toujours comme tête de liste le maire sortant sinon ce sera la rupture avec les dangers de victoire de la droite.

A la fin le PS fait une nouvelle proposition:

tête de liste MRG mais alors : 14 PS, 6 MRG et 3 PCF.

13 janvier: Nouvelle et dernière rencontre PS-MRG-PCF;

Le MRG refuse les propositions du PS et décide de partir seul.

Le PS ne fait pas de nouvelles propositions mais accepte aussitôt la décision MRG.

Le PCF regrette profondément cette décision et cette rupture et annonce qu'il appellera à nouveau à l'union.

Deuxième tract du PCF : L'union de la gauche doit rester possible.

20 janvier : nouvelle lettre du PCF au PS et MRG pour une autre rencontre : refus.

26 janvier : accord PS-PCF après une rencontre. Les communistes dans un souci d'union accepte la proposition PS : seulement 3 communistes.

Les communistes participent à la campagne électorale et par deux journaux appellent les électeurs communistes à voter liste Jean Cambon.

6 mars : Résultats : 25% Jouany, 35% Cambon,39% la droite.

7 mars : Le PCF téléphone à Cambon : sur la base des résultats proposition tête de liste Cambon et répartition à la proportionnelle qui donne : 10 liste Jouany et 13 liste Cambon et dans les 13 on demande les 3 communistes prévus au premier tour.

Cambon répond : Le choix se fera en fonction du nombre de voix et il y aura un communiste. Le PCF téléphone A Jouany : accord pour la répartition 10-13.

7 mars : Réunion PS-PCF. Cambon reprend les mêmes propositions que ci-dessus.

Il propose 7 Pour le MRG.

7 mars : Réunion de la liste Cambon et discussion : Combien donne-t-on de place à Jouany ? 6, 7, 8 ou 9. Pas du prise en compte de la proportionnelle (13-10).

8 mars : Rencontre MRG-PS. Le PCF n'est pas officiellement invité.

Cambon propose 8 ou 9 places au MRG et propose de choisir les MRG qui seront sur sa liste !

Il a fait approuver cette proposition à sa liste le 7 mars au soir. Les communistes s'y sont opposés, considérant que c'est à chaque parti de décider concernant ses candidats.

Jouany refuse de telles propositions du PS et annonce que ni lui ni Terrassier ne se représenteront.

8 mars :Cambon a de plus décidé qu'il n'y aurait qu'un communiste que lui-même choisirat.

Il avait commencé à recruter des candidats MRG le lundi avant même de rencontrer Jouany et le soir il y a eu réunion de liste.

9 mars : Troisième tract des communistes qu'ils diffuseront le lendemain:

Nous appelons à voter liste Jean Cambon en indiquant toutefois que malheureusement elle n'est pas la meilleure liste de gauche possible â Nègrepelisse.

10 mars: Nous apprenons par La Dépêche : "une liste représentant l'ensemble des sensibilités politiques de gauche a été constituée à la proportionnelle des suffrages obtenus par chacune des deux listes".

On retrouve en effet 11 candidats de la liste MRG.

13 mars : Victoire de la droite et seulement 5 élus MRG avec Jean Cambon qui n'est plus conseiller municipal. La défaite est considérable : 41,3% à le liste Cambon, 50% à la liste de droite. 70% l'électorat radical a préféré élire un maire de droite compte-tenu de l'attitude de Jean Cambon et du PS. Pourquoi ne pas avoir proposé 10 MRG dès le lundi au lieu d'attendre le mercredi ? Pour éliminer ainsi Jouany et choisir les radicaux ? Il y a des erreurs à ne pas faire...

Chacun peut maintenant juger :

-l'attitude des responsables communistes : je suis à votre disposition s'il y contestation sur un point de cette lettre

-l'attitude des responsables MRG qui ont cru faire une affaire en portant seul

-l'attitude des socialistes qui ont fait une bonne affaire au premier tour mais qui trop soucieux de leurs intérêts de parti non pas su négocier pour le second.

J'ai tenu à vous communiquer ces informations car j'ai trop entendu de mensonges sur ces questions de l'union à Nègrepelisse et si ce papier en compte un seul faites le savoir.

Merci d'avance et fraternelles salutations.

15-03-1983 J.P. Damaggio

Au même moment L'Humanité propose à des correspondants de rédiger des portraits de militants.

J'avais rédigé celui de Victor Salvador de Caussade.

7 - Le cas Castelsarrasin 1983

La situation à Castelsarrasin et si compliqué que je reprends ici ce document des élus communistes contre leur maire Boé.

« Les élus sortant de la «liste d'union de la gauche» communiquent : Les adjoints et les conseillers municipaux soussignés ont ressenti une nouvelle fois, à la lecture du journal «Nostré Païs » la désagréable amertume d'être oubliés dans les comptes rendus de la vie municipale et des réalisations effectuées au cours du mandat communal qui s'achève.

Certes, chacun sait fort bien que « Nostré Païs » n'est pas un véritable « bulletin municipal » établi au nom de la municipa-lité tout entière, mais un journal très personnel, rédigé et imprimé par le maire sortant pour sa plus belle gloire.

Elus municipaux conscients d'avoir œuvré collectivement pour le bien de la cité, nous avons en outre péniblement lu l'expression «la majorité du conseil municipal». Cela laisse sous-entendre qu'il y aurait eu une «minorité» d'opposants ou de négligents.

Nous tenons à bien préciser, qu'au contraire, tous les choix retenus ont été étudiés, préparés en commun et adoptés à l'unanimité — tout au moins pour ce qui a été régulièrement voté par le conseil municipal.

En conséquence, nous revendiquons notre juste part dans les réalisations municipales, durant le mandat 1977-1983. Ces réalisations sont l'œuvre de tous les élus de 1977, et aussi, ne l'oublions pas, de tous les contribuables castelsarrasinois qui en restent les payeurs.

Signé Pierre Montet, Roger Bénech, Marcel Guiche, Chérubin Massola, Michel Métais, Christian Pech, adjoints au maire, André Assemat, Michel Bertrand, Michel Bonnet, Michèle Duffau, Albert Dutihé, Pierre Laborie, Alain Miranda, Robert Sarremejane, Georges Ségui, conseillers municipaux; élus sortants. »

8 - Point de vue PCF sur le succès de Baylet en 1985

Voici le compte-rendu des Nouvelles (journal du PCF) n°206 1er mai 1985 :

UNE EMPOIGADE DE POLITCIENNE QUI OCCULTE LES VRAIS PROBLEMES DU DÉPARTEMENT

Ce jeudi 25 avril, et après quelques péripéties antérieures, a enfin pu avoir lieu l'élection du Président du conseil général. Le public était venu nombreux. Et il aura pu assister, après plus de 4 h. de rebondissements et de suspensions de séances à l'élection de J-Michel Baylet, secrétaire d'Etat.

Il n'est pas inutile de préciser que J.M. Baylet est membre MRG du gouvernement à direction socialiste.

Un observateur non averti aurait peut être tiré la conclu-sion qu'ici s'opposaient deux politiques concurrentes. Il n'en est rien... Malgré les hauts cris des dirigeants socialistes locaux, c'est bien un représentant du pouvoir en place qui occupe cette présidence.

Et si la coalition gouvernementale a semblé se déchirer ce n'était que par des calculs politiciens.

Le grand absent de cette séance fut assurément le monde du travail. Au cours des nombreuses suspensions de séances et bruyantes déclarations, aucun n'eut pour raison, l'inflation qui repart, le chômage, la jeunesse sacrifiée, le luminaire, Soudexvynil ou Dantin ... Il faut savoir, et cela semble symbolique, qu'au même moment où nos édiles se disputaient le pouvoir local, se jouait le sort des travailleurs de chez Dantin (voir nos informations par ailleurs).

La question de chez Dantin après une intervention des délégués au Conseil général devait être renvoyée à plus tard sans discussion.

Les travailleurs de ce département, tous les Tarn-et-Garonnais en ont assez des querelles de clocher et de la politique politicienne. Ce n'est pas ainsi que se résoudront les problèmes de notre département. Dans ces conditions le seul élu communiste, Aimé Vigouroux, eut raison de s'abstenir de bout-en-bout, malgré les pressions des uns et des autres pour en faire l'arbitre. Le P.C.F. n'est pas l'allié privilégié de telle ou telle composante de la coalition gouvernementale (PS, MRG, PSU) qui ne peut que porter seule la responsabilité des conséquences néfastes du renoncement aux engagements de 81. Et ce n'est pas l'interview dimanche 29 avril du Président de la République qui peut nous rassurer ... La seule voie est dans le rassemblement dans les luttes. »

Dans cette guerre cruciale entre le PS et le PCF, les Nouvelles du Tarn et Garonne N° 214 26 juin 1985 publient une mise au point **PAR ALAIN RAYNAL SECRÉTAIRE DÉPARTEMENTAL DU PCF**

« Un des derniers numéros du journal départemental du PS est entièrement consacré aux récentes sessions du Conseil Général qui ont élu le Président, le Bureau du Conseil, les Commissions. La façon dont sont traitées ces questions, les amalgames faits, les procès d'intention sur l'attitude des communistes nous obligent à rappeler quelques faits.

1 — Tout d'abord, dans notre département, les soi-disant rivalités entre socialistes et radicaux de gauche portent exclusivement sur la répartition de pouvoir, de

sièges locaux mais pas du tout sur la politique à mettre en œuvre au plan national ou au plan local. Ils sont pleinement d'accord sur les choix d'austérité qui aggravent la crise, sur les choix économiques qui cassent l'outil industriel et l'emploi. Ils sont associés au gouvernement pour mener cette politique néfaste. Les deux partis de la coalition gouvernementale n'arrivant pas à s'entendre sur un accord en Tarn-et-Garonne, le choix pour la présidence se limitait donc entre le député qui soutient à l'Assemblée Nationale toutes les décisions gouvernementales et le ministre du gouvernement socialiste. C'est là la raison essentielle de l'abstention d'Aimé Vigouroux, Conseiller Général communiste de Villebrumier lors du vote pour la présidence (les multiples péripéties politiciennes qui se sont multipliées tout au long des deux sessions ne pouvaient que confirmer les raisons de l'abstention).

2— Si Aimé Vigouroux est membre du Bureau du Conseil Général, comme il l'était lors de la précédente assemblée, c'est exclusivement de sa propre décision pour mener son activité de Conseiller Général. Le choix d'Aimé Vigouroux le concerne seul, n'ayant pas pris en compte l'avis de la fédération du PCF.

3— Par la répartition des membres du Bureau à la proportionnelle le PS comme le MRG étaient favorables aussi bien l'un que l'autre à l'entrée de la droite dans le Bureau (n'oublions pas que déjà sous la présidence de Louis Delmas le Conseiller Général UDF de Saint-Antonin était membre du bureau).

4 — Le PS pour de simples raisons politiciennes ne participe pas au bureau du Conseil Général, mais s'est par contre très vite empressé d'exiger les présidences de

commissions (dont le rôle est plus important que les vice-présidences). Trois commissions sur sept sont présidées par un Conseiller général socialiste.

5 —Les accusations de «collusion» avec la droite sont non seulement intolérables car fausses, mais inadmissibles de la part du PS, lui qui :

— n'a pas hésité, comme dans le Gard, a voté contre la présence de communistes au bureau du Conseil général pour faire élire des vice-présidents de droite, ou comme en Aquitaine où il a favorisé l'élection de Chaban-Delmas à la présidence de la région,

— parle nationalement de cohabitation, de main tendue à des personnalités de droite,

— a abandonné tous ses engagements de 81 pour mener une politique économique sociale au service des intérêts capitalistes,

— organise des campagnes anti-communistes et répressives contre le monde du travail qui ne peuvent que satisfaire et favoriser la droite.

Il ne suffit pas à Montauban d'avoir un langage «gauche» pour faire oublier ce qui se décide à Paris. Cette démarche du double langage ne peut servir qu'à tromper les gens.

Il fallait que ces choses là soient dites.

Nous communistes, nous avons une toute autre conception de la bataille politique. Il y a actuellement trop de choses sérieuses et graves en jeu dans le pays comme dans le département : le chômage, le pouvoir d'achat qui baisse, les atteintes aux libertés syndicales, les attaques contre les conquêtes sociales acquises pendant des dizaines d'années. Voilà réellement ce qui commande l'action des communistes aujourd'hui. »

9 - Point de vue PS sur le succès de Baylet en 1985

« Jean-Michel Baylet vient de s'emparer de la Présidence du Conseil Général de Tarn-et-Garonne. Il l'a fait avec la complicité honteuse de la droite. Le PS DOIT EN TIRER LES LEÇONS POLITIQUES, tant au niveau départemen-tal que national. Au niveau départemental, ce qui est interprété par les médias comme une revanche de l'échec de Madame E. -J. Baylet en 1982 représenterait selon le Secrétaire d'Etat aux Relations Extérieures la concrétisation de « l'élargissement de la majorité présidentielle » voulue à l'Élysée et à Matignon. Et les élus de Droite recevant pour la circonstance l'onction radicale sont devenus de braves modérés.

Thèse officiellement défendue par J. -M. Baylet pour maquiller l'opération.

Thèse inacceptable pour les socialistes et les électeurs de gauche tant sur le plan des principes que sur le plan de l'efficacité politique puisque l'élargissement en question n'a pu se faire qu'au détriment du PS, premier groupe du Conseil Général.

Devant cette situation créée par l'une des composantes de la majorité présidentielle et au bénéfice d'un ministre d'un gouvernement socialiste, les militants du PS du Tarn-et-Garonne, avec l'assentiment de leur direction nationale ont clairement affirmé qu'il ne pouvait être question d'accord électoral avec le M.R.G. dans la perspective des élections législatives de 1986.

Au niveau national, « la stratégie du recentrage » dont on vient de voir les effets en Tarn-et-Garonne devrait

amener les socialistes à se poser cette simple question : peut-on accepter de voir le PS, pilier de la majorité présidentielle, se fondre à l'occasion du renouvellement de' l'Assemblée Nationale, dans une coalition hétéroclite de type Front Républicain ?

En refusant de nous diluer dans des combinaisons éphémères, sachons rester nous-mêmes...

H. GOUZE, Député de Tarn-et-Garonne, Maire de Montauban

J. GRANIE Premier Secrétaire Fédéral »

10-Les candidats à Castelsarrasin en 1989

Candidats de la liste Molina présentés par La Dépêche

Antoine Molina ; Daniel Davesnes ; Michel Bésiers ; Patrick Malphettes ; Christian Pech (adjoint sortant) ; Jean-Jacques Blanc ; René Villeneuve (adjoint sortant) ; Chérubin Massola conseiller sortant ; André Assémat (adjoint sortant) ; Jean Bourgarel conseiller sortant ; Roland Dimon ; Robert Duffau ; Robert Bénech (adjoint sortant) ; Marlène Moretti ; Jacques Leparc ; Muriel Lassagne ; Robert Sarremejane conseiller sortant ; Henry Jany ; Maurice Clabaut ; Evelyne Billes ; Christian Belzers (1) ; Michèle Irissou ; Pierre Méric conseiller sortant ; Roger Polastron ; Lucien Panouillère ; René Cransac ; Pierre Merce conseiller sortant ; Jacques Bourgon ; Jacques Macabiau conseiller sortant ; Emile Baudel conseiller sortant ; Yves Martin ; Maurice Gabarre ; Jean Bigourdan.

(1) La mauvaise orthographe de Delzers est sans nul doute accidentelle.

La liste Dagen

Bernard Dagen, pharmacien ;
Jacques Bénac, commerçant ;
Jacques Lavigne, vétérinaire ;
Jean-Pierre Bonnevie, commerçant ;
Bernard Leminous, médecin généraliste ;
Simone Boutonnet, professeur ;
Christian Fourment, industriel ;
Jean-Paul Calcagno, agent S.n.c.f.;
Pierre Montet, conducteur de travaux équipement ;
Gilles Saint-Sardos, arboriculteur ;
Yvonne Delbosc, mère de famille ;
Jean-Claude Roussilhès, employé de banque ;
Gérard Guidi, coiffeur ;
Roger Gasc, retraité ;
Pierre Aubin, agriculteur retraité ;
Philippe Sagot, gérant de société ;
Odile Leroy, directrice « service des familles » ;
André Angles, agriculteur ;
Pierre Tretténéro, artisan retraité ;
Georges Crepel, chef d'atelier ;
Jean Couderc, employé P.t.t.;
Christine Cardona, étudiante ;
Simon Béquié, technicien d'atelier ;
André Cambon, agriculteur ;
Pierre Mazeau, artisan ;
Guy Logeois, contremaître ;
Jean-Pierre Péduran, agent hospitalier ;
Joël Brouillet, agriculteur ;
Maurice Verdier, artisan ;
Clément Bernichan, prothésiste dentaire ;
Joachim Vellvéhi, magasinier vendeur ;
Henry Périer-Brissety, pontonnier ;
Jean Arigo, magasinier.

A ces deux listes s'ajoutera la liste communiste.

11- CONSIDÉRATIONS ESTIVALES POST-ELECTORALES 1988

Nouvelles du Tarn et Garonne juin 1988

« Jean-Mi, fils de sa mère, de son père (sic), homme de droit déguisé, porté à ut de bras par sa famille, par son journal, despote et coetera... ». J'en passe et des plus sévères. Qui se répandaient en propos de ce genre il y a peu ? Les amis politiques de Jean-Paul, qui auraient bien voulu que les cocos les suivent sur ce terrain-là.

Après la vague rose, les amis de Jean-Paul et d'Hubert avaient réussi à prendre la place de premier élu départemental à celui qu'ils vomissaient.

Quelques années de politique austère à la Fabius, la vague moins haute, le fils de famille récupère son bien grâce à des alliances de circonstances. Jean-Paul, Hubert et leurs petits camarades fulminent, crient au scandale, à la trahison, au ralliement à droite. On leur a pris la Bastille.

« Plouf, plouf, un petit-cochon-pendu-au-plafond, tirez-lui-la-queue, il pondra des œufs !»

Redistribution des cartes, ouverture... aller voir ! Dernières législatives : Jean-Mi et Jean -Paul se retrouvent unis comme les doigts de la main, leurs noms mêlés fraternellement sur le même bulletin.

Paris vaut bien une messe ; on se partage le farci : Jean-Mi Ministre, Jean-Paul siège à l'Assemblée. Passe-moi le fromage, je t'offre une poire !

Les poires, nous étions les poires, nous, les électeurs gauche... Nous aurions été bien « couillonnés ».

Heureusement, il y avait M Bonnet ! Guy BEDEL

12 - Nouvelles du Tarn et Garonne et Bousquet en 1990

Nouvelles n°463 du 21 juin 1990

« LE VRAI VISAGE DE RENÉ BOUSQUET

Dimanche dernier se tenait à Beaumont le congrès départemental des anciens combattants de la Résistance. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce congrès qui connut un important succès. Au cours de la discussion fut abordé le cas de Bousquet, originaire de notre département. Contentons-nous aujourd'hui de donner quelques extraits d'un article du « journal de la résistance » (avril/mai).

« René Bousquet, ancien secrétaire général pour la police du gouvernement de Vichy, a été inculpé sur plaintes de MM Klarsfeld et Libman déposées le 13 septembre 1989, en raison de la découverte de documents établissant sa responsabilité, ce, 11 ans après l'inculpation de son adjoint pour la zone sud, Jean Leguay, calmement décédé dans son lit, il y a quelques mois. Il fallut attendre jusqu'au 21 mars dernier pour que la Cour de cassation mette fin à diverses astuces de procédure et charge la Chambre d'accusation de Paris de diriger l'instruction.

Un journaliste de la 5eme chaîne de télévision eut l'idée d'évoquer l'affaire à l'occasion de la Journée nationale de la Déportation. On put voir sur l'écran le vieux René Bousquet (81 ans) en pleine forme, littéralement déchaîné, injurier et pour le moins bousculer le caméraman qui s'adressait à lui à l'entrée de son immeuble. L'inculpé de crimes contre l'humanité eut

même l'audace de crier au journaliste : « Pour qui vous prenez-vous, salaud ! ».

Alors que la grande rafle du Vel'd'Hiv' eut lieu les 16 et 17 juillet 1942, 12 884 juifs, hommes, femmes et enfants, étant arrêtés et bientôt déportés vers Drancy ou Auschwitz, le général SS Oberg écrivit à Bousquet le 29 juillet suivant : « Je vous donne volontiers acte que la police française a accompli jusqu'ici un travail louable. »

Il est bon que M. Méric, secrétaire d'État se soit exprimé sans hésitation sur le cas Bousquet. Il serait encore mieux que l'instruction soit menée tambour battant, les preuves de la culpabilité était totalement établies, et que l'affaire Bousquet ne se termine pas comme, en juillet 1989, l'affaire Leguay. »

13 - L'affaire de Moissac : Témoignage de Philippe Montaud

L'Action agricole proposera comme compte-rendu un article de Paul Couronne, le récit de la garde à vue de Philippe Montaud, un article de Bernard Grimal le président de la Chambre d'agriculture et en novembre une libre opinion d'Hugues Samain.

41 heures de garde à vue, 2460 minutes intenses de réflexion, d'espoir, de peur

Dimanche 19 h

Une voiture de la gendarmerie s'arrête devant la maison. Deux gendarmes. Je les attends, je sais déjà que Samain est en route avec des gendarmes de Moissac. C'est dur de se faire interpeller un dimanche soir, le bébé

n'a pas encore mangé, mon épouse est inquiète. Tout ça n'est pas de bonne augure.

19 h 30 Début de la garde à vue. Le gendarme est à sa machine à écrire. Déposition. Moissac : pourquoi ? Comment ? Effectivement je me pose les mêmes questions : pourquoi ? comment ? Où étaient les 3 ministres annoncés ? Pourquoi un service d'ordre aussi léger ? Le gendarme dépose un sandwich sur la table. Impossible de l'avaler. Repos. J'apprends que nous sommes sept responsables gardés à vue. C'est quoi la garde à vue ? ça dure combien de temps ? (Si j'avais su, j'aurais fait des études de droit). Pourquoi des responsables syndicaux alors que nous avons passé notre temps à calmer les gens ? Il est tard. On apprend qu'un gendarme appelé (GA) s'est fait descendre à Toulouse. Consternation.

3 h du matin.

Les dépositions sont terminées, il faut attendre l'avis du Procureur. Ça dort un procureur ? Oui. Donc on passe la nuit. On dort soit sur des tables, soit sur des chaises. Il fait froid.

6 h 30 J'ai pas dormi. Café. On signe des papiers, je ne sais plus ce que c'est.

Lundi matin

L'attente, la tension monte. Plus le temps passe, plus la gendarmerie ressemble à un camp retranché. La trouille. Pourvu que dehors ils restent calmes. Des bruits courent que Raymond Lacombe prend les choses en main. Je me rappelle alors, qu'une cellule interministérielle s'est réunie sous la présidence de Mitterrand. Il faut un exemple. Bon sang, si c'était nous l'exemple. Pourquoi en

Tarn et Garonne ? Je ne comprends plus rien à cette histoire.

Lundi 12 h

La pression continue de monter (le thermomètre c'est le casque des gardes mobiles : quand il est sur leur tête, c'est que la situation tend, quand ils le reposent, on se détend). On est tous isolés dans des pièces séparées, toutes portes et fenêtres fermées. Le talkie-walkie qui est devant moi annonce des mouvements importants d'agriculteurs. La gendarme qui est avec moi me dit de ne pas m'inquiéter, elle a du bol d'être aussi calme. C'est vrai que je ne suis pas mis à prier pour mes Jeunes Agriculteurs. Il faut éviter à tout prix l'affrontement. On a pourtant l'impression qu'ils font tout pour ce que ça tourne au drame.

14 h Cantine du 17 ème, c'est copieux mais les gendarmes n'ont rien à manger pour eux.

Lundi après-midi

Les gardes mobiles ont posé le casque je me détends. J'ai la tête comme passée à la moulinette. Pourquoi c'est si long ? Pourquoi un tel déplacement de forces ? On va donc aller au bout de la garde à vue, c'est-à-dire 24 heures. Pour Bosc c'est jusqu'à 18h, pour Samain 18h 30, pour Couderc 19h 15, pour moi 19h 30, pour Luans 21h, pour Dellac et Pellizari je ne sais plus. Mince je me dis que les gendarmes auraient pu venir me chercher plus tôt. C'est toujours les mêmes qui passent en premier.

Lundi 18 h Bosc sort, caméras, cris, applaudissements. Et d'un. On s'était promis de ne pas faire de déclarations à la presse tant que tout le monde n'était pas sorti.

18 h 15 Le Colonel appelle Samain dans son bureau. Ça presse, c'est pour lui dire aurevoir.

18 h 35 Qu'est-ce qui se passe ? Il ne sort toujours pas. On se crispe.

18 h 42 Hugues ressort, il est blanc. Prolongation de la garde à vue. Bon, on a compris, c'est le grand cirque. Les gardes mobiles remettent les casques. Je suis crevé, broyé, démoli, les nerfs à fleur de peau. Les gendarmes nous remontent le moral, ils sont sympas.

Lundi soir

L'attente reprend. Je dors mieux cette nuit, je sais que les jeunes sont dehors, je les entends avec leur musique sauvage. J'ai entendu aussi quelques mots de Jean-Pierre Delboulbès au micro devant les grilles. C'est bien, ils restent calmes.

Mardi matin

Pas d'incidentes pendant cette nuit. On apprend à attendre. Je ne suis pas très net : la barbe a poussé. J'ai vraiment l'air d'un bagnard maintenant. Madame le Préfet est annoncée. Pas un regard n'est échangé. C'est triste. Comment pourrons nous nous retrouver après tout ça ? Il va falloir tous faire de gros efforts. Que d'erreurs commises depuis quelques semaines ! Je me souviens d'avoir répété mes craintes à tous les responsables, à tous les élus rencontrés. L'après-midi du 29 septembre a été politiquement très mal gérée. La manif de Moissac n'a été qu'une conjugaison de circonstances. Un monde fou, pas de service d'ordre, des gens à bout, le luxe, de fausses informations. Nous ne sommes ni des casseurs, ni des tueurs de ministres. Le syndicalisme n'a pas à servir la politique, quelle qu'elle soit, surtout lorsqu'elle est partisane et nous entraîne vers des positions poujadistes.

Le syndicalisme est là et uniquement là pour faire ressortir les aspirations, les inquiétudes des agriculteurs. Comprendre, imaginer, convaincre et pas contraindre.

Mardi 12 h

On se dépêche de manger, nous devons aller chez le procureur au tribunal à 14 h. De nouveau, grand cirque. Chaque responsable est avec son gendarme, on attend un car de gardes mobiles. On rigole, le car s'est planté, il est du mauvais côté. Catastrophe, le Colonel demande aux gendarmes de nous passer les menottes. C'est la pire des humiliations. Nouvelle provocation, on est à bout.

14 h Tribunal. On est arrivé comme des terroristes, sirènes de motards et tout, et tout. Le juge d'instruction nous inculpe pour participation à une manifestation non autorisée. C'est le moins que l'on puisse dire, elle n'était pas autorisée.

14 h 30

On sort devant le tribunal, libres. Personne, si, quelques photographes. Il fait beau. On cherche vite les amis, les voitures. C'est fini (ou presque). Je déteste les embrassades, on n'est ni des héros, ni des voyous. Ils ont été très chouettes mes Jeunes Agriculteurs. J'aime bien leur poignée de main, c'est franc, droit, digne.

Philippe Montaud.

14 - Gérard Tartanac et La Dépêche 1992

Gérard TARTANAC Sérignac, ce 30 juin 1992,
Cultivateur retraité 82500 SERIGNAC
Candidat aux élections du CONSEIL GENERAL de mars 1992.

Aux 18 MAIRES du canton de BEAUMONT-de LOMAGNE. (A leurs bons soins pour information de leur CONSEIL MUNICIPAL).

-A diverses personnalités et responsables de la vie politique et sociale du département.(En nombre limité et avec un choix forcément arbitraire).

-Aux médias intéressés. (Qui peuvent m'aider).

Mesdames et messieurs, élus et responsables,

Victime d'un ennui de santé sérieux, (maladie de HORTON), au diagnostic difficile et faisant partie des urgences médicales, ma campagne électorale au Conseil Général (candidat des pauvres), n'a pu se faire correctement. C'est pourquoi vous recevez les remerciements joints. **En un premier temps, considérant que LA DEPECHE a le quasi monopole de l'information quotidienne départementale (donc le devoir d'insérer), ce communiqué a été remis (en mains propres) au corres-pondant beaumontois du**

journal. Pas d'insertion et pas de réponse... Ce n'est pas la première fois que mes écrits sont refusés... Devant cette carence qui prouve la conception de l'information du "journal de la démocratie" ...et les limites du pouvoir que peut avoir un simple citoyen s'il n'est pas membre d'un Parti Politique Puissant, pour exprimer ses pensées, et pour dans le cas présent accomplir un devoir élémentaire, QUE FAIRE ?

Sauf m'adresser à vous et à l'opinion publique avec des moyens forcément bien limités. Certain de votre compréhension et espérant en votre aide pour accomplir un devoir modeste sans doute mais auquel je tiens, veuillez accepter ma gratitude ainsi que mes meilleures salutations. T

Gérard Tartanac

P.S. : En ce qui concerne les médias, il m'est agréable, (profitant de l'occasion), de remercier l'hebdomadaire VENDREDI qui avait inséré dans son courrier des lecteurs de larges extraits d'un texte écrit à l'occasion de la nouvelle année et intitulé de façon un peu provocatrice: "VIVE STALINE", et ne correspondant pas forcément à sa sensibilité.

L'analyse du scrutin

Des problèmes de santé sérieux joints, (et en partie responsable) à un très mauvais résultat électoral, sont la cause d'une négligence coupable et inadmissible de ma part qu'il convient de réparer, bien qu'il soit bien tard.

Ma candidature au Conseil Général avait été motivée par deux raisons principales

1°) - Affaiblir, ne serait-ce qu'encore un peu, et marginaliser le Front National dans le canton. Le résultat a été obtenu. La débauche de papier (illégale) qu'il a faite n'a pas été payante et les mécontentements souvent justifiés de diverses catégories sociales n'ont pas été piégés. (1)

2°) - Préciser mes rapports avec le Parti dans lequel j'ai tant milité pendant près de quarante années. Sa politique était devenue à mes yeux sans principes et il fallait que ça se sache. Ce Parti, le P.C.F., ayant toujours la chance d'être servi par des militants qui lui restent chevillés corps et âme et qui sont dignes du plus grand respect. Bien entendu, au gré de leur humeur et de leurs souvenirs, il arrive à ces derniers de me battre froid ou de me souffler du chaud, mais cela ne saurait influer sur ma pensée politique, étant un homme libre.

Les électeurs ont choisi de virer à droite. C'était dans le vent. Ce n'est pas sans amusement, sur mon lit d'hôpital, qu'il m'a été donné d'apprendre le premier acte politique majeur du nouvel élu. Il a voté le budget départemental. BRAVO !

Cela tranche avec les positions négatives adoptées dans le canton par le RPR et ses alliés ! A Beaumont, tout va mal depuis 1967, où Monsieur Fontagnère, bénéficiant du soutien de tous les démocrates a été élu ! Un grand lac, son camping et ses attractions qui font la joie de bien des visiteurs, a vu le jour. BOF ! De nombreux bâtiments, scolaires et communaux, au chef-lieu et dans les communes, ont été construits. BOF ! Une vie associative et culturelle intense se manifeste. BOF ! La voierie, de Larrazet à Gimat s'est améliorée de façon spectaculaire. BOF ! ETC. ETC. Passons, peut-être le meilleur.

Qu'il y ait de grands points d'ombre, bien sûr. Ce n'est pas en critiquant mais en travaillant qu'ils peuvent s'éclairer. Certains changements pourraient bien s'avérer décevants ! Il est des évolutions négatives !

A propos d'évolution, les divers pendus des bords des routes, (même vulgaires mannequins) sont inquiétants. La nouvelle Politique Agricole Commune (PAC) glace le sang des vrais cultivateurs qui veulent conserver, y compris dans nos régions, une grande agriculture, basée sur des exploitations familiales compétentes, ambitieuse et productive, défiant les géants. Basée sur l'intelligence des hommes. Attention, Des positions revendicatives amplement justifiées peuvent se casser sur un tranchant bien dangereux. Détruire, c'est facile. Construire l'est beaucoup moins ! Trop souvent, il s'entreprend m'importe quoi !

Ces quelques lignes dépassent de simples remerciements. Elles sont écrites en pensant à l'avenir des jeunes générations. Encore un mot. La virulence de certains à mon égard, bien connus pour leurs opinions rétrogrades et leur méchanceté politique a été bien forte (4). Elle m'honore. Merci Messieurs ! Aux 126 électrices et électeurs, solide carré ayant bien voulu porter leur suffrage sur mon nom, qui a eu l'honneur de symboliser les pauvres dans un canton qui. trop souvent se croit opulent, un grand, un très grand MERCI !

Gérard Tartanac

15 - La Dépêche à la mort de Louis Delmas en 2002

« « L'honnête homme s'en est allé et l'humaniste avec lui; son accent nous ne l'entendrons plus ; sa silhouette nous ne la verrons plus, le Tarn-et-Garonne est dans la peine». Ainsi s'exprimait hier après-midi Christian Manric, secrétaire du parti socialiste, lors du dernier hommage rendu à Louis Delmas, ancien maire de Montauban, en l'église Notre-Dame de Valence d'Agen. Pour l'occasion l'Abbé Papurello, aumônier de prison, de l'hôpital et de la maison de retraite de Montauban, qui l'a souvent côtoyé dans ses différentes fonctions, s'était déplacé pour assurer la célébration des obsèques. Lui aussi a tenu à rappeler le parcours de cet homme « au beau regard », de ce militant syndicaliste au sein de l'Education nationale qui lui disait «la meilleure façon d'aller au ciel, c'est d'aider les pauvres», de cet ancien député socialiste, **vice-président du conseil général** et directeur d'école qui a réalisé «une œuvre merveilleuse pour Montauban et a surtout sauvé l'Ancien collège» de cette ville que la construction d'un parking menaçait. Ils étaient venus nombreux donc hier pour le dernier adieu. »

16 - Proposition de loi sur les patrons de presse

Proposition de Loi N° 1177 Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 4 novembre 2003.

PAR MM. JACQUES BRIAT, JEAN-PAUL ANCIAUX, BERTHO AUDIFAX, Mme CHANTAL BOURRAGUÉ, MM. LOÏC BOUVARD, GEORGES COLOMBIER, DOMINIQUE DORD, PHILIPPE DUBOURG, GÉRARD DUBRAC, Mme ARLETTE FRANCO, MM. DANIEL GARD, ALAIN GEST,FRANCK GILARD, MAURICE GIRO, FRANÇOIS GROSDIDIER, THIERRY LAZARO, CÉLESTE LETT, LIONNEL LUCA, THIERRY MARIANI, JEAN MARSAUDON, PHILIPPE-ARMAND MARTIN, Mme

HENRIETTE MARTINEZ, MM. PIERRE MICAUX, DANIEL PRÉVOST, CHRISTOPHE PRIOU, DIDIER QUENTIN, JACQUES REMILLER, JEAN-MARC ROUBAUD, MICHEL ROUMEGOUX, BERNARD SCHREINER ET MICHEL VOISIN

Députés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les législations sur le financement public des partis politiques et le plafonnement de dépenses des campagnes électorales ont créé un cadre juridique moderne à la vie politique de notre pays. Ces législations s'ajoutent à celles, contenues dans le Code électoral, des inéligibilités et des incompatibilités pour que les différentes élections, surtout locales se déroulent sans que des facteurs de

nature financière ou professionnelle puissent influer la libre décision de l'électeur.

Or, en légiférant sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales d'une part, et sur les professions, fonctions, cause entre autres, d'inéligibilités et d'incompatibilités d'autre part, pour œuvrer notamment à la transparence financière et à l'égalité des candidats lors des élections, le législateur a omis de prendre en considération le cas où une personne détentrice majoritairement d'une entreprise de presse se présente à une élection locale et bénéficie dès lors financièrement et professionnellement d'une communication électorale orientée et gratuite, pouvant faire échec au cadre juridique moderne de la vie politique et à l'égalité des candidats.

Déjà dans la loi n° 86-897 du 1er août 1986 concernant le statut des entreprises de presse, le législateur n'avait pas manqué de souligner expressément qu'en cas d'immunité parlementaire du directeur de publication, l'entreprise éditrice devait nommer un codirecteur ne bénéficiant pas de l'immunité parlementaire (article 9). L'évolution est telle qu'aujourd'hui doit être posé le principe d'une séparation des pouvoirs politiques et médiatiques pour respecter les normes juridiques modernes qui encadrent le débat électoral local et ne pas fausser ce dernier.

Il est donc indispensable que soit renforcée l'égalité des candidats dans les élections locales et prononcer pour ce faire l'inéligibilité aux élections régionales, cantonales et municipales de toute personne disposant d'un poste de direction dans une entreprise de presse.

17 - La Dépêche au secours de Valérie Rabassa 2007

Il est rare que La Dépêche se préoccupe des candidats de droite opposés à ses propres candidats...

10/05/2007 « C'est pour ça que Jacques Briat m'a menacée hier à Montech... » raconte la candidate UDF. «Furieux, il m'a dit que je n'ai pas intérêt à parler de la majorité présidentielle sur mes affiches. Juridiquement, j'ai le droit et je pense même que je vais mettre in fine le slogan « Avec le président de la République ». D'un ton haineux, il a même essayé de me faire croire que je n'aurai pas l'investiture de l'UDF, qui sera en fait celle de Mouvement Démocrate. Je pense qu'il intrigue pour récupérer le logo ! J'ai tout de suite averti Paris qui a bien sûr confirmé sa mythomanie. Il m'a menacé de m'envoyer les huissiers pour mon affiche de lancement de campagne qui s'intitulait « Votre député ». Je pense qu'il profite du fait que je suis une femme pour manquer de respect... »

...LE CAS DAGEN AUSSI

Mais Valérie Rabassa nourrit une autre explication. « Je crois surtout que le secret de polichinelle concernant mon suppléant, Bernard Dagen, l'agace. Et son attitude démontre qu'il doit savoir qu'entre les résultats de la présidentielle et ceux qui l'attendent en juin, il y aura beaucoup de différence... »

18 - Municipales de 2008 : Brigitte Barèges à l'honneur sur La Dépêche.

Portrait chinois par Brigitte Barèges

Si j'étais un objet, un chandelier.
Si j'étais une saison, l'été.
Si j'étais un plat, les noix de Saint Jacques.
Si j'étais un animal, un écureuil.
Si j'étais une chanson, ***l'aigle noir*** de Barbara.
Si j'étais une couleur, le vert.
Si j'étais un roman, ***Mlle Liberté*** d'Alexandre Jardin.
Si j'étais une légende, la légende des 400 coups.
Si j'étais un personnage de fiction, le 5 ème élément.
Si j'étais un film, ***le grand bleu***.
Si j'étais un dessin animé, ***le livre de la jungle*** de Walt Disney. Si j'étais une arme, un sourire.
Si j'étais un endroit, le massif de l'Espinouse.
Si j'étais une devise, « ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas que les choses sont difficiles ».
Si j'étais un oiseau, l'effraie.
Si j'étais un air, ***le requiem*** de Mozart.
Si j'étais un élément, le feu. Si j'étais un végétal la glycine
Si j'étais un fruit, une cerise. Si j'étais un bruit, une cascade.
Si j'étais un climat, méditerranéen
Si j'étais un loisir, cuisiner pour ma famille et mes amis.
Si j'étais une planète, Vénus.
Si j'étais un vêtement, ma robe d'avocat.
Si j'étais une pièce, la cuisine.
Si j'étais un véhicule, la 2 CV.
Si j'étais un adverbe de temps, maintenant.

19 - Candidats de droite et SE en 2011
On y retrouve des noms qui contribuent à l'échec de Baylet en 2015.

Nom du canton	UMP	Majorité président	SE
Beaumont		Dupont DVD	G Pello
Castelsarrasin	J Lafourcade		Besiers
Caussade	F Bonhomme		Ferrero
Grisolles	X Taupiac		A Belloc
Lafrançaise			J Roset
Lauzerte			Badoc
Moissac 2	JL Henryot	P.Charles CNI	
Monclar			Albert
Montaigu	M Albugues		
Montauban 1		A Gabach	
Montauban 6		P A Lévi	De Santi P. Poma
Montpezat	JMRoumiguié		
Saint Antonin			G Agam
Valence	NPompigneM		

20 – Lettre d'Etienne Astoul, candidat éventuel aux sénatoriales de 2014

Etienne ASTOUL, Maire de Villebrumier,
Vice-Président PS du Conseil Général

Villebrumier le 3 août 2014

Madame, Monsieur,

Le 28 septembre prochain vous allez désigner par votre vote les 2 sénateurs qui représenteront notre départe-ment au Sénat. Aujourd'hui des camarades socialistes de Tarn-et-Garonne se questionnent pour proposer ma candidature lors de cette élection. En effet nous souhaitons défendre une autre vision de la politique, une autre vision de ce que doit être une réforme territoriale réussie, pour peu que l'on soit à l'écoute des élu (e)s de terrain que nous sommes.

Maire de Villebrumier depuis 25 ans, Vice Président du Conseil Général, sénateur suppléant depuis 18 ans je peux affirmer avoir une bonne connaissance des problématiques locales. Médecin depuis 36 ans je peux aussi m'enorgueillir de ne pas vivre de la politique mais d'être, de façon tout à fait volontaire et désintéressée, aux services de mes administrés. C'est sans aucun doute pour cela que je suis un ardent défenseur du non cumul des mandats.

Socialiste depuis toujours, au contact des réalités de terrain, mon seul objectif est de faire réussir le gouvernement et par là même de faire réussir la France. C'est d'ailleurs en ce sens et pour être constructif que le groupe socialiste au Conseil Général a vivement critiqué le découpage cantonal proposé en novembre dernier et qui a été validé depuis lors. Pourquoi ? En premier lieu parce que ce découpage a été élaboré sans la moindre concertation avec les élus locaux ; sans le moindre respect non plus pour les réalités géographiques du territoire que sont les communautés de communes. Notre position a été comprise par nos collègues du Conseil Général puisque le découpage proposé a été rejeté par 15 voix (12 pour et 2 abstentions). Nous avons alors largement communiqué sur ce sujet en direction des élus municipaux et avons même proposé un autre découpage qui préservait 12 intercommunalités sur les 16 que compte le département (le découpage soumis au vote n'en préservait que 2), ceci après consultation des présidents d'intercommunalité. Et nous voyons bien aujourd'hui que nous étions quelque peu visionnaires puisque la réforme territoriale qui est proposée s'appuie essentiellement sur les régions, les métropoles et les intercommunalités.

Nous pensons que c'est ainsi que doit se construire la politique des collectivités locales, dont le Sénat est le représentant : par la concertation, l'échange et le dialogue. Les candidats qui se présentent à vos suffrages n'ont pas forcément cette vision des choses. Ce ne sont pas des positions individuelles qu'il faut défendre mais au contraire porter des idées représentant la synthèse des visions de tous les élus départementaux. C'est ce que je me propose de faire. Étant adhérent du PS, je dois savoir,

plus que tout autre candidat, porter la parole de tous ceux qui souhaitent la réussite du gouvernement.

Je reviendrai donc vers vous dans les jours qui viennent afin de recueillir votre avis, vos attentes, sur cette réforme territoriale mais également sur bien d'autres sujets qui vont venir en débat au Sénat afin de pouvoir porter une seule parole, la vôtre. Dans cette attente, je suis à votre disposition pour répondre à toutes vos interrogations.

Votre dévoué Etienne Astoul

Dessin de Rosendo Li (2004)

20 - La fin de baronnie annoncée dès le 30 mars

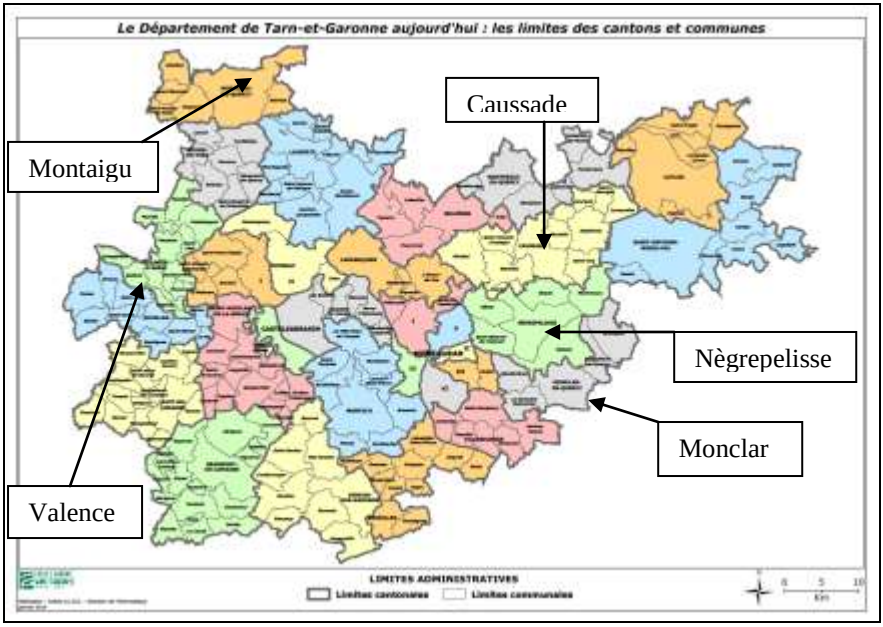
Le Petit Journal lundi 30 mars 2015

Aujourd'hui notre Petit Journal a gagné et nous dédions cette victoire à notre ami José Conquet, trop tôt disparu et qui nous manque toujours autant.

Brillant avocat, José Conquet avait une haute idée de la justice, de la générosité et il mettait son intelligence au service d'un idéal républicain de liberté, d'égalité et de fraternité. C'est avec lui que nous avons fondé notre journal, il y a vingt-cinq ans, pour réagir contre des pratiques d'un autre âge, installées depuis des lustres dans notre département. Clientélisme, passe-droit, intimidation, rumeurs, calomnies. José Conquet en avait lui-même été la cible, mais aussi Dominique Baudis, plus récemment Brigitte Barèges, Yvon Collin et bien d'autres. La première règle du bon fonctionnement de la démocratie c'est l'alternance, le changement. Ce n'était pas le credo de cette famille qui, depuis plus d'un siècle, considérait le Tarn-et-Garonne comme son fief, à la mode du Moyen Age, transmissible par héritage. Jeudi prochain, l'assemblée départementale élira son nouveau président qui, nous l'espérons, sera vraiment nouveau et aura à cœur à faire mieux que son prédécesseur.

Alain Paga

21 - Carte communale du Tarn et Garonne



Sources

Bibliographie

Paul Ardouin, paysan, Carnets de mémoire et de luttes, Arcane 17, 2011
Gérard Tartanac, Une enfance en Lomagne, Les Cahiers de la Lomagne, 2005
Jean-Paul Nunzi et Dominique Porté, Itinéraire d'un enfant de la République, Agen-Montauban-Moissac (1977-2014) ; Editions Cairn, 2015
Roland Garrigues, Miroir aux alouettes, Récit, Editions du Réveil, 2002
Pierre Péan, Philippe Cohen, La face cachée du Monde, du contre-pouvoir au pouvoir, Mille et une nuits, 2003
Claude Llabres, La Dépêche du Midi et René Bouquet, Un demi-siècle de silences, Fayard, 2001
René Bousquet, Pascale Froment, Stock, 1994
CRAS : Golfech le nucléaire, implantation et résistances, 1999
Jean-Paul Damaggio, Dessins Jean-Marie Courtot, Récits de politique sentimentale, sur les années 1970-1990 en Tarn-et-Garonne, 130 pages, Auto-édition, 1992
Jean-Paul Damaggio, Le mépris du politique creuse la tombe de la gauche, analyse à partir d'une expérience dans le Tarn-et-Garonne, supplément de Point Gauche ! 65 pages, 2002

Jean-Paul Damaggio, Régionales 2014, Vingt portraits pour un projet, Auto-édition, 2004
Jean-Paul Damaggio, Les élections régionales en Tarn-et-Garonne, 1986, 1992, 1998, 2004, 2010, Editions La Brochure, 2009
Jean-Paul Damaggio, Montauban, Cinquante ans d'élections municipales (1959-2008), programmes, candidats, résultats, La Brochure, 2009
Jean-Paul Damaggio, Elections municipales à Montauban, une commune laboratoire (1904-2008), Documents, portraits, études, La Brochure, 2014
Jean-Paul Damaggio : Vingt ans de vote Front national en Tarn et Garonne, brochure
Jean-Baptiste Forray, Les Barons, ces élus qui osent tout, éditions Flammarion 2014

Journaux essentiels :
Quotidiens :
Sud-Ouest, La Dépêche, Journal du Tarn et Garonne puis Petit Journal.

Autres journaux
Changer la vie, Le Réveil, (PS)
Point Gauche ! (Gauche alternative)
Nouvelles du Tarn et Garonne (PCF)
Action Agricole.